

LES  
BANQUES EN ÉGYPTÉ

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 8 Juillet 1938, à 13 h. 30*

PAR

ALBERT FORTE

---

*Président : M. RENÉ MAUNIER, professeur.*

*Suffragants.* { MM. LESCURE, *professeur.*  
                              NOGARO, *professeur.*

---

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

---

1938



# **LES BANQUES EN ÉGYPTE**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

LES  
BANQUES EN ÉGYPTE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 8 Juillet 1938, à 13 h. 30*

PAR

ALBERT FORTE

---

*Président : M. RENÉ MAUNIER, professeur.*

*Suffragants* { MM. LESCURE, professeur.  
NOGARO, professeur.

---

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

---

1938



# LES BANQUES EN ÉGYPTE

---

## INTRODUCTION

---

Sur les Banques en Egypte, on entend les affirmations les plus contradictoires.

Les uns trouvent qu'elles sont trop nombreuses pour les besoins du pays ; pour les autres au contraire, il n'y en a pas assez. D'aucuns disent qu'elles distribuent le crédit avec trop de parcimonie, alors que d'autres trouvent qu'elles dispensent les avances avec tant de largesses qu'elles favorisent la spéculation. D'aucuns enfin disent que toutes les banques en Egypte sont financées par l'Europe ; pour les autres, au contraire, ce sont les Banques Egyptiennes qui emploient leurs disponibilités en Europe au lieu de le faire dans le pays même.

Qui faut-il croire ? En réalité, ces affirmations qui, au premier abord, paraissent irrémédiablement contradictoires, peuvent facilement être conciliées. Ainsi, qu'il y ait trop de banques en Egypte, personne ne songe à le nier. Seulement ces banques ne sont pas disséminées sur tout le territoire ; les grandes villes comme le Caire et Alexandrie en possèdent un grand nombre alors que dans certaines localités de province, il n'en existe pas du tout, ou bien on n'y trouve que des simples bureaux cotonniers.

De même, quand on dit que la majorité des banques égyptiennes est financée par le capital étranger, cela est vrai. Mais il est aussi vrai que, dans les mois de juillet à septembre qui sont la morte-saison en Egypte, ce sont les banques égyptiennes qui placent leurs disponibilités en Europe, faute de pouvoir le faire dans le pays même.

Quand on dit enfin que les banques en Egypte distribuent le crédit avec parcimonie, cela est vrai aussi ; non pas que cela leur fût agréable ! Bien au contraire, leur intérêt est de faire le plus d'avances possibles ; mais ce sont les conditions du marché qui les obligent à adopter cette ligne de conduite. Seulement, à certains moments, leurs disponibilités sont si considérables et la concurrence est tellement grande, qu'elles sont forcées de relâcher leurs conditions en faveur des clients qu'elles jugent bons... sans se soucier toujours des engagements que ces clients peuvent avoir ailleurs.

\*

\* \*

Etudier les banques en Egypte n'est pas chose aisée. Ces établissements, en effet, ne sont, en grande partie, que des succursales de banques étrangères, et de ce chef, ne publient pas séparément les chiffres de leur activité en Egypte. Force est donc de s'en tenir à des appréciations qualitatives, si on peut dire ainsi.

D'autre part, les ouvrages sur ce sujet sont particulièrement rares et, de plus, ne sont pas très récents. Il est vrai qu'il y a les articles de revues et de journaux, assez nombreux ; mais chacun sait combien ils sont difficiles à retrouver.

Restent les renseignements verbaux, c'est-à-dire les moins sûrs. Nous avons été, bien malgré nous, obligés

de les utiliser dans certains cas où il nous a été impossible d'en avoir d'autres.

Que dans ces conditions des erreurs aient pu se glisser dans notre étude, cela semble évident. Aussi ne pouvons-nous que nous en excuser dès maintenant tout en le regrettant très sincèrement.

\*  
\*   \*

Après avoir, dans une première partie, décrit les conditions dans lesquelles une banque peut être créée en Egypte et dit quelques mots sur l'organisation des banques en Egypte, nous aborderons, dans une partie seconde, l'étude des ressources et opérations des banques en Egypte. Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous parlerons des principales banques établies dans le pays, en insistant tout particulièrement sur la National Bank of Egypt et la Banque Misr.

Notre plan se présentera donc de la manière suivante :

*Première Partie* : Création et organisation des banques en Egypte.

*Deuxième Partie* : Ressources et opérations des banques en Egypte.

*Troisième Partie* : Les banques en Egypte.

---



**PREMIÈRE PARTIE**

**CRÉATION ET ORGANISATION DES BANQUES  
EN ÉGYPTÉ**



## CHAPITRE PREMIER

### CRÉATION D'UNE BANQUE EN ÉGYPTÉ

#### I. — DÉFINITION DU BANQUIER

On chercherait en vain dans la législation ou la jurisprudence égyptiennes, la définition du mot « banquier ». Aussi use-t-on et abuse-t-on de ce terme, en Egypte. Le plus petit prêteur à la semaine, voire le premier usurier venu, ne craignent pas de s'intituler pompeusement de banquiers. Pour s'en convaincre on n'a qu'à consulter l'*Annuaire Egyptien*. On constaterait, non sans quelque étonnement, que le Caire compte 93 banques ou banquiers, et qu'Alexandrie en a 101. Or, même si on considère comme banques les établissements de crédit hypothécaire et agricole, le Caire et Alexandrie réunies ne possèdent pas plus de 60 banques.

L'abus de ce mot est donc notoire. Le législateur égyptien, n'ayant pas jusqu'aujourd'hui senti la nécessité de réglementer la profession de banquier, il n'est que tout naturel qu'il n'ait pas défini ce mot. D'autre part, il ne semble pas, qu'à l'occasion d'un différend judiciaire la jurisprudence — mixte ou indigène — ait eu l'opportunité de le faire.

Mais notre essai traitant des banques, il nous semble que nous devons à nos lecteurs de les avertir dès maintenant de ce que nous entendons par là ; ils seraient en effet fondés, vu le sens extensif donné au mot

« banques » en Egypte, de croire, pour le moins, que nous parlerons également des établissements de crédit hypothécaire et agricole.

Par *banque* nous entendons : établissement de crédit commercial, ou, plus précisément, *l'institution qui reçoit de l'argent en dépôt et en compte courant, encaisse les chèques de ses clients, paie les chèques tirés sur elle, et enfin prête la majeure partie de ses dépôts à ceux qui en ont besoin, principalement par la voie de l'escompte et des avances à court terme*. C'est, en d'autres termes, ce que les Anglais entendent, à proprement parler, par « Bank » <sup>1</sup>.

## Section II. — CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE BANQUE EN ÉGYPTÉ

Nous envisagerons successivement, le cas de la création d'une banque d'après la loi égyptienne, et celui de l'ouverture, en Egypte, d'une succursale d'un établissement de crédit ayant son siège à l'étranger.

A) FONDATION D'UNE BANQUE D'APRÈS LA LÉGISLATION ÉGYPTIENNE. — Le législateur égyptien ne fait aucune distinction entre une banque et une société de commerce quelconque. Il suffit donc pour fonder valablement une banque en Egypte de suivre les règles posées par les Codes pour la forme de société qu'on veut donner à l'établissement : société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, etc...

Cela paraît donc très simple, au premier abord. La réalité est toute autre. En effet, généralement du

1. Cf. définition donnée par M. Walter Leaf : « C'est une Société de personnes ou par actions qui reçoit les dépôts du public et les rembourse à vue au moyen de chèques. »

moins, les banques sont fondées sous forme de sociétés anonymes, le capital qu'elles requièrent étant si important, que peu de particuliers peuvent se flatter de posséder, à eux seuls, une richesse suffisante pour en constituer un. Or, d'après le Code de Commerce, toute société anonyme fondée en Egypte est nécessairement égyptienne et doit être autorisée par Décret du Gouvernement égyptien <sup>1</sup>. Prenant avantage de cette condition imposée par la loi, le Gouvernement égyptien a entendu n'accorder le Décret d'autorisation que si certaines règles édictées par lui, sont observées et incluses dans les statuts de la société à fonder. Ces prescriptions, qui sont toutes inspirées par ce but : « égyptianniser *en fait* ce qui est égyptien en droit », ont été prises en Conseil des Ministres dès 1899, revisées et complétées depuis cette date, dans le but de les rendre plus rigoureuses. La dernière décision du Conseil des Ministres datée le 31 mai 1927, édicte qu' « aucune suite ne sera donnée aux demandes de création de sociétés anonymes » que si l'acte préliminaire d'association et les statuts contiennent certaines prescriptions, dont les principales sont les suivantes :

1° Que le Conseil d'Administration contienne deux administrateurs égyptiens <sup>2</sup> au minimum <sup>3</sup>.

2° Que le quart au moins de l'émission du capital (actions ou obligations) soit réservé à la souscription

1. Art. 46 et 47 Code de Commerce Mixte.

2. En fait, bien avant que cette condition ne fût imposée par le Gouvernement Egyptien, bon nombre de Sociétés s'étaient attachées comme Administrateurs des personnalités égyptiennes. Il est vrai que le choix n'était pas toujours inspiré par la valeur de la personne, mais surtout par l'influence que cette personnalité pouvait ou pourrait avoir dans les milieux gouvernementaux... Mais ceci n'a rien de particulier à l'Egypte...

3. Comme le nombre des membres du Conseil n'est pas limité, ce chiffre de *deux* n'a, en pratique, aucun sens.

publique en Egypte et que les quatre cinquièmes au moins, en soient réservés aux Egyptiens.

3° Que les documents établissant la situation annuelle de la société (bilans, comptes profits et pertes, rapports des censeurs, etc...) soient intégralement publiés dans deux journaux quotidiens (l'un en langue arabe, l'autre en langue européenne) quinze jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée générale.

4° Que le personnel se compose, pour moitié au moins, de membres égyptiens.

Ces prescriptions, très utiles, quoique incomplètes à certains égards, sont venues mettre un terme aux abus de certaines sociétés qui n'aimaient pas, particulièrement, dévoiler au public la situation exacte de leurs affaires. En effet, bien que n'ayant aucune valeur légale, ces prescriptions sont *en fait* obligatoires pour toute société désirant prendre la forme de société anonyme égyptienne, aucun recours n'étant possible contre le refus par le Gouvernement égyptien de promulguer le décret d'autorisation.

Il serait souhaitable que ces décisions — prises à des moments où la liberté législative de l'Etat égyptien était mutilée par les anachroniques capitulations — aient maintenant la consécration de la loi. Et à cette occasion, il serait bon que des conditions spéciales fussent prévues pour la création d'un établissement de crédit, notamment :

- 1° La définition du mot « banquier » ;
- 2° Le capital minimum nécessaire ;
- 3° La proportion des bénéfices à attribuer à la réserve ;
- 4° Si possible, le mode de placement de ces sommes :

5° Les conditions de capacité et d'honorabilité que doivent posséder les dirigeants de la banque <sup>1</sup>.

6° De la responsabilité civile de ses dirigeants <sup>2</sup> ;

7° Le montant de l'encaisse par rapport aux obligations à vue ;

8° Les rubriques obligatoires qui devraient figurer dans les bilans.

Ces mesures n'auraient, d'après nous, rien de vexatoire et ne limiteraient en aucune sorte la liberté d'action des banques, n'étant pas des mesures de contrôle. Elles seraient, par contre, très appréciées par le public qui se sentirait plus garanti qu'il ne l'est actuellement.

B) OUVERTURE EN EGYPTE D'UNE SUCCURSALE D'UN ÉTABLISSEMENT ÉTRANGER. — Dans la plupart des pays du monde, l'ouverture d'une succursale d'une banque étrangère doit être préalablement autorisée par le Gouvernement. L'autorisation n'est en général accordée qu'à certaines conditions plus ou moins rigoureuses suivant le pays. Ainsi l'Italie et l'Autriche <sup>3</sup> n'autorisent l'établissement d'une banque étrangère sur leurs territoires qu'à la condition qu'elle publie son bilan. Aux Etats-Unis le régime varie dans chaque Etat. Dans l'Etat de New-York, une banque étrangère qui désire s'y installer doit

1. Actuellement, rien n'empêche un failli ou un ancien bagnard à s'établir banquiers.

2. A cet égard, il est intéressant de noter que le Nouveau Code Pénal de 1937 prévoit dans son art. 332 que : « Dans les cas de faillite d'une Société Anonyme, ou par actions, les Administrateurs et Directeurs de la Société seront passibles des peines de banqueroute frauduleuse s'ils sont reconnus coupables » de destruction ou altération des livres, de détournement et dissimulation d'une partie de l'actif etc... « ou s'ils ont occasionné la faillite de la Société par fraude ou vol, et notamment s'ils ont contribué à la cessation des paiements de la Société ».

3. Avant son absorption par l'Allemagne.

fournir au Superintendant des banques un certain nombre d'indications sur son capital versé, son actif, ses statuts, etc. En France et en Tchecoslovaquie, c'est le régime de la réciprocité, etc...

Les banques ainsi autorisées ne sont pas, en général, complètement assimilées aux banques nationales, notamment pour leur admission au Clearing ou pour le rées-compte de leur portefeuille auprès de la Banque Centrale.

En Egypte, la loi est absolument muette sur ces points. Toute banque étrangère peut fonder dans le pays autant de succursales qu'elle désire, sans être astreinte à remplir la moindre formalité ou à justifier d'une autorisation quelconque. Devant une pareille carence de la loi, la fraude à l'article 46 Code de Commerce Mixte était très facile ; et peu de capitalistes purent y résister. C'est ainsi que ceux qui, voulant fonder une société sous forme de société anonyme pour travailler en Egypte, sans toutefois avoir à subir le contrôle résultant nécessairement du Décret d'autorisation, ne trouvèrent rien de mieux que de créer cette société dans un pays où les formalités étaient très simples et d'ouvrir ensuite des succursales en Egypte. On assistait alors à cette situation paradoxale : un siège social d'où ne partait aucun ordre, où les organes essentiels n'étaient pas concentrés et où le Conseil d'Administration ne se réunissait pas !

Aussi, à l'occasion d'une affaire D. Roucho et autres contre City & Agricultural Lands of Egypt Ltd., la Cour d'Appel Mixte rendit, en date du 29 avril 1908, un Arrêt célèbre qui devait avoir les répercussions les plus profondes. Cet arrêt décidait, en effet :

« Lorsque c'est en Egypte que les bases et les conditions du fonctionnement de la société ont été arrêtés, les capitaux, réunis, l'acte d'association et les statuts signés par les souscripteurs ; que son objet primordial

est une exploitation en Egypte ; que sa direction et ses assises sont établis et tous ses intérêts concentrés en Egypte, cette société doit être, en Egypte, considérée comme égyptienne, et soumise aux conditions de la loi mixte ; *et si elle n'a pas obtenu le firman<sup>1</sup> nécessaire, elle doit être déclarée nulle et légalement inexistante en Egypte.* »

Cet arrêt, qui devait faire jurisprudence<sup>2</sup>, obligea un grand nombre de sociétés anonymes (parmi lesquelles se trouvaient des banques) fondées en fraude à la loi, à se dissoudre pour être reconstituées légalement.

Le moins qu'on puisse demander est que le Gouvernement égyptien légifère en la matière, maintenant qu'aucun obstacle ne s'y oppose. Une succursale de banque étrangère ne devrait pas pouvoir s'établir en Egypte sans autorisation du Gouvernement ; celui-ci devant, en effet, être à même de s'opposer à l'établissement dans le pays de banques qu'il estime ne pas réunir toutes les garanties désirables.

1. Firman signifie décret ou loi. A l'époque, décret et loi avaient en effet le même sens et la même force.

2. Un arrêt tout récent rendu le 3 mars 1937 dans une affaire Contomichalo Darke et C<sup>o</sup>, confirme le principe posé par l'arrêt de 1908.

---

## CHAPITRE II

### ADMINISTRATION ET ORGANISATION INTERIEURE DES BANQUES EN ÉGYPTE. — LE PERSONNEL.

Il ne rentre nullement dans notre intention de décrire en détails l'administration et l'organisation des banques en Egypte. En dehors du fait qu'il faudrait plusieurs volumes de dimensions respectables, cela ne présenterait pas un intérêt tout particulier. Cela reviendrait, en effet, à décrire les systèmes français, anglais, italien ou autre, car les banques qui travaillent en Egypte étant, à une exception près, soit des filiales, soit des succursales d'établissements étrangers, ne font, le plus souvent, qu'adopter le système pratiqué par le siège ou par la maison-mère.

Notre but est plus modeste. Nous voudrions simplement esquisser, en quelques lignes, cette administration et cette organisation pour montrer par où elles pèchent. A cette occasion, nous ferons quelques suggestions inspirées par les méthodes modernes suivies par les banques à l'étranger.

#### *Section I. — ADMINISTRATION*

Toutes les banques importantes établies en Egypte sont des sociétés anonymes, et à ce titre, leur haute direction appartient à leur conseil d'administration, conseil qui se réunit en Egypte, si la banque est égyptienne, et

au lieu du siège à l'étranger, si la banque est étrangère.

Les banques sont trop nombreuses en Egypte ; aussi les succursales d'établissements étrangers sont-elles « handicapées » par les banques locales, par le fait que celles-ci, ayant leur siège en Egypte, peuvent immédiatement donner suite aux demandes de leurs clients. C'est pourquoi, il est dans l'intérêt bien compris des banques étrangères travaillant en Egypte, de suivre l'initiative très intéressante, prise par la Barclays Bank dans ce domaine. La Barclays Bank (D. C. et O.) a, en effet, institué à Alexandrie un Conseil d'Administration « local » auquel elle a adjoint, à titre de « conseillers locaux », deux personnalités financières égyptiennes. Grâce à cette mesure, elle a pu développer ses affaires en Egypte en étant à même d'accorder à ses clients, aussitôt qu'ils en faisaient la demande, tous les crédits dont ils avaient besoin, sans, au préalable, être obligée d'en référer au siège de Londres.

Le Conseil d'administration — dont le nombre de membres varie, avec l'importance de l'établissement — possède de par les Statuts, les pouvoirs les plus étendus, on pourrait presque dire illimités. Car la confirmation dans certains cas, ou le contrôle annuel par l'Assemblée générale des actionnaires, ne sont que de simples formalités : on voit très rarement, en Egypte, une assemblée critiquer la gestion du Conseil ou refuser de ratifier son action dans une circonstance quelconque. Le voudrait-elle qu'elle ne le pourrait pas ; en effet, grâce à la pratique, courante en Egypte, de délivrer au Conseil des mandats en blancs, celui-ci possède toujours la majorité des voix.

Dans la réalité cependant, ce n'est pas le Conseil d'Administration qui exerce les pouvoirs considérables qui lui sont conférés par les statuts. Il se dessaisit d'une

bonne partie de ses droits au profit, soit d'un membre pris dans son sein, l'Administrateur-délégué, soit d'un Comité composé d'un petit nombre de membres, toujours pris dans son sein, auquel est adjoint le Directeur général<sup>1</sup>. On évite par ces moyens la lenteur inhérente à tout corps composé d'un nombre relativement grand de membres, tel que le Conseil d'administration, lenteur dont les affaires de banque ne peuvent s'accommoder.

En général, Conseil d'administration ou Comité exécutif ne font qu'entériner les décisions prises par la direction de la banque<sup>2</sup>. Ce sont donc les directeurs qui, en fait, dirigent l'établissement. Ce sont eux, et eux seuls, qui sont en contact direct avec la clientèle et qui sont au courant du degré de solvabilité de chacun d'eux. Aussi n'est-ce que sur leurs recommandations que le Conseil approuve une affaire donnée.

Le directeur d'une banque est, en Egypte, dans les grandes villes du moins, un personnage important que tous les clients ne peuvent approcher. Seuls les gros clients sont reçus par lui, les autres étant adressés aux chefs de services ou autres employés compétents.

On sait qu'en Angleterre deux écoles s'opposent sur la question de savoir quelle attitude doit adopter le directeur d'une banque pour augmenter le nombre de

1. Cf. Statuts du Banco Italo-Egiziano, art. 18. : « Le Conseil pourra créer dans son sein un Comité dénommé Comité Exécutif, composé de 3 à 5 membres, chargé de la réalisation pratique de ses directives et de prendre, en cas d'urgence, toutes mesures qu'il avisera, en exerçant à cet effet tous les pouvoirs du Conseil. »

2. A ce sujet, il est intéressant de noter que le Directeur d'une succursale de banque étrangère a des pouvoirs plus étendus que le directeur d'une banque locale. Et cela se comprend. En effet, alors que ce dernier a toujours, dans les cas urgents, la ressource de convoquer le Conseil d'Administration, le premier ne peut le faire, et pour cause !

ses clients. Pour la première école, qui porte le nom pittoresque de « Golf Club School », un directeur de banque doit fréquenter personnellement ses clients, même durant les heures de service, car le travail de banque étant, malgré tout, personnel, cette fréquentation amènerait la clientèle oisive, c'est-à-dire riche. L'autre école, le « Ball and Chain School », prétend au contraire, qu'un directeur de banque doit toujours être à sa place.

En Egypte, on ne peut dire qu'il y ait, à cet égard, un système défini. Chaque banque suit le système qu'elle estime le plus profitable.

D'après nous, si les directeurs de banques pouvaient s'arranger pour recevoir tous les clients qui se présentent chez eux, ils augmenteraient considérablement le nombre de leur clientèle. Car l'Egyptien<sup>1</sup> étant très sensible et très susceptible, on peut être sûr que s'il est bien reçu par le directeur, il en serait profondément touché et ferait à tous ses amis et connaissances l'éloge de cette banque. Et c'est cette publicité « non payée » qui est souvent la plus efficace.

Il faudrait, d'autre part, faire comprendre aux employés préposés aux guichets, que le développement des affaires de la banque dépend, en grande partie, d'eux, qui ont le plus de contact avec la clientèle et qui, aux yeux des petites gens, représentent la banque en entier. On voit souvent ces employés n'être courtois et empressés que pour les clients qui ont l'air de « gens biens », alors que, quand ils ont affaire à des personnes de modeste apparence, ils prennent des airs arrogants et les font attendre un bon moment avant de les servir. Ce qui n'est pas fait pour inciter ces petits clients à faire usage des services de la banque.

1. Et par Egyptien nous entendons ici aussi bien le natif du pays que l'Européen habitant le pays depuis quelques années.

*Section II. — ORGANISATION*

En Égypte, comme ailleurs, c'est au directeur que revient la tâche d'organiser les services de la banque et de régler leurs divers mécanismes. Dans ce travail délicat, le directeur est assisté des chefs de service, seuls au courant des difficultés qui se présentent dans la pratique de tous les jours.

Le point intéressant à noter ici est le défaut absolu d'organisation scientifique du travail dans la plupart des banques en Égypte. Certains services ont un effectif exagéré par rapport au travail à fournir, alors que d'autres souffrent d'un manque chronique de personnel. La cause de cet état de choses provient justement de ce fait que la direction, très souvent, ne voit qu'à travers les lunettes des chefs de service. Ceux-ci, dans leurs demandes, calculent les besoins de leurs services d'après les journées de travail les plus chargées, telles que les débuts et fins de mois. Le résultat est, que dans les journées normales, il y a un gaspillage énorme de force de travail. D'autres services sont organisés de telle sorte que leur personnel est obligé de fournir beaucoup plus d'efforts que leurs collègues des autres départements. C'est ainsi que la comptabilité est notoirement connue pour être le « cauchemar » des employés <sup>1</sup>.

On comprend qu'un pareil état de choses ne peut avoir que des conséquences nuisibles pour le développement des affaires de la banque. Les remèdes, croyons-nous, consisteraient en l'organisation scientifique du travail et dans le recrutement d'un personnel qualifié.

1. Et ce qui est pire, c'est que souvent, la direction partage ce sentiment en transférant par exemple à la comptabilité, l'employé qu'elle désire « punir » laissant ainsi au personnel l'impression qu'il y a des services plus favorisés que les autres.

a) ORGANISATION SCIENTIFIQUE. — Par organisation scientifique, nous n'entendons pas « mécanisation », quoique, même dans ce domaine, les banques égyptiennes soient encore très en retard <sup>1</sup>. Le défaut de mécanisation ne constitue, en effet, nullement un obstacle à l'organisation scientifique du travail. Par organisation scientifique, nous entendons simplement l'application de certains principes rationnels, suggérés par l'observation minutieuse ; en d'autres termes, c'est la « taylorisation », mais tempérée, de manière à être adaptée aux travaux de banque.

Prenons un service quelconque, la comptabilité par exemple, et observons ce qui se passe chez les teneurs de livres. Pendant le mois ces derniers ont eu, disons 25.000 écritures pour 25 jours ouvrables, c'est-à-dire une moyenne journalière de 1.000 écritures. Un employé moyen arrive à passer 500 écritures journalièrement, compte tenu des minutes creuses, de la chaleur <sup>2</sup> et de la fatigue ; c'est donc  $\frac{1000}{500}$  ou deux teneurs de livres qu'il faut.

Il n'est pas question, évidemment, d'appliquer le système d'une manière aussi rigoureuse que dans l'industrie car le travail de banque ne peut s'y accommoder. Dans ce domaine il faut, en effet, toujours tenir compte de l'imprévu :

— imprévu quant au volume des opérations ; pour une raison ou une autre, il peut y avoir un surcroît inaccoutumé de travail, ou au contraire, une diminution sensible ;

— imprévu quant au nombre d'absences du person-

1. Cependant, seule de toutes les Banques en Egypte, la Barclays Bank a entièrement mécanisé son Service de la Comptabilité.

2. La chaleur est un facteur avec lequel il faut tenir grand compte en Egypte.

nel en un jour donné. Bien qu'il y ait une moyenne d'absences quotidiennes pour la banque considérée en son entier, on ne peut savoir à l'avance dans quelles proportions un service quelconque en sera affecté ;

— imprévu quant aux erreurs qui peuvent se produire lors des passations des écritures. Tous ceux qui ont travaillé dans une banque savent qu'une « différence », pour être découverte, peut demander aussi bien trois heures que trois minutes de recherches.

Ces objections sont certes sérieuses, mais elles ne portent pas, d'après nous, atteinte au principe de rationalisation en lui-même, qui doit continuer à servir de base pour l'organisation du travail dans une banque. On peut d'ailleurs remédier à ces objections. C'est ainsi que l'introduction des machines pourrait réduire, presque à néant, les chances d'erreur, et que l'institution d'une « équipe flottante », composée d'employés d'élite, bien au courant de la routine de tous les services de la banque, pourrait, lors d'une augmentation imprévue des opérations, ou d'absences anormales du personnel, aider là où le besoin se fait sentir. Et qu'on ne dise pas qu'une pareille équipe serait du gaspillage, puisque si le travail est normal et le personnel au complet, elle se croiserait les bras n'ayant à aider personne. Non, car les employés formant cette équipe pourraient alors occuper très utilement leur temps dans les travaux de contrôle ; il va sans dire, en effet, qu'une pareille organisation ne peut bien fonctionner que si un contrôle strict veille constamment à l'application des principes posés.

C'est ainsi que peuvent être parées les éventualités les plus fréquentes qui s'opposent le plus à la rationalisation du travail dans les banques en Egypte.

b) RECRUTEMENT D'UN PERSONNEL QUALIFIÉ. — On ne peut croire combien les banques en Egypte comptent d'em-

ployés peu ou pas instruits, et ce qui est pire peu intelligents. Même parmi le personnel supérieur il n'est pas rare de rencontrer des personnes n'ayant qu'une instruction des plus rudimentaires et qui, pour dire le moins, sont très peu qualifiées pour leurs postes.

Une explication de cet état de choses peut être trouvée dans le fait que, lors de l'établissement des principales banques en Egypte, le degré d'instruction de la population était très faible <sup>1</sup> et les personnes ayant une certaine instruction trouvaient des situations plus lucratives soit dans le commerce, soit dans les administrations publiques. Force était donc aux banques de se contenter des personnes qu'elles pouvaient trouver sur place, quitte à faire venir de l'étranger le personnel supérieur.

Heureusement, la situation a changé. Depuis quelques années, les banques n'engagent plus que les jeunes gens munis d'un diplôme secondaire, au moins <sup>2</sup> ; non pas qu'elles considèrent ces diplômes comme la consécration officielle de l'intelligence de leurs titulaires, mais simplement, parce qu'elles estiment, avec juste raison d'ailleurs, qu'ils certifient que les candidats ont le minimum de connaissances nécessaires.

Il y aurait évidemment moyen de réserver les emplois aux plus intelligents et aux plus capables : ce serait l'institution des concours. Certaines banques ont récemment introduit cette pratique, des plus heureuses. Et si, abandonnant enfin le vieux système de l'avancement de l'employé d'après les recommandations de son chef, on appliquait, à sa place, le régime des concours, il nous

1. Au début de ce siècle, le pourcentage des personnes instruites par rapport au total de la population était de 80 ‰ chez les hommes et 2 ‰ chez les femmes.

2. Baccalauréat ou Diplôme de commerce.

semble qu'un réel progrès aurait été réalisé, et un coup mortel porté au favoritisme, cette plaie de l'Égypte qui affecte tellement les administrations publiques et privées.

Organisation scientifique du travail, recrutement d'un personnel qualifié, sont, d'après nous, les réformes principales qui pourraient améliorer, et considérablement, le rendement du travail dans les banques en Égypte. Il est à remarquer qu'aucune de celles-ci ne possède — à l'instar de tant de banques européennes ou américaines, un Service spécial dont la mission unique consisterait à rechercher les moyens susceptibles de simplifier le travail. Aussi, l'institution des « boîtes à idées »<sup>1</sup>, serait-elles des plus intéressantes ; les suggestions faites par les petits employés méritent souvent plus de considération que ne leur accorde en général, un chef de service, routinier, soucieux surtout de ne pas toucher à ce qui a « toujours existé » ou à ce qui a « toujours été fait ».

### *Section III. — LE PERSONNEL*

Nous avons déjà parlé du mode de recrutement du personnel des banques en Égypte. Nous parlerons maintenant des éléments le composant, de sa situation sociale et des œuvres fondées en sa faveur.

Être employé de banque est le rêve d'un très grand nombre de personnes en Égypte, car cela implique être assis sur un bureau, n'avoir presque aucune responsabilité, et être sûr, à la fin de chaque mois d'encaisser

1. Imaginées par les américains. C'est un genre de boîte aux lettres dans laquelle l'employé met une feuille contenant la suggestion qu'il propose, *sans besoin de la signer*. Si sa proposition est prise en considération, il se fait connaître et reçoit une récompense.

telle somme sur laquelle on a « arrangé sa vie ». Cette préférence marquée des Egyptiens pour les carrières administratives a été, à plus d'une reprise, vigoureusement dénoncée par les milieux responsables, qui y voient une des causes principales du chômage des intellectuels qui sévit actuellement en Egypte. Et bien que les jeunes gens instruits se tournent un peu plus qu'autrefois vers le Commerce, l'Industrie et les carrières libérales, il n'en demeure pas moins vrai que cette inclination des Egyptiens pour les postes administratifs, subsiste toujours.

Le personnel des banques est composé, presque exclusivement, de l'élément masculin. Cependant, la Grande Guerre a eu pour effet, en Egypte comme ailleurs, d'y introduire l'élément féminin<sup>1</sup> ; mais celui-ci n'a pris ni le développement, ni l'importance qu'il a acquis en Europe, d'abord parce que la Guerre a très peu affecté le pays, et ensuite, parce que la mentalité dominante est toujours hostile au travail des femmes. On ne verra jamais une femme occuper le guichet dans une banque, et encore moins diriger un département important. Et les femmes employées dans une banque sont presque exclusivement d'origine étrangère.

Un autre trait qui caractérise le personnel des banques en Egypte est qu'il contient une très forte majorité d'Européens, Européens qui, il est vrai, sont en grande partie nationalisés Egyptiens. L'explication ici aussi, réside dans ce fait que la seule ambition des Egyptiens, une fois leurs études terminées, était de devenir fonctionnaires du Gouvernement. Il faut dire aussi, pour la vérité des faits, que les dirigeants des banques préféreraient toujours engager des employés ayant la même nationalité

1. Cf. Rapport de la National Bank of Egypt pour 1916 : « Quarante postes dans la Banque ont été occupés par les femmes qui, en Egypte comme partout ailleurs, ont été promptes à fournir leur concours ».

que leurs établissements<sup>1</sup>, et n'avaient pas un très vif désir de voir, dans leur personnel, l'élément égyptien.

Mais depuis quelque temps, et pour répondre à l'appel lancé par le Gouvernement égyptien, les établissements de crédit n'engagent désormais que des jeunes gens<sup>2</sup> égyptiens diplômés, toutes les fois qu'un poste devient vacant. On doit convenir que ce n'est que justice.

Enfin, la condition matérielle des employés de banque n'est pas du tout brillante et elle est peu en rapport avec, si nous pouvons dire ainsi, leur condition morale. Qu'on en juge plutôt : les salaires de début pour les jeunes hommes varient de L. E. 3 à L. E. 6, et pour les jeunes filles de L. E. 3 à L. E. 4. Ces chiffres s'entendent pour les employés engagés sur place, car ceux qu'on fait venir de l'étranger débutent par un salaire égal, sinon supérieur, à celui d'un employé moyen qui a fini sa carrière dans la banque. Or, même si l'on tient compte du standard de vie peu élevé de l'Égyptien moyen, et même si l'on tient compte du bon marché de la vie en Egypte, on est obligé de convenir qu'il est très difficile, sinon impossible, pour un employé de vivre, même très modestement, sans avoir recours à ses parents, quand ses revenus mensuels ne s'élèvent qu'à L. E. 6. Si encore, après un apprentissage raisonnable, l'employé pouvait espérer voir ses émoluments augmenter de manière à lui permettre de vivre par ses propres moyens, il n'y aurait rien eu à redire. Mais non, le rythme des augmentations est toujours le même, depuis le début jusqu'à la fin de la carrière, et il n'y a rien là de particulièrement brillant ; les augmentations dépassent, en effet, rarement

1. Une Banque Italienne, quoique Société Anonyme Égyptienne, tient sa comptabilité en italien. Une Banque Grecque le fait en grec etc...

2. Il faut lire « jeunes hommes », les jeunes filles Égyptiennes n'ayant pas encore acquis droit de cité dans les administrations.

douze livres par an ; et encore doit-on se considérer bienheureux quand on a été, plusieurs années de suite, sur les listes des promotions.

Il est vrai que, comparés aux appointements des employés de commerce, ceux des employés de banque sont, généralement, supérieurs. En plus, les employés de banque travaillent relativement beaucoup moins que leurs collègues des autres administrations. Ils ont le régime de la semaine anglaise, ils jouissent de plus de journées de congés payés, et en période normale, ils passent rarement plus de six heures<sup>1</sup> par jour à la banque ; sans compter que durant tout l'été, ils sont libres les après-midi.

Les banques en Egypte sont très jalouses de la réputation des membres de leur personnel. Aussi exigent-elles de ceux qui désirent entrer à leur service, la stricte observation des règlements qu'elles édictent, toute infraction à ces règlements étant, le plus souvent, sanctionnée par le renvoi.

L'interdiction la plus connue, celle qui par sa généralité mérite véritablement le nom de *loi*, est celle pour les employés, de contracter des dettes, et plus précisément, d'apposer leurs signatures sur des billets à ordre, soit comme débiteurs soit comme garants, sous peine de licenciement immédiat au cas où une saisie viendrait à être pratiquée contre eux entre les mains de la banque. Cette disposition qui, comme celles que nous mentionnerons plus loin, peut, au premier abord, apparaître draconienne, est en réalité inspirée par l'idée de « protégé-

1. Les horaires des banques en Egypte sont :

En hiver : de 9 heures à midi et de 15 heures à 16 heures (sauf samedi).

En été : de 8 heures à midi.

Il y a donc quatre heures ouvrables au public ; mais le personnel doit travailler deux heures en plus pour terminer l'expédition des affaires.

ger d'abord l'employé contre lui-même en le gardant contre son penchant à user parfois inutilement de dangereux crédits ; contre les usuriers aussi, aux mains desquelles les employés n'ont que trop d'occasions de se trouver pris<sup>1</sup> ».

Malheureusement, cette mesure tourne beaucoup plus souvent contre l'employé que contre les usuriers ; ces derniers en prennent avantage pour terroriser les malheureux employés avec le spectre de la saisie qui plane sur eux, ou mieux encore, pour les faire « chanter ». Heureusement qu'une jurisprudence récente est venue mettre un terme à cet état de choses, en décidant qu'en principe, une saisie ne peut constituer une cause légitime de renvoi.

Comme corollaire à la défense ci-dessus, il y a celle de la spéculation, et des jeux de hasard, ces opérations pouvant entraîner l'employé à s'endetter.

Il faut noter aussi l'interdiction de travailler ailleurs, après les heures de service, ou de travailler pour son propre compte. On ne peut rien dire contre cette mesure, toute naturelle. Payant ses employés, la banque est en droit d'exiger d'eux qu'ils lui consacrent toute leur activité. Les heures de repos ne doivent pas être utilisées dans un travail supplémentaire, car le surmenage qui en résulterait pour l'employé, serait nuisible à la bonne marche du travail de la banque. Cette mesure est aussi heureuse socialement en ce qu'elle ne prive pas les chômeurs des postes qui doivent leur revenir.

Enfin, certaines banques ne veulent pas que leurs employés se marient avant de les avoir consultées. Elles veulent ainsi empêcher l'employé d'assumer des charges dépassant ses moyens. Bien que la jurisprudence n'ait pas eu à s'occuper de la légalité de cette mesure, il est

1. *Journal des Tribunaux Mixtes*, 1937.

presque certain qu'elle l'aurait considérée comme immorale et donc contraire à l'ordre public.

Ainsi donc toutes les interdictions imposées par les Règlements sont, dans le fond, inspirées par le seul souci du bien-être du personnel. Mais le sentiment de celui-ci est qu'elles sont surtout vexatoires et qu'elles tournent toujours à son détriment. Qu'il ait tort ou raison, la question n'est pas là. Le fait est qu'il est obligé de souscrire à ce règlement et qu'il n'a aucun moyen d'en discuter la teneur.

Il est à souhaiter que des syndicats des employés de banques se forment dans les principales villes d'Egypte afin que les doléances du personnel puissent être présentées aux banques toutes les fois que le besoin s'en fera sentir<sup>1</sup>.

Il ne nous reste plus qu'à parler des œuvres sociales intéressant les employés de banques. Il est digne de remarquer ici qu'il n'existe *absolument aucune loi sociale*<sup>2</sup> en faveur de ces derniers. Aussi, d'après le processus qu'on rencontre partout, c'est l'initiative privée qui, devant la carence de la loi, s'est employée à la tâche de créer ces œuvres sociales tellement nécessaires. Ce sont les banques elles-mêmes, qui ont le plus fait dans ce domaine. Les cas qui ont les premiers attiré leur attention sont ceux qui privent la famille des revenus de son chef ou de son soutien, c'est-à-dire les cas de

1. Un syndicat des employés de banque a bien existé il y a quelques années ; mais à la suite de circonstances qu'il nous a été difficile de retracer, il a été dissous deux ans après sa création. Durant sa courte existence, le syndicat s'est, paraît-il, montré très actif et a pu obtenir de la direction des banques de nombreux avantages pour le personnel.

2. En dehors de la loi sur les accidents du travail qui peut recevoir très peu d'applications dans le domaine qui nous intéresse.

décès ou de vieillesse de l'employé. Deux systèmes sont suivis ici :

a) *Caisse de prévoyance*. — La banque retient à la fin de chaque mois un certain pourcentage des appointements de l'employé, généralement 5 %, et y ajoute une somme égale, ou même double. Cet argent est placé à un taux rémunérateur et est remis à l'employé au moment de sa retraite, ou, en cas de décès, à ses proches parents.

b) *Assurance*. — L'autre système, qui tend à se généraliser, est l'assurance. La somme formée comme ci-dessus, constitue la prime d'une assurance-vie en faveur de l'employé. L'avantage de ce système sur le précédent est, qu'en cas de décès, le montant revenant à la famille est de beaucoup supérieur aux sommes réellement versées<sup>1</sup>.

Une variante de ce système est le *régime des pensions* : au moment du décès ou de la retraite, le montant de la police d'assurance est utilisé par la banque pour le service d'une pension égale au 1/3, 1/4 ou 1/2 des derniers appointements touchés, d'après le nombre d'années de service.

La question des « *charges de famille* »<sup>2</sup> a peu ou pas occupé les employeurs. Cependant, quelques-uns d'entre eux prévoient des allocations provisoires pour les nouveaux-nés. D'autres augmentent leurs employés

1. Un projet de loi tendant à rendre l'assurance obligatoire dans le commerce et l'industrie, est sous étude par le Gouvernement Egyptien.

2. Il est à remarquer que la question des allocations pour grossesse et maternité ne s'est pas posée jusqu'aujourd'hui aux banques, étant donné que seules les demoiselles sont engagées à leur service, et qu'aussitôt mariées, elles sont obligées de démissionner.

en cas de mariage. Mais il n'y a pas de mesures généralisées comme pour les cas de décès ou de vieillesse. Peut-être des « Caisses de Compensations » — à l'instar de ce qui se passe en France — pourraient-elles être créées en Egypte, afin que les banques qui ont plus d'employés mariés que les autres, ne soient pas désavantagées sur le chapitre des frais généraux.

Quant au cas de maladie, qui grève quelquefois si lourdement les budgets des employés, peu de choses a également été fait par les banques. Cependant, quand les frais encourus sont disproportionnés avec les appointements, les banques accordent généralement à l'employé des subsides en argent, toujours humiliants pour lui, parce qu'il a le sentiment de recevoir l'aumône. L'assurance-maladies pourrait très facilement être faite par les banques, moyennant une prime modique <sup>1</sup>.

1. Une « Mutuelle » des employés de banque existe au Caire depuis une trentaine d'années, et est aidée financièrement par les banques. Ses membres, moyennant une faible cotisation mensuelle, ont des réductions très sensibles, — quand ce n'est pas la gratuité complète sur les honoraires des médecins et la fourniture des médicaments.

---



## DEUXIÈME PARTIE

### RESSOURCES ET OPÉRATIONS DES BANQUES EN ÉGYPTÉ



## CHAPITRE PREMIER

### LES RESSOURCES

#### *Section I. — LES DÉPÔTS*

Les ressources normales d'une banque sont incontestablement les dépôts. C'est donc en quelque sorte le chiffre de ces dépôts qui constitue la limite des opérations de la banque. Mais, en pratique, rares sont les établissements de crédit qui, à l'étranger, vont jusqu'à ce point ; le rapport des avances de toutes sortes au total des dépôts et comptes-courants ne dépasse presque jamais les 80 %.

Or si l'on consulte les bilans des banques en Egypte, on constate que, pour la plupart d'entre elles, le chiffre des opérations n'est pas limité par celui des dépôts. Qu'est-ce à dire sinon que ces banques sont financées par d'autres établissements, ou même emploient leurs capitaux pour leurs opérations ?

Examinons par exemple le bilan de la Banque Belge et Internationale en Egypte, au 30 juin 1937 :

|                                               |      |       |
|-----------------------------------------------|------|-------|
| Au passif nous avons : (en milliers de Leg.). |      |       |
| Créditeurs à vue .....                        | Leg. | 758   |
| Banquiers .....                               | »    | 10    |
| Créditeurs à terme ou préavis .....           | »    | 821   |
| Comptes divers et transitoires.....           | »    | 114   |
|                                               |      | <hr/> |
| Total Leg.                                    |      | 1703  |

|                                  |      |       |
|----------------------------------|------|-------|
| Et à l'actif :                   |      |       |
| Effets .....                     | Leg. | 255   |
| Comptes-courants débiteurs ..... | »    | 1484  |
| Participations financières ..... | »    | 10    |
|                                  |      | <hr/> |
| Total Leg.                       |      | 1749  |

Ainsi même en faisant figurer comme ressources les « Comptes divers et transitoires » et « banquiers » et en ne tenant pas compte à l'actif du chef banquiers « à vue et à terme »<sup>1</sup>, le chiffre des opérations dépasse celui des ressources de L. E. 50.000. Ce qui prouve évidemment que la banque travaille activement, mais ce qui prouve tout aussi bien que pour ce faire, elle est obligée de toucher à son capital.

Pourtant si l'on compare, autant que faire se peut, la situation des banques il y a quelques années, et la situation actuelle, on constate avec plaisir que ces banques comptent beaucoup plus qu'avant sur les dépôts, pour leurs opérations. Un exemple saisissant est le suivant :

Au 20 juin 1907, au moment où elle déposait ses livres, la Cassa di Sconto e di Risparmio, avait comme ressources (en milliers) :

|                                                  |      |     |
|--------------------------------------------------|------|-----|
| Dépôts : comptes-courants, Caisse d'épargne..... | Leg. | 227 |
| Correspondants. ....                             | »    | 984 |

---

Leg. 1211

Ses opérations à la même date figuraient pour :

|                                  |      |     |
|----------------------------------|------|-----|
| Escompte .....                   | Leg. | 513 |
| Avances sur titres .....         | »    | 758 |
| Comptes-courants débiteurs. .... | »    | 635 |

---

Leg. 1906

Ainsi les dépôts formaient les 12 % à peine du total des opérations, le restant étant fourni par les correspondants et le capital et réserves de la banque.

Si au regard de ces chiffres, on mettait ceux au 31 décembre 1932, on aurait :

|                                                  |      |     |
|--------------------------------------------------|------|-----|
| Correspondants .....                             | »    | 4   |
| Dépôts, Comptes-courants, Caisse d'épargne. .... | Leg. | 338 |

---

Leg. 342

1. Ce chapitre représente au fond des opérations.

Auxquels correspondent à l'actif :

|                                  |         |
|----------------------------------|---------|
| Escompte. ....                   | Leg. 49 |
| Avances sur titres .....         | » 101   |
| Comptes-courants débiteurs ..... | » 266   |

---

Leg. 416

Laissant de côté la question de décroissance formidable des affaires qui ne nous intéresse pas pour le moment, nous constatons qu'au 31 décembre 1932 les dépôts représentaient les 81 % de la totalité des opérations.

Bien que cette tendance ne soit pas aussi prononcée pour les autres banques, il n'en est pas moins vrai qu'elle existe. Ainsi au 31 décembre 1924, le compte « Correspondants » figurait au bilan de la Commercial Bank of Egypt pour L. E. 157.000. Au 31 décembre 1934, il était réduit au chiffre de L. E. 32.000.

Pour la Banco Italo-Egiziano, le même compte au 31 décembre 1925 et au 31 décembre 1935, figurait respectivement pour L. E. 1.468.000 et L. E. 275.0000. Pour la Banque Belge le chiffre passe de L. E. 134.000 au 30 juin 1930 à L. E. 10.000 au 30 juin 1937<sup>1</sup>.

Il est donc incontestable que les banques en Egypte dépendent beaucoup moins de l'étranger qu'il y a quelques années, et ce grâce à l'accroissement des dépôts.

Avant la guerre les dépôts auprès des banques étaient minimes, presque insignifiants. C'est ainsi qu'au 31 décembre 1914, la National Bank Of Egypt, la première institution financière du pays, n'avait que L. E. 3.068.000 de dépôts, pour compte des particuliers<sup>2</sup>, alors que l'Anglo

1. Cependant la Banca Commerciale Italiana semble faire exception : de Leg. 29.000 au 31 décembre 1925, le chiffre passe à Leg. 393.000 au 31 décembre 1935. Mais il ne faut pas oublier que le conflit Italo-Ethiopien a beaucoup affecté la Banque par le retrait massif des dépôts.

2. A cette même date, le capital et les réserves apparentes de cette banque s'élevaient à Leg. 4.193.000.

Egyptian Bank en avait presque autant <sup>1</sup>. Quant à la Cassa di Sconto, le chiffre était réduit à 27.000, chiffre vraiment ridicule pour une banque ayant un capital de L. E. 348.000.

C'est la grande guerre, qui en donnant le cours forcé au billet de banque, porta un coup dur à l'habitude de la thésaurisation et par voie de conséquence, donna un essor considérable à l'usage des dépôts en banque, essor que les dépenses des troupes stationnées dans le pays, et les prix fantastiques enregistrés par le coton, ne firent qu'accentuer. C'est ainsi que de L. E. 3.068.000 qu'ils étaient au 31 décembre 1914 dans le bilan de la National Bank, les dépôts des particuliers passent à L. E. :

6.069.000 en 1915  
 8.438.000 en 1916  
 11.727.000 en 1917  
 14.631.000 en 1918  
 et 18.794.000 en 1919

De même les dépôts de l'Anglo Egyptian Bank passent de L. E. 2.943.000 en 1913 à :

L. E. 5.145.000 en 1915  
 — 9.057.000 en 1917  
 — 17.113.000 en 1919

Quant aux dépôts de la Cassa di Sconto, ils s'élèvent de L. E. 27.000 en 1914, jusqu'à L. E. 877.618 en 1919.

Malheureusement ce mouvement ne dura pas. Avec la baisse du coton et la crise presque chronique qui en résultait, les dépôts au lieu d'augmenter, diminuaient <sup>2</sup>, graduellement, pour reprendre il est vrai, leur mouve-

1. Il est vrai qu'une partie de ses dépôts provenait de ses succursales étrangères.

2. Une partie importante des retraits a été utilisée pour l'achat de valeurs égyptiennes détenues par l'Europe grâce aux cours avantageux qui prévalaient à cette époque. Une autre partie a été certainement perdue en spéculations sur les devises.

ment ascensionnel quelques années après. Qu'il nous suffise de dire qu'alors qu'en 1919, la National Bank détenait pour le compte des particuliers L. E. 18.794.000 de dépôts, elle en détenait à peine autant au 31 décembre 1937. Or, même en tenant compte de la création de la Banque Misr qui a drainé une partie importante des dépôts des Egyptiens et même en tenant compte que le prix du principal produit national, le coton, ne fait que baisser de plus en plus, il n'en demeure pas moins que le fait que la National Bank, institution qui jouit de la confiance de tous les habitants de l'Egypte tant Egyptiens qu'étrangers, ait en 1937 atteint une chiffre de dépôts à peine équivalent à celui de 1919, prouve à suffisance que l'usage du compte en banque ne s'est pas énormément développé ces vingt dernières années<sup>1</sup>.

Voici à titre indicatif, le chiffre des dépôts des banques qui publient leur bilan, de 1930 à 1936 (L. E. 1.000) :

| BANQUES                          | 1930   | 1931   | 1932   | 1933   | 1934   | 1935   | 1936   |
|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| National Bank <sup>2</sup> . . . | 15.875 | 16.723 | 19.289 | 18.190 | 16.018 | 21.309 | 20.369 |
| Banque Misr <sup>3</sup> . . .   | 7.203  | 7.043  | 8.005  | 8.945  | 9.693  | 11.317 | 13.147 |
| Com. Bank Of Eg. . .             | 382    | 340    | 265    | 290    | 309    | 318    | 220    |
| Banque de Com.. .                | 113    | 112    | 155    | 193    | 212    | 220    | 243    |
| Banco It.-Eg. . . .              | 1.886  | 1.739  | 2.089  | 2.503  | 2.389  | 1.014  | 1.436  |
| Banca Com. It. . . .             | 1.988  | 1.820  | 2.012  | 1.851  | 2.095  | 1.007  | 1.546  |
| Banque Belge <sup>4</sup> . . .  | 1.765  | 1.498  | 1.066  | 1.402  | 1.316  | 1.299  | 1.552  |
| Total. . . .                     | 29.212 | 29.475 | 32.881 | 33.374 | 32.032 | 36.484 | 38.513 |

1. La conclusion inverse a été tirée par M. Rifaat du fait de la diminution considérable de l'émission : c'est que, dit M. Rifaat, le chèque a remplacé le billet de banque dans les transactions internes. Pour que cette affirmation fut exacte, il aurait fallu que le commerce extérieur de l'Egypte (duquel l'émission dépend en grande partie) garde la même importance qu'en 1919.

2. Non compris les dépôts officiels (Gouvernement Egyptien, Gouvernement du Soudan, Tribunaux Mixtes).

3. Non compris les dépôts du Gouvernement Egyptien.

4. Au 30 juin.

Quels sont donc les obstacles qui s'opposent au développement de l'usage du compte en banque ? Il y en a plusieurs. Contentons-nous de mentionner les principaux, à savoir, la thésaurisation, la notion de l'intérêt chez les musulmans, la préférence pour les richesses foncières, et enfin l'absence de législation sur le chèque.

1° LA THÉSAURISATION. — Malgré le développement de l'instruction la thésaurisation est toujours assez développée en Egypte ; nombreux sont les fellahs et petits propriétaires qui ont, ensevelis sous terre, des belles pièces d'or qui circulaient avant la guerre. Mais ce qui est le plus curieux, c'est que la thésaurisation s'exerce aussi sur les billets de banque. Ce fait est quelquefois révélé en septembre, au moment du financement de la récolte cotonnière. Normalement, l'émission augmente ; or quelquefois, bien que la récolte n'ait pas été moindre que la précédente, et que les prix n'aient pas sensiblement baissé, l'émission n'augmente pas comme d'habitude ; c'est qu'alors probablement, les fellahs ont préféré mettre en circulation les billets thésaurisés plutôt que de faire usage de crédits onéreux.

2° NOTION DE L'INTÉRÊT CHEZ LES MUSULMANS. — Ce qui dans les pays Européens permet de combattre avec succès la thésaurisation c'est l'intérêt. Le langage qu'en France par exemple un démarcheur tient à une personne qu'il veut attirer à sa banque, est en résumé le suivant : « Au lieu de garder vos sous dans vos tiroirs, sans en tirer profit, avec en plus le risque d'être volé un jour, donnez-les nous. Votre argent sera en sécurité et de plus, il vous rapportera un revenu sans fatigue aucune pour vous. »

Un langage pareil ne produirait que peu d'effet chez un Egyptien. Les Egyptiens sont, en effet, pour la très

grande majorité, des musulmans, et des musulmans croyants. Or leur livre sacré, le Coran, traite l'intérêt d'usure.

« Dieu a permis la vente mais il a interdit l'usure. Celui qui, ayant eu connaissance du commandement de Dieu, s'y est soumis, conservera tous ses biens acquis jusqu'alors. Dieu seul le jugera (ou le récompensera).

« Ceux qui continueront à pratiquer l'usure auront l'enfer comme séjour éternel.

« Dieu anéantit l'usure et récompense les actes de charité avec usure<sup>1</sup>. »

D'après M. Malache<sup>2</sup> lorsque le Gouvernement égyptien voulut, en 1903, instituer une caisse d'épargne postale allouant des intérêts sur les sommes déposées, il demanda son opinion au Moufti : « Celui-ci, fidèle à sa méthode qui consistait à concilier les exigences de la vie moderne avec les prescriptions de l'Islam, se déclara favorable, en faisant une distinction subtile entre la participation aux bénéfices et l'intérêt usuraire et en rangeant les intérêts servis par les banques dans la première de ces catégories. »

Que cette opinion de la plus haute autorité religieuse du pays ait contribué à favoriser les dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne, nul ne songe à le contester. Cependant on ne peut s'empêcher de constater que cette notion d'usure attachée aux intérêts est loin d'avoir complètement disparu ; et un grand nombre de musulmans refusent aujourd'hui encore d'encaisser des intérêts sur les dépôts qu'ils ont auprès des banques.

Tant que cette mentalité subsistera, un obstacle sérieux au développement des dépôts subsistera aussi.

1. Verset 276, 7, 8, 9 de la 2<sup>e</sup> Sourate du Coran, tels que cités dans Kamel Amin Malache : *Etude économique et critique des instruments de circulation et des institutions de Crédit.*

2. *Op. cit.*, p. 145.

3° PRÉFÉRENCE POUR LA RICHESSE FONCIÈRE. — Les banques qui possèdent des dépôts atteignant des chiffres astronomiques sont celles des pays qui ont une grande richesse mobilière. Car dans les pays comme la France ou l'Angleterre, les revenus des valeurs gardées par les banques pour compte des particuliers viennent automatiquement augmenter le chiffre des dépôts.

En Egypte la situation est différente. L'Egyptien proprement dit, a peu de penchant pour la richesse mobilière, et a une préférence marquée, pour les immeubles en général, et les terrains de culture en particulier. C'est pourquoi, une très grande partie des 136.000.000 de L. E. auxquelles on estime la fortune mobilière de l'Egypte <sup>1</sup>, est détenue par les étrangers ou par les banques qui y placent leurs réserves.

Il faut noter aussi que la notion de l'intérêt que nous avons développée ci-dessus est cause de cette indifférence des Egyptiens à l'égard des valeurs mobilières. D'autre part la valeur minimum de L. E. 4 imposée par les Codes pour l'émission des actions n'est pas faite pour favoriser les placements en valeurs des économies des petites gens.

4° ABSENCE TOTALE DE LÉGISLATION SUR LE CHÈQUE. — Enfin une dernière raison entravant le développement des comptes en banques est l'absence de toute législation sur le chèque.

On sait que le droit égyptien ne connaît pas le chèque. Le mot lui-même n'est pas connu par la loi <sup>2</sup> : les codes mixtes et indigènes ne parlent que d'« assignation à vue », qu'ils soumettent à toutes les règles relatives à

1. G.-J. Economides. *Etudes sur les valeurs mobilières en Egypte*. « Egypte contemporaine », n° 132, janvier 1932.

2. Cependant la loi organisant la Caisse d'Epargne Postale prévoit le « chèque postal ».

la lettre de change. C'est ainsi que, par exemple, pour être valablement endossé, le chèque devrait être daté, indiquer la valeur fournie et énoncer le nom de celui à l'ordre de qui il est transféré<sup>1</sup> ! Faute de quoi l'endos ne vaudrait que comme procuration, décide une jurisprudence constante ! Nous ne pouvons nous appesantir sur ce sujet qui sort du cadre de cet ouvrage, mais nous voulons simplement montrer que, par le fait que le chèque n'est pas réglementé et qu'aucune sanction spéciale n'est prévue pour le cas de non paiement à présentation, il s'est introduit en Egypte une coutume (le mot n'est pas déplacé) des plus détestables : l'émission de chèques sans provision. Nombreuses sont les personnes qui, pour gagner du temps, tirent des chèques sachant très bien que leur compte ne présente pas des provisions suffisantes.

Dans ces conditions, le chèque est toujours regardé avec suspicion et il n'est accepté en paiement que des personnes notoirement connues.

On peut se demander en quoi cela entrave-t-il les dépôts. En ceci : c'est que si les chèques n'étaient tirés qu'à bon droit — ce qui aurait eu lieu en cas de réglementation adéquate — ils auraient été reçus partout facilement. Et les personnes qui les auraient reçus, pour ne pas se donner chaque fois la peine d'aller à la banque les encaisser, se seraient décidées à ouvrir des comptes en banque où elles les auraient versés, sûres que leurs propres chèques seraient, à l'occasion, reçus eux aussi comme de l'argent comptant<sup>2</sup>.

1. Art. 141, Code de Commerce.

2. Il est intéressant de noter ici que le nouveau Code Pénal promulgué en août 1937, prévoit dans son article 337 : « sera puni des mêmes peines (a) quiconque aura de mauvaise foi, soit émis un chèque (b) sans provision préalable et disponible ou avec provision insuffisante, soit retiré après l'émission tout

## Section II. — CAPITAL ET RÉSERVES

Nous avons vu au début de ce chapitre que, contrairement à ce qui se passe dans les banques de dépôts françaises ou anglaises, la plupart des banques de législation égyptienne emploient leurs capitaux et réserves pour leurs opérations. C'est que ces banques, étant des filiales de puissants établissements étrangers, le capital n'a en pratique aucun sens pour elles.

Nous devons cependant ajouter que les deux banques ne dépendant pas de l'étranger, savoir : La National Bank of Egypt, et la Banque Misr, suivent la politique traditionnelle des banques de dépôts. C'est-à-dire qu'elles placent leurs capitaux propres, soit en immeubles, soit surtout en valeurs de premier ordre, comme garantie pour leurs clients.

## Section III. — TIRAGES SUR L'ÉTRANGER

M. Arminjon, dans son ouvrage, *La situation économique et financière de l'Égypte*, dit que les banques en Égypte se procurent la majeure partie de leurs fonds en tirant des traites à trois mois sur leurs Sièges, traites négociées en Europe ou sur la place même à des particuliers ayant des paiements à effectuer en Europe. M. Antonini et M. Malache, dans leurs ouvrages respectifs, confirment que cette pratique existe effectivement ; et M. Malache<sup>1</sup> prend sur lui de préciser quelles sont les banques « qui se livrent à ce moyen pour se procurer des ressources. »

ou partie de la provision, soit fait au tiré défense de payer ». Reste à savoir comment sera interprété cet article. Strictement, cela irait à l'encontre des habitudes d'insouciance et d'imprévoyance de l'Égyptien. Trop largement, cela ne servirait pratiquement à rien.

(a). Trois ans de prison au maximum.

(b). A remarquer l'emploi du mot « chèque » ici.

1. *Op. cit.*, p. 50.

Nous nous permettons de douter de la véracité de ces affirmations, vraies peut-être au moment où M. Arminjon a écrit son ouvrage, c'est-à-dire avant la guerre. A cette époque, en effet, où seul, presque, l'or circulait, on pouvait comprendre l'utilité d'un pareil moyen. Mais on sait que depuis 1916, la National Bank of Egypt effectue, par l'entremise de son service d'émission, des transferts télégraphiques de Londres au Caire, ou vice-versa au *pair*, pour compte des banques établies en Egypte<sup>1</sup>. Pourquoi donc ces banques, pour la plupart filiales de puissants établissements ayant des sièges ou succursales à Londres, iraient-elles négocier des tirages à trois mois, au lieu de se faire transférer de Londres ce dont elles ont besoin<sup>2</sup>, sans que cela leur coûte plus que les frais de dépêche ?

Nous ne voyons pas, par exemple, ainsi que l'affirme M. Malache; la Barclays Bank (D. C. et O.) filiale de la Barclays Bank, une des « big five », négocier un tirage à trois mois sur son Siège de Londres, alors que son Siège regorge de disponibilités.

#### Section IV. — AVANCES SUR TITRES

Un moyen indigne d'une banque, pour ne pas dire malhonnête, de se procurer des fonds quand elle est gênée, consiste à se faire consentir, par une autre banque, des avances contre nantissement de titres appartenant à ses clients.

Inutile de dire qu'aucun des grands établissements de crédit n'a recours à un pareil procédé.

Cependant nous nous sommes laissés dire que cer-

1. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les banques en Egypte ne dépendent pas de la National Bank of Egypt.

2. Leg. 100.000 au moins pour que le transfert télégraphique soit effectué au *pair*.

taines banques de seconde importance ne laissaient pas que d'en user quelquefois, sinon d'une manière permanente.

Il est à espérer qu'il ne s'agit que d'une information sans fondement sérieux.

★

★   ★

Dans l'énumération des ressources des Banques en Egypte, on a pu remarquer que nous n'avons fait aucune mention d'un moyen courant en Europe : le réescompte du portefeuille auprès de la Banque Centrale du pays. Ceci est une des caractéristiques du système bancaire égyptien, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir bientôt. Qu'il nous suffise pour le moment de dire que l'Egypte n'a pas de Banque Centrale proprement dite, et qu'aucune Banque en Egypte ne réescompte son portefeuille auprès de la National Bank, la seule susceptible de jouer ce rôle <sup>1</sup>.

#### DÉPÔTS EN CAISSE D'ÉPARGNE<sup>2</sup>

(en milliers de L. E.).

|                        | A LA POSTE | AUPRÈS DES BANQUES | TOTAL  |
|------------------------|------------|--------------------|--------|
| 31 décembre 1930 . . . | 2 387      | 1.900              | 4 288  |
| — 1931 . . .           | 2.484      | 1.807              | 4 290  |
| — 1932 . . .           | 3.021      | 2.169              | 5.190  |
| — 1933 . . .           | 4.572      | 2.493              | 7.065  |
| — 1934 . . .           | 5.759      | 2.685              | 8.444  |
| — 1935 . . .           | 6 627      | 2 589              | 9 216  |
| — 1936 . . .           | 8.106      | 3.072              | 11.178 |
| — 1937 . . .           | 8.945      | 3.415              | 12.360 |

1. Remarquons que la National Bank of Egypt est toute disposée à réescompter le portefeuille des autres banques, et elle l'a, en fait, pratiqué à plus d'une reprise. (Elle possède d'ailleurs un service de réescompte.) Si, actuellement, les Banques ne s'adressent pas à elle, c'est qu'elles disposent, grâce à leurs Sièges ou à leurs Maisons-mères, de ressources considérables.

2. National Bank of Egypt, Head Office, Cairo. Report for April 1938.  
— Reproduit de : *Statistical Dept.*, Ministry of Finance.

## CAPITAL, RÉSERVES ET DÉPÔTS

(en milliers de L. E.).

| BANQUES                                  | 1913     |           |         | 1936     |           |                        |
|------------------------------------------|----------|-----------|---------|----------|-----------|------------------------|
|                                          | Capital. | Réserves. | Dépôts. | Capital. | Réserves. | Dépôts.                |
| National Bank of Egypt . . . . .         | 2.925    | 1.487     | 8.047   | 2.925    | 2.925     | 28.081 <sup>4</sup>    |
| Cassa di Sconto . . . . .                | 348      | —         | —       | —        | —         | —                      |
| Anglo-Egyptian Bank . . . . .            | 1.500    | ?         | 2.869   | —        | —         | —                      |
| Banco Italo-Egiziano . . . . .           | »        | »         | »       | 975      | 90        | 1.435                  |
| Banque Misr . . . . .                    | »        | »         | »       | 1 000    | 899       | 15.351 <sup>2, 4</sup> |
| Banca Commerciale Italiana . . . . .     | »        | »         | »       | 1.000    | 38,5      | 1.546                  |
| Commercial Bank of Egypt . . . . .       | »        | »         | »       | 110      | 70        | 225                    |
| Banque Belge et Internationale . . . . . | »        | »         | »       | 1.000    | 31        | 1.552 <sup>1</sup>     |
| Banque de Commerce . . . . .             | »        | »         | »       | 160      | 23        | 204 <sup>2</sup>       |
| Banque Mosseri . . . . .                 | »        | »         | »       | 100      | 5         | 273 <sup>3</sup>       |

1. Au 30 juin 1936.

2. Y compris la Caisse d'Épargne.

3. Au 31 mars 1937.

4. Y compris les dépôts publics.

RAPPORT DU CAPITAL ET RÉSERVES  
AU TOTAL DU PASSIF

1936

| BANQUES                                  | %    |
|------------------------------------------|------|
| <i>Banques Égyptiennes :</i>             |      |
| National Bank of Egypt . . . . .         | 15,5 |
| Banque Misr . . . . .                    | 9,5  |
| Banco Italo-Egiziano . . . . .           | 21,5 |
| Banca Commerciale Italiana . . . . .     | 22   |
| Commercial Bank of Egypt . . . . .       | 38   |
| Banque Belge et Internationale . . . . . | 18,5 |
| Banque de Commerce . . . . .             | 30   |
| Banque Mosseri . . . . .                 | 17,5 |
| <i>Banques Étrangères :</i>              |      |
| Barclays Bank (D. C. et O.) . . . . .    | 6    |
| Comptoir National d'Escompte . . . . .   | 9    |
| Crédit Lyonnais . . . . .                | 10   |
| Ottoman Bank . . . . .                   | 25   |
| Banque d'Athènes . . . . .               | 7    |
| Dresdner Bank . . . . .                  | 7,5  |

## CHAPITRE II

### LES OPÉRATIONS

Quand on examine l'actif d'un bilan d'une banque anglaise, les chapitres qui, par leur importance, ressortent immédiatement sont :

Les placements à vue et à courte échéance ;

Les effets escomptés ;

Les avances aux clients et autres comptes ;

Les acceptations ;

Le même examen pour le bilan d'une banque établie en Egypte démontre que :

1° Les placements à vue et à courte échéance sont inexistants<sup>1</sup> ;

2° L'escompte tient une place de second ordre ;

3° Les avances aux clients consistent surtout en avances sur titres et sur marchandises ;

4° Les acceptations ont peu ou pas d'importance.

Telles sont en effet les caractéristiques des opérations des banques en Egypte. Nous développerons ces points plus loin ; ; ce que nous voulions montrer, au début de ce chapitre, c'était la *faible liquidité* de ces opérations. C'est, en effet, un point non contesté que bien que, le plus souvent, très sûres, les opérations des banques de dépôts égyptiennes, ne présentent pas le même degré de liquidité que dans les banques anglaises ou françaises.

Empressons-nous d'ajouter qu'en contrepartie, les dépôts des particuliers ont souvent le caractère de dépôts

1. Exception faite pour la National Bank ainsi que nous le verrons par la suite.

à échéance fixe, même quand ce ne sont que des comptes courants.

Avant de décrire en détails les opérations des banques en Egypte, nous voudrions montrer les difficultés anormales que rencontrent chez nous les banques pour pratiquer leurs opérations.

Accorder un crédit sous quelque forme que ce soit, comporte toujours un risque pour une banque de dépôts ; c'est pour amenuiser, autant que possible, ce risque que les banques s'entourent de renseignements sur le client qui veut entrer en relations d'affaires avec elles. Un document des plus précieux en la matière est *le bilan*.

Le bilan est, dit-on communément, l'expression de la Société. En effet, même en tenant compte de la pratique fréquente des bilans de fins d'année factices ceux que les anglais appellent les « window dressing », il est incontestable que, un bilan non frauduleux, contient assez de données pour permettre à celui qui l'examine attentivement de se faire une idée précise de la situation exacte de la société. C'est pourquoi en Europe il est d'usage que les personnes ou les sociétés qui s'adressent à une banque pour avoir des crédits, présentent leur bilan à l'appui de leur demande.

En Egypte, le banquier qui prétendrait n'accorder des avances qu'aux clients qui lui présenteraient leur dernier bilan, risquerait fort de fermer boutique au bout de peu de temps.

En effet un très grand nombre de commerçants et de sociétés — pour ne pas dire la majorité — ne tient qu'une comptabilité des plus rudimentaire, et ne fait pas de bilan en fin d'exercice. Et parmi ces commerçants, il y en a de ceux ayant un chiffre d'affaires important, quelquefois même de l'ordre de milliers de livres.

Quelquefois le bilan est produit, mais alors ce docu-

ment a l'air de tout sauf d'un bilan. On y trouve, pêle-mêle, les mentions les plus diverses et les plus extraordinaires ; nous avons vu, par exemple, dans le bilan d'une importante maison égyptienne, figurer, comme faisant partie de l'actif, le montant pour lequel s'était assuré sur la vie, le propriétaire de cette maison.

Les seuls bilans auxquels on peut prêter foi sont ceux des grandes sociétés, surtout ceux des sociétés anonymes ; ils sont dressés par des comptables expérimentés, et le plus souvent sont contrôlés par un censeur.

Devant un pareil état de choses, on comprend combien est difficile la tâche de la Banque. Va-t-elle exiger du commerçant la production de son dernier bilan ? Les habitants de l'Égypte étant, comme nous l'avons déjà dit, d'une extrême susceptibilité, il y a des chances que le commerçant considère cette demande comme un doute sur son intégrité ; et les banques étant nombreuses en Égypte, il ne lui sera pas difficile de trouver ailleurs ce dont il a besoin.

Aussi les directeurs de Banques en Égypte doivent-ils faire preuve de beaucoup de tact et de ménagements. Ne pouvant — le plus souvent du moins — compter sur un bilan pour estimer le crédit d'un client, ils ont recours naturellement à leurs services de renseignements. Ce dernier puise ses informations aux sources les plus diverses, mais surtout auprès des banques. Malheureusement, là aussi, un nouvel écueil : Les banques en Égypte ne sont pas très solidaires entre elles et ne tiennent pas, outre mesure, à fournir trop de renseignements sur leurs clients. Il arrive aussi, paraît-il, que certaines banques qui veulent se débarrasser de clients très engagés envers elles, s'empressent de donner d'excellents renseignements sur eux, dans l'espoir que ces clients, ayant réussi à obtenir ailleurs des crédits, les désintéresseraient. Le procédé n'est pas élégant et il n'est pas

à l'honneur des banques qui l'emploient, si jamais il est effectivement employé, comme certains le disent.

Ainsi, de quelque côté qu'on se tourne, on voit que l'obtention de renseignements précis est chose difficile pour un banquier égyptien. La solution du problème n'est pourtant pas chose très malaisée.

La loi pourrait rendre *effectivement* obligatoire pour tout commerçant, la confection d'un bilan à la fin de chaque exercice, en édictant des sanctions sévères <sup>1</sup>. Peut-être même, pourrait-on imposer aux sociétés ayant un capital dépassant un certain chiffre, que leurs bilans soient vérifiés par des censeurs <sup>2</sup>. Mais la réglementation légale de cette matière n'est pas au fond tellement nécessaire ; car si les banques le voulaient, elles pourraient rendre, *en fait*, la confection du bilan obligatoire. Il suffirait pour cela qu'elles se mettent toutes d'accord pour ne plus prendre en considération les demandes d'ouverture ou de renouvellement de crédits des commerçants ou sociétés qui ne produiraient pas leurs derniers bilans, dûment contrôlés par un censeur, quand il s'agit de maisons importantes. Il va sans dire qu'un préavis raisonnable serait donné aux clients avant de mettre en vigueur cette mesure.

La distribution du crédit en Egypte serait considérablement facilitée, et le commerce et l'industrie seront les premières à en bénéficier <sup>3</sup>.

1. L'article 14 du Code de Commerce déclare bien que tout commerçant est tenu de dresser un inventaire à la fin de l'année, mais aucune sanction n'est prévue.

2. Les censeurs, en Egypte, sont peu nombreux et touchent des honoraires très élevés. Mais, le besoin créant l'organe, si la loi rendait obligatoire la vérification des comptes par les censeurs, dans certains cas, il est certain qu'on verrait rapidement se former un corps nombreux de censeurs et il est probable que les honoraires baisseraient en conséquence.

3. Remarquons que la nouvelle loi fiscale en préparation prévoit la taxation des bénéfices commerciaux, soit forfaitaire-



Revenant au sujet faisant l'objet du présent chapitre nous allons examiner maintenant les opérations pratiquées par les banques en Egypte. Nous parlerons successivement :

- 1° De l'escompte.
- 2° Des avances contre nantissement.
- 3° Des autres avances, garanties ou non garanties.
- 4° Des placements.
- 5° Des participations financières et industrielles.
- 6° Des opérations qui se résolvent en commission.

### *Section I. — L'ESCOMPTE*

Si, en tête des opérations de banque, en Egypte, nous classons l'escompte, ce n'est pas, comme on pourrait le penser, qu'il y tient une place prépondérante. C'est, tout au contraire, parce qu'il y occupe une place tout à fait négligeable, alors que dans les autres pays il constitue l'opération de banque par excellence.

L'escompte a pourtant fait, paraît-il, la fortune des anciens banquiers égyptiens, les « sarrafs ». Il est vrai que cette opération ne ressemblait en rien à celle que pratiquent les banques de dépôts.

A une époque où, par suite de la mauvaise gestion des finances du pays, les appointements des fonctionnaires de l'Etat n'étaient pas payés régulièrement, certains fonctionnaires eurent une idée ingénieuse : payer leurs fournisseurs par des tirages sur le Ministère des

ment, soit en base des indications contenues dans les bilans. Dans ces conditions, il est à croire que si la loi est mise en vigueur, l'usage du bilan prendra nécessairement une certaine extension.

Finances, la provision étant constituée par leurs appointements impayés. « La mesure ne fut pas accidentelle, isolée, non ; elle devint générale... Cette situation se régularisa si bien que les bons d'appointements eurent leur marché, leurs taux courant d'escompte : taux fabuleux calculé sur l'aléa de la valeur et les difficultés d'encaissement qu'elle présentait » <sup>1</sup>.

Il va sans dire que ces fameux bons d'appointements n'existent plus. Mais ils n'ont pas été, depuis lors, remplacés dans les portefeuilles des banques par du bon papier commercial.

De l'aveu même du Gouverneur de la Banque Nationale d'Egypte <sup>2</sup>, la personnalité égyptienne la plus autorisée dans ce domaine, « le bon papier commercial, celui qui est créé pour les besoins du commerce intérieur » est très rare en Egypte. En effet, les chiffres qui figurent dans les bilans des banques égyptiennes ne sont, en très grande partie, que des billets à ordre, souscrits en leur faveur ; autrement dit, ils représentent des avances faites à des clients sous forme d'escompte <sup>3</sup>. Cette méthode est avantageuse aux banques à deux points de vue. D'abord, en ce que l'opération prenant la forme d'un escompte, les intérêts sont déduits au moment de l'avance, et non après l'échéance. Ensuite, en ce que la procédure de recouvrement judiciaire est plus rapide et plus simple. Ces effets sont d'ailleurs, surtout quand ils sont souscrits par des cultivateurs ou des propriétaires

1. *Histoire financière de l'Egypte depuis Said Pasha*. — Anonyme, Paris, 1878.

2. Discours du Gouverneur de la National Bank of Egypt, prononcé le 10 mars 1938 à l'occasion de la 38<sup>e</sup> Assemblée générale des actionnaires.

3. Discours du Gouverneur de la Banque Nationale de 1928 : « Le poste « effets sur l'Egypte » se compose en partie d'effets de commerce, et, en partie, d'effets escomptés à des cultivateurs et représentant, en fait, des avances à ces derniers pour les besoins de leur exploitation agricole ».

fonciers, accompagnés soit d'une garantie réelle, soit d'un engagement de déposer à la Shouna <sup>1</sup> de la Banque une certaine quantité de la prochaine récolte, engagement sanctionné par de fortes pénalités. Il va sans dire que l'escompte fait dans ces conditions perd complètement son caractère d'escompte commercial.

Le portefeuille des banques égyptiennes contient également un nombre important d'effets cotonniers tirés sur l'étranger. La National Bank of Egypt possédait, par exemple, au 31 décembre 1936, un portefeuille composé de :

L. E. 1.914.000 d'effets sur l'Etranger.

L. E. 154.000 d'effets sur l'Egypte.

Ainsi donc, on le voit, le portefeuille des banques égyptiennes ne doit pas contenir beaucoup de papier véritablement commercial. Voici, à titre d'indication, les chiffres de ces portefeuilles au 31 décembre 1936. Le total des avances et le total de l'actif placés en regard, ne font que mieux ressortir la faiblesse de l'escompte des Banques égyptiennes.

(En milliers de L. E.)

| BANQUES                          | ESCOMPTE           | TOTAL<br>des<br>opérations. | TOTAL<br>de l'actif. |
|----------------------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------|
| National Bank of Egypt . . . .   | 2.069 <sup>2</sup> | 10.966                      | 37 071               |
| Banque Misr . . . . .            | 1.182              | 10 226                      | 19 301               |
| Banco Italo-Egiziano . . . . .   | 96                 | 1.543                       | 4 897                |
| Banca Commerciale Italiana . . . | 183                | 1.251                       | 4 645                |
| Commercial Bank of Egypt . . .   | 2                  | 210                         | 462                  |
| Banque de Commerce . . . . .     | 38 <sup>3</sup>    | 430                         | 607                  |
| Banque Mosseri . . . . .         | 55 <sup>4</sup>    | 359                         | 587                  |
| Banque Belge et Internationale.  | 202 <sup>5</sup>   | 1.656                       | 3.110                |

1. Entrepôt.

2. Dont L. E. 1.914.000 d'effets sur l'étranger.

3. Ce chiffre représente le montant des avances garanties et de l'escompte réunis.

4. Au 31 mars 1937.

5. Au 30 juin 1937.

Voici, d'autre part, les mêmes chiffres pour deux Banques étrangères.<sup>1</sup>

(En milliers de £)

| BANQUES                      | ESCOMPTE | TOTAL<br>des<br>opérations. | TOTAL<br>de l'actif. |
|------------------------------|----------|-----------------------------|----------------------|
| Barclays Bank (D. C. & O.) . | 13 102   | 47 369                      | 109 770              |
| Ottoman Bank. . . . .        | 5.404    | 14.656                      | 22.878               |

La National Bank vient en tête, mais nous avons vu plus haut que L. E. 1.914.000 de son portefeuille était composé d'effets sur l'étranger.

Il est intéressant également de remarquer que la Banque Misr, la seule banque véritablement égyptienne, tant par ses capitaux et son administration que par sa clientèle, était parvenue à développer son portefeuille d'effets escomptés, de L. 32.000 en 1920 à L. 1.563.000 en 1931. Cependant, depuis cette date, alors que les autres chefs d'activité de la Banque ne faisaient qu'augmenter, le montant de l'escompte baissait successivement à L. E. 1.419.000 en 1932, L. E. 1.364.000 en 1933, L. E. 1.290.000 en 1934, L. E. 1. 219.000 en 1935, pour descendre enfin à L. E. 1.182.000 en 1936.

Ceci prouve, une fois de plus, qu'il est très difficile à une banque égyptienne de se procurer du bon papier commercial. Pourquoi ? Plusieurs raisons peuvent l'expliquer. Contentons-nous d'en citer les principales.

1° L'ABSENCE DE NOTION DE L'ÉCHÉANCE. — Pour un Anglais, l'échéance représente quelque chose de sacré ; aussi, ne pas payer un effet à sa date, est-il considéré par lui comme un déshonneur. Un égyptien, — et par égyptien nous répétons que nous entendons parler de tous les habitants du pays sans distinction — un égyptien, disons-nous, ne peut pas comprendre une pareille

1. Les chiffres s'entendent, dans le cas de ces deux Banques, pour leurs affaires dans le monde entier.

mentalité. Pour lui, qui est tellement insouciant et qui souvent vit au jour le jour, l'échéance de l'effet n'a qu'une valeur indicative, et, dit le Docteur Lévy, « il n'y a rien de plus incertain que la date à laquelle » il s'acquittera. « Cela est tellement vrai que le mot crédit se traduit en arabe d'Égypte par le mot « chokok », dérivé du mot « chak », qui signifie « doute », tandis que le terme correspondant dans les langues occidentales dérive du mot latin « credere » qui signifie « croire » <sup>1</sup>.

Un fait digne d'être noté ici, et qui, si l'on veut, peut être à la rigueur considéré comme la consécration officielle de l'absence de notion de l'échéance chez l'Égyptien, est le suivant : alors que le Code de Commerce Mixte exige que l'assignation à vue (c'est-à-dire le chèque) soit présenté dans les quarante-huit heures sous peine de déchéance des droits du porteur, le Code Indigène accorde au porteur cinq jours pour cette présentation, et même huit jours si le chèque est déplacé <sup>2</sup>.

2° NOTION QU'ONT LES ÉGYPTIENS DE L'EFFET DE COMMERCE. — La lettre de change est peu, sinon pas du tout, connue de la plus grande partie de la population. Cela est peut-être dû à l'anachronisme de la loi commerciale mixte qui continue à exiger la dualité de lieux pour la validité de la lettre de change <sup>3</sup>.

1. Dr. I. Levi. *La distribution du crédit en Égypte et la menace d'une crise de spéculation*. « Égypte Contemporaine », n° 37, février 1918.

2. Nous donnons, à la fin de ce chapitre, les chiffres relatifs aux protêts dressés pour défaut de paiement. Il est significatif de relever à cet égard que la réponse la plus courante faite à l'huissier instrumentant par le débiteur est la suivante : « Paierai plus tard ».

3. Art. 110 C. Com. M. Il est à remarquer que, plus moderne que le Code Mixte, et devançant sur ce point la législation française, le Code Indigène a dès 1878, admis la validité d'une lettre de change non déplacée.

En fait, le seul papier qui a cours dans les milieux commerciaux et agricoles est le billet à ordre. Or, l'Égyptien n'y voit, très souvent, qu'une simple reconnaissance de dette, une simple promesse de payer. C'est pourquoi il répugne à se voir céder sans son consentement à des personnes qu'il ne connaît pas, ou à un banquier à l'égard de qui il ne pourrait pas prendre les mêmes libertés qu'ils se seraient permises avec le bénéficiaire original.

Faisant état de cette mentalité, le porteur d'effets de commerce les garde souvent par devers lui, pour ne pas blesser la susceptibilité chatouilleuse de ses clients et risquer ainsi de les perdre. Ou bien, il les déposera chez son banquier en garantie des avances que celui-ci lui aura consenties, quitte à retirer les effets avant leurs échéances pour les présenter lui-même à ses clients.

3° FRÉQUENCE DES TRAITES DE COMPLAISANCE. — Il est impossible de croire combien est grand en Egypte le nombre d'effets de complaisance qui circulent sur le marché. Sir Edward Cook, le Gouverneur de la National Bank, dans son dernier discours annuel aux Actionnaires, mars 1938, n'a pas manqué de relever que la qualité des effets présentés aux Banques pour l'escompte, laissait beaucoup à désirer, « ainsi que les récents événements au Caire l'ont amplement prouvé » <sup>1</sup>

Jusqu'à ces derniers temps, les poursuites judiciaires

1. Ces événements, auxquels fait allusion le Gouverneur de la National Bank, sont une cascade de faillites, plus retentissantes les unes que les autres, faillites dans lesquelles les effets de complaisance formaient le plus clair de l'Actif. Un grand nombre de Banques a essuyé, du chef de l'escompte de ces effets, des pertes considérables. Il faut dire aussi que la faute retombait en partie sur ces Banques, car elle n'avaient pas exercé beaucoup de discernement dans le choix des effets qui leur étaient présentés pour la négociation.

à l'encontre des commerçants coupables d'avoir mis en circulation des effets de complaisance, se limitaient à l'instance civile, le régime anachronique des Capitulations aboutissant presque toujours à l'impunité du commerçant, ou tout au moins à sa condamnation à une peine tellement dérisoire que cela constituait, en fait, un encouragement à la fraude. Il suffit de penser, en effet, qu'un Français, par exemple, poursuivi pour circulation d'effets de complaisance, était jugé en Egypte, par un Tribunal Consulaire Français, l'appel ayant lieu à Aix et la Cassation à Paris. Les difficultés pratiques pour l'audition des témoins à décharge, amenaient les juges, en vertu du principe que le doute profite à l'accusé, à n'infliger que des peines insignifiantes, quand ce n'était pas l'acquittement pur et simple.

Cet état de choses a heureusement vécu. Le nouveau Code Pénal, applicable à tous les habitants du territoire, prévoit, en effet, dans son article 330 que le commerçant qui, « dans l'intention de retarder sa faillite, s'est livré à des emprunts, circulation d'effets et autres moyens ruineux de se procurer des fonds » sera déclaré banqueroutier simple (deux années de prison au maximum).

Il est à espérer que l'application par les Tribunaux des peines prévues par la loi, sera faite assez sévèrement pour arrêter enfin cette pratique de la circulation d'effets de complaisance, tellement préjudiciable aux intérêts des commerçants et à leur crédit auprès des Banques.

4° LONGUEUR DE LA PROCÉDURE DE RECOUVREMENT PAR VOIE DE JUSTICE. — En France, quand un effet n'est pas payé à son échéance, le porteur peut initier les poursuites tendant à la mise en faillite du souscripteur ; cette mise en faillite est possible, et *doit* être prononcée par

la justice, même si le débiteur prouve qu'il est solvable et que son capital immobilisé suffit pour désintéresser tous ses créanciers.

En Egypte, cela est impossible. *Seul* le débiteur reconnu insolvable peut être déclaré en faillite, et le fait de ne pas payer un effet à l'échéance n'est pas considéré comme une preuve ou une présomption d'insolvabilité.

A cette difficulté de la preuve de l'insolvabilité, il faut ajouter celle résultant de la longueur de la procédure pour le recouvrement judiciaire ; cette procédure est, en effet, tellement lente et tellement coûteuse, que le porteur d'un effet hésite souvent à exposer des frais qui dépassent le montant de sa créance.

Il faut, enfin, faire état de la coexistence en Egypte de deux ordres de Juridictions appliquant des lois qui ne concordent pas sur tous les points ; actuellement, on est toujours exposé au risque de voir l'exception d'incompétence de la juridiction saisie, soulevée, soit par le défendeur, soit même d'office, par le Tribunal saisi <sup>1</sup>.

#### 5° FAIBLESSE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE LOCAUX.

— En France et en Angleterre, ceux qui fournissent aux banques leur matière première, le papier commercial, sont les commerçants et les industriels. En effet, pour faciliter l'échange des richesses, ces derniers ne réclament pas le paiement immédiat des produits qu'ils livrent soit à la consommation, soit à la vente, et se font souscrire des billets, ou tirent sur leurs clients, effets qu'ils peuvent négocier auprès de leurs banquiers en cas de besoin.

Or, en Egypte, bien que la vente à crédit soit très courante et très prônée, le commerce local n'est pas assez

1. Depuis le 15 octobre 1937, date de l'entrée en vigueur des Accords de Montreux, les exceptions d'incompétence prononcées d'office, se sont multipliées en matière d'effets de commerce.

développé pour fournir suffisamment de papier aux Banques. D'autre part, s'il est vrai que l'industrie a franchi l'étape embryonnaire, elle est encore très jeune, et les Banques n'ont, jusqu'ici, bénéficié que très peu de son existence.

6° ABSENCE D'UNE BANQUE CENTRALE. — Le fait que l'Égypte ne possède pas de Banque Centrale proprement dite, auprès de qui les autres Banques pourraient réescompter leur portefeuille, est certainement une entrave au développement de l'escompte, les Banques étant obligées de restreindre leurs opérations dans la mesure de leurs disponibilités. Empressons-nous d'ajouter que, si cette absence de Banque Centrale est cause de la faiblesse de l'escompte en Égypte, la faiblesse de l'escompte est, de son côté, cause de l'inexistence d'une Banque Centrale.

Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur cette importante question. Contentons-nous, pour le moment, de remarquer que cette absence de Banque Centrale, — qu'on serait tenté de citer au premier rang des causes empêchant le développement de l'escompte en Égypte — n'a au fond que peu d'importance, en pratique. En effet, la majorité des Banques travaillant dans le pays étant étrangères, leurs Sièges ou leurs maisons-mères sont toujours là pour leur fournir autant de fonds qu'elles pourraient avoir besoin, et ce immédiatement, et sans frais, par simple transfert télégraphique au pair par l'entremise de la National Bank. Dans ces conditions, il est à croire que, même si une Banque Centrale existait en Égypte, elles n'y auraient réescompté leurs portefeuilles qu'exceptionnellement.

\*

\* \*

Absence de notion de l'échéance, notion qu'ont les Egyptiens de l'effet de commerce, fréquence des traites de complaisance, longueur de la procédure de recouvrement judiciaire, faiblesse du commerce et de l'industrie, et enfin absence d'une Banque Centrale, — voilà plus de raisons qu'il n'en faut pour expliquer la place négligeable qu'occupe l'escompte dans l'activité des Banques en Egypte.

La propagation de l'instruction et de l'éducation commerciale, — éducation à laquelle les Banques Egyptiennes pourraient certainement prendre une part active — supprimeront, sans aucun doute, les obstacles les plus sérieux qui s'opposent au développement de l'escompte en Egypte.

#### NOMBRE DES FAILLITES DÉCLARÉES PAR LES TRIBUNAUX MIXTES<sup>1</sup>

|               | LE CAIRE | ALEXANDRIE | MANSOURA | TOTAL |
|---------------|----------|------------|----------|-------|
| 1931. . . . . | 286      | 194        | 76       | 556   |
| 1932. . . . . | 291      | 126        | 61       | 478   |
| 1933. . . . . | 127      | 83         | 23       | 233   |
| 1934. . . . . | 127      | 84         | 19       | 230   |
| 1935. . . . . | 114      | 72         | 18       | 204   |
| 1936. . . . . | 113      | 46         | 22       | 181   |
| 1937. . . . . | 92       | 34         | 13       | 139   |

#### NOMBRE D'EFFETS PROTESTÉS<sup>2</sup>

|               | LE CAIRE | ALEXANDRIE | MANSOURA | TOTAL  |
|---------------|----------|------------|----------|--------|
| 1931. . . . . | 43.930   | 17.250     | 12.430   | 73.610 |
| 1932. . . . . | 24.720   | 11.040     | 6.890    | 42.650 |
| 1933. . . . . | 13.130   | 6.770      | 4.290    | 24.190 |
| 1934. . . . . | 11.250   | 5.810      | 3.400    | 20.460 |
| 1935. . . . . | 12.680   | 6.450      | 4.280    | 23.410 |
| 1936. . . . . | 12.430   | 5.810      | 3.830    | 22.070 |
| 1937. . . . . | 14.370   | 5.270      | 4.470    | 24.110 |

1. National Bank of Egypt, Head Office, Cairo. Report for April 1938.  
Reproduit de : *Statistical Dept.*, Ministry of Finance.

2. National Bank of Egypt, Head Office, Cairo. Report for April 1938.  
Reproduit (en chiffres arrondis) de : Banque Belge et Internationale en Egypte, *Revue commerciale*.

PROTÊTS DRESSÉS DU 25 AU 30 AVRIL 1938<sup>1</sup>

Total . . . . . 478  
 Réponse donnée à l'huissier instrumentant :

|                                                               | Nombre. | %  |
|---------------------------------------------------------------|---------|----|
| Paiera plus tard . . . . .                                    | 262     | 55 |
| Débiteur absent. Domicile fermé. Employé ignore, etc. . . . . | 141     | 30 |
| Divers. . . . .                                               | 75      | 15 |

*Section II. — LES AVANCES CONTRE NANTISSEMENTS*

Les avances contre nantissements constituent, pour ainsi dire, la principale activité des Banques en Egypte. On peut les diviser en :

- a) Avances sur marchandises ;
- b) Avances sur titres ;
- c) Avances sur effets.

\*

\* \*

A. AVANCES SUR MARCHANDISES. — Alors que l'escompte, opération de banque par excellence, n'occupe dans l'activité des Banques en Egypte qu'une place des plus insignifiantes, les avances sur marchandises qui, au fond, ne sont pas du domaine des banques de dépôts, y occupent, au contraire, une place prépondérante. Cela semble être un défi au bon sens. Mais, de même que nous avons vu pourquoi l'escompte était si peu en honneur en Egypte, de même, il nous est très facile d'expliquer comment les avances sur marchandises y sont tellement développées.

1. Statistiques compilées d'après les renseignements contenus dans le *Bulletin des Protêts*, N° 455, du 16 mai 1938.

L'Égypte est, on le sait, un pays presque exclusivement agricole. Sa vie économique est intimement liée à celle de son principal produit, le coton. Si on voulait montrer d'une manière schématique ce fait, on n'aurait qu'à mettre en regard de la valeur totale annuelle du coton, celles des exportations du pays et de l'émission des billets de banque : le synchronisme est presque parfait.

| DU 1 <sup>er</sup> SEPTEMBRE<br>AU 31 AOÛT | VALEUR DU COTON<br>ET DE LA GRAINE | EMISSION<br>(moyenne de l'année) <sup>1</sup> | EXPORTATIONS <sup>2</sup> |
|--------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------|
| 1931-32. . . . .                           | 15 300                             | 19 667                                        | 27.139                    |
| 1932-33. . . . .                           | 13.687                             | 18 929                                        | 26.950                    |
| 1933-34. . . . .                           | 20.809                             | 20 088                                        | 31.059                    |
| 1934-35. . . . .                           | 21.554                             | 19 863                                        | 32.249                    |
| 1935-36. . . . .                           | 25 120                             | 22 272                                        | 33.118                    |
| 1936-37. . . . .                           | 28.592                             | 22,361                                        | 41.346                    |

Or, « la culture exige dans la vallée du Nil des avances plus considérables qu'ailleurs... Au total, c'est au minimum 12 millions de Livres Égyptiennes que doivent avoir les fellahs comme fonds de roulement... » <sup>3</sup>. Cette somme doit évidemment être fournie par les Banques de crédit agricole ; mais par suite d'une loi de 1912 sur l'insaisissabilité des petits domaines, les avances aux fellahs ayant moins de 5 Feddans cessèrent d'être faites par l'Agricultural Bank of Egypt <sup>4</sup>, la seule Banque agricole qui existait à l'époque. Ce sont les Banques de dépôts qui se chargèrent alors de fournir le crédit aux fellahs, soit avec la garantie du Gouvernement, soit sans cette garantie ; dans ce dernier cas, les Banques exi-

1. National Bank of Egypt, rapport pour 1937, page 17.

2. *Id.*, page 16.

3. G. Blanchard. *Le Bien de famille et la loi Égyptienne sur l'insaisissabilité des 5 Feddans.*

4. Après avoir rendu des services appréciables à l'agriculture égyptienne cette Banque dût tellement restreindre ses opérations, qu'elle finit par entrer en liquidation (1935).

geaient un engagement de la part du cultivateur de déposer le coton dans leurs Shounahs<sup>1</sup>, engagement sanctionné par de fortes pénalités.

La création du Crédit agricole d'Égypte, ces dernières années, restreignit considérablement, dans les banques commerciales, cette catégorie d'avances, sans toutefois la supprimer complètement. Bon nombre de fellahs sont restés fidèles aux Banques et préfèrent encore avoir recours à elles pour leurs besoins de crédit.

Il existe en Égypte une pratique courante : celle d'acheter aux cultivateurs leurs récoltes à venir, le prix étant celui de la Bourse au jour que fixera le cultivateur lui-même. Ces achats sont conclus, — contre paiement d'un acompte à valoir sur le prix —, par deux catégories de personnes : les négociants de l'intérieur et les grandes maisons d'exportation<sup>2</sup>. Les uns comme les autres ont besoin de crédit ; ce sont les Banques qui le leur fournissent, sous forme d'avances en blanc, remboursables au moment de la récolte, avances plus ou moins importantes selon l'importance du client.

La récolte, une fois faite, les avances en blanc sont converties en avances contre nantissement, par le dépôt dans les Shounahs de la Banque du coton précédemment acheté. A partir de ce moment, toutes les opérations sur ce coton se font au nom de la Banque, mais sur l'ordre du propriétaire. C'est ainsi que la marchandise est envoyée à l'usine d'égrenage, puis à celle de pressage, au nom de la Banque ; de même qu'elle est vendue par les soins et au nom de la Banque<sup>3</sup>.

#### 1. Entrepôts.

2. Certaines de ces Maisons sont tellement riches, qu'elles font, tout comme les Banques, des avances aux cultivateurs et aux petits négociants.

3. Cependant, exceptionnellement, pour les très grandes Maisons d'exportation, la pratique est différente.

Le règlement des avances se fait de la manière suivante.

Ou bien le négociant donne l'ordre de vendre sa marchandise, et le produit de la vente est passé au crédit de son compte débiteur avec la Banque.

Ou bien il donne l'ordre d'exporter la marchandise, et tous les papiers relatifs à l'expédition étant remis à la Banque ensemble avec un tirage sur la Maison d'importation, son compte est dégagé jusqu'à concurrence du montant produit par la négociation de la traite documentaire par la Banque.

Les avances de la Banque étant toujours de 20 à 30 % moindres que la valeur du gage, on voit que le risque en période normale n'est pas très grand. Cependant, pour se couvrir contre toute éventualité, la Banque se fait toujours donner par son client, commission de vendre la marchandise à tout moment. C'est, comme l'a si bien dit M. Polier, « une commission de vente en blanc et sans réclamation possible ». Quoique la Banque fasse rarement usage de ce droit, il va sans dire que, dans le cas où l'état du marché exige la liquidation de certains comptes, la Banque est forcée de s'en prévaloir, si le client est récalcitrant et ne veut pas vendre<sup>1</sup>.

Les négociants et les exportateurs ne sont pas les seuls à faire usage de ces avances garanties par marchandises. Loin de là. Une grande partie de la clientèle se compose de petits propriétaires fonciers qui, la plupart du temps, cultivent eux-mêmes leurs terres. Quand ces gens n'ont pas vendu leurs récoltes à venir à un négociant ou à une maison d'exportation, c'est aux

1. Il faut noter, en outre, que l'exportateur (ou le négociant) s'engage toujours envers la Banque de « couvrir », c'est-à-dire qu'il s'engage de vendre à terme une quantité de cotons égale à celle qu'il a achetée *en disponible*. Tout préjudice résultant de la fluctuation des cours est ainsi évité.

Banques qu'ils ont recours pour les avances dont ils ont besoin. Et, ce qui, au premier abord, paraît paradoxal, c'est quand les prix sont en baisse qu'ils font le plus usage de ces avances sur marchandises, car alors, plutôt que de vendre à un prix qu'ils estiment bas, ils préfèrent attendre, dans l'espoir que les cours remonteront ; ils sont alors obligés de gager leurs marchandises pour se procurer les fonds nécessaires à leur subsistance et au remboursement des sommes empruntées lors de la culture.

Le Gouvernement Egyptien est, à plus d'une reprise, venu en aide aux cultivateurs aux moments de dépression, en garantissant les avances sur marchandises qui leurs étaient consenties par les Banques. Il arrivait, en effet, souvent que, pressés d'argent, les cultivateurs vendaient au début de la saison toutes leurs récoltes ; ces ventes massives avilissaient artificiellement les prix pour un certain temps ; mais aussitôt qu'elles avaient cessé, les prix reprenaient leurs cours normaux.

La garantie du Gouvernement est, en général, donnée aux conditions suivantes :

a) Que les avances soient réservées uniquement aux cultivateurs. Dans le cas très fréquent où le cultivateur est, en même temps, commerçant, la garantie ne joue que pour les avances faites sur les récoltes provenant des terrains appartenant en propre au client.

b) Que ces avances soient liquidées dans un délai, généralement assez court, fixé par le Gouvernement.

La garantie gouvernementale a surtout joué pour les avances faites sur céréales, car la mauvaise qualité des céréales égyptiennes rendait impossible leur exportation et ne permettait pas aux Banques de les accepter comme gage.

\*

\* \*

On peut se demander comment il se fait que, jusqu'aujourd'hui, l'Egypte ne possède pas de Magasins Généraux. Une pareille institution rendrait certainement des services très appréciables, ne serait-ce que par l'introduction des warrants... Alors les Banques, au lieu de faire des avances sur marchandises, se contenteraient d'escompter les warrants, opération aussi sûre que la précédente, mais combien plus souple.

Cette lacune peut être expliquée par deux raisons principales :

a) D'abord, par le fait que les expériences qui ont été tentées, en Egypte, dans ce domaine, se sont avérées être des plus malheureuses. Les Sociétés fondées dans le but d'émettre des warrants négociables n'ont rien trouvé de mieux, en effet, que de mettre en circulation des warrants ne représentant aucune existence réelle en magasin... Les affaires retentissantes de la Commercial Loans C<sup>o</sup> du Caire et de la Société Commerciale Mixte de Tantah, constituent, à cet égard, des précédents trop fâcheux.

Mais il est permis de croire qu'une Société puissante, contrôlée au besoin soit par le Gouvernement, soit par une Commission composée des parties intéressées à son bon fonctionnement, donnerait tous les apaisements nécessaires aux Banques. Il est vrai qu'alors une loi serait nécessaire pour attribuer au warrant la qualité d'effet de commerce négociable.

b) Ensuite et surtout, parce qu'une pareille institution, allant trop à l'encontre de l'intérêt des Banques, risquerait d'être « boycottée » par elles. Les avances sur marchandises constituent, en effet, pour les Banques, une des principales sources de leurs revenus : en dehors des intérêts perçus sur les avances, elles leur procurent les commissions les plus diverses allant des droits de voirie et de magasinage, jusqu'aux droits d'assurance et de

manipulation, en passant par les droits de pesage, de réception, de livraison, d'achat et de vente, etc...

Il est facile de comprendre que, dans ces conditions, les Banques en Egypte, dont l'activité est déjà si limitée, n'accepteraient certes pas de gaieté de cœur de voir tarir une des principales sources de leurs bénéfices. Il est à croire qu'elles pourraient facilement se mettre d'accord pour ne pas accepter de négocier les warrants ; leurs anciens clients seraient alors bien obligés de venir déposer leurs marchandises dans les Shounanhs. <sup>1</sup>.

*Arrivages de l'intérieur de cotons et graines de coton au nom des Banques* <sup>2</sup>

|                                    | 1-9-36 au 27-8-37 |                     | 1-9-37 au 10-2-38 |                     |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
|                                    | COTON<br>(Bales)  | GRAINES<br>(Ardebs) | COTON<br>(Bales)  | GRAINES<br>(Ardebs) |
| Barclays Bank . . . . .            | 144.128           | 292.065             | 108.872           | 274.285             |
| Banca Commerciale . . . . .        | 1.956             | 3.077               | 865               | 116                 |
| Banco Italo-Egiziano. . . . .      | 58.332            | 45.924              | 59.105            | 61.084              |
| Banque Misr . . . . .              | 91.583            | 266.624             | 50.198            | 87.207              |
| Banque Nationale de Grèce. . . . . | 34.842            | 44.600              | —                 | —                   |
| Banque Ottomane . . . . .          | 3.802             | 6.650               | 5.801             | 7.482               |
| Commercial Bank . . . . .          | 6.987             | 3.790               | 1.195             | —                   |
| Comptoir National d'Esc. . . . .   | 23.524            | 8.988               | 15.240            | 7.636               |
| Ionian Bank Ltd. . . . .           | 77.512            | 62.210              | 79.937            | 35.744              |
| National Bank of Egypt . . . . .   | 94.179            | 147.688             | 90.243            | 197.547             |

## B. AVANCES SUR TITRES. — Le second chef important

1. Quant à la question de savoir si l'institution du Warrant agricole, semblable à celui créé en France par la loi de juillet 1898, est possible en Egypte, nous pouvons, sans hésitation, dire *non*. Tout au moins pour le moment. Nous ne voyons pas, en effet, les banques égyptiennes accepter de négocier des warrants, dont le gage est entre les mains du cultivateur !

### 2. *L'Economiste Egyptien*, 28-8-37 et 13-2-38.

Les chiffres ci-dessus ne sont que des indices, plus ou moins probants, de l'importance respective des avances sur marchandises des principales Banques en Egypte. Il ne faut pas leur donner une importance qu'ils n'ont pas. En effet, les Banques peuvent financer le coton par la négociation des effets documentaires tirés sur les Maisons d'importation.

d'activité des Banques en Egypte sont les avances sur titres. Ces avances occupent, en effet, une place de premier plan parmi les opérations bancaires, ainsi que le montre le tableau suivant :

*Au 31 Décembre 1936*

|                               | AVANCES SUR TITRES | TOTAL DES AVANCES | PROPORTION |
|-------------------------------|--------------------|-------------------|------------|
|                               |                    | GARANTIES         |            |
| National Bank of Egypt.       | L. E. 2.619.000    | L. E. 5.860.000   | 45 p. 100  |
| Banque de Commerce. .         | 289.000            | 327.000           | 88 p. 100  |
| TITRES DÉTENUS<br>EN GARANTIE |                    |                   |            |
| Banca Commerciale. . .        | L. E. 303.000      | 846.000           | —          |
| Banco Italo-Egiziano . .      | 266.000            | 1.047.000         | —          |

Seulement, à la différence des avances sur marchandises dont font usage un très grand nombre d'Egyptiens, les avances sur titres sont utilisées surtout, sinon exclusivement, par les Etrangers établis en Egypte, ou, du moins, par les Egyptiens d'origine étrangère.

La raison en est bien simple. Les Egyptiens n'ont pas un grand penchant pour la richesse mobilière, préférant nettement, comme nous l'avons déjà vu, les biens immobiliers. C'est ce qui explique que les souscriptions aux titres des Sociétés Egyptiennes ont, le plus souvent, lieu à l'Etranger. C'est ce qui explique également que, lorsqu'en 1920, la Banque Misr ouvrit une souscription publique pour augmenter son capital de L. E. 80.000 à L. E. 500.000, souscription réservée uniquement aux Egyptiens, elle dût proroger la date de la clôture de la souscription du 31 décembre 1920, jusqu'au 26 janvier 1925.

Depuis quelques années, grâce aux Sociétés par actions fondées par la Banque Misr, les Egyptiens commencent à apprécier la richesse sous forme de valeurs mobilières. Mais il est constant qu'actuellement la très grande majorité des valeurs mobilières, en Egypte, est

détenue par les Etrangers. Ce sont donc ceux-ci qui en font usage comme gage pour se procurer des avances des Banques.

Les avances sur titres qui, en Europe, sont une des formes des prêts à court terme permettant aux Banques d'employer leurs disponibilités tout en s'assurant une garantie facilement réalisable<sup>1</sup>, sont très favorisées par la plupart des Banques Egyptiennes, car elles constituent pour elles une opération assez liquide. Cependant, cela ne va pas toujours pour elles sans danger. Témoin la crise de 1907. Le marché égyptien est trop restreint et les écarts de cours sont donc très grands. Aussi une marge de 25 %, telle que celle conservée généralement, est-elle facilement engloutie...

D'autre part, en n'exerçant pas assez de discernement dans le choix des valeurs sur lesquelles elles font des avances, et en baissant la marge, les Banques s'exposent à subir des déboires ; on sait que la Cassa di Sconto ayant fait des avances considérables sur titres, alors que ces titres étaient à un prix très haut causé par la spéculation, dut suspendre ses paiements en 1907, lors du krach qui se produisit cette année-là.

C. AVANCES SUR EFFETS. — Les obstacles qui, en Egypte, s'opposent à ce que les Banques escomptent les effets de commerce, ont amené celles-ci à pratiquer, sur une assez large échelle, une opération qui peut être considérée comme un dérivatif de l'escompte, savoir : les avances sur effets.

L'opération se résume ainsi. Le commerçant présente à sa Banque un paquet d'effets qu'il détient sur divers. La Banque examine les effets pour rejeter ceux qui ne

1. *Encyclopédie de Banque et de Bourse*, par F. François-Marsal, t. II, ch. IV.

portent pas des signatures qu'elle estime satisfaisantes, ou ceux qui portent des échéances trop éloignées. Sur le montant total des effets restants, elle consent à avancer de 50 à 80 %, selon le crédit dont jouit auprès d'elle le client.

L'opération semble donc être excellente au point de vue bancaire. En effet, aussi liquide que l'escompte, elle est plus sûre ; en outre, elle assure à la Banque le travail, assez rémunérateur, du recouvrement des effets du client, sans compter que, par là, elle est à même de contrôler la situation exacte de son client et donc de pouvoir, selon le cas, continuer ou non à lui accorder des crédits.

Ces avantages cependant n'existent pas toujours, en fait. Nous avons vu, en effet, que, faisant état de la mentalité dominante dans le pays, le commerçant se réserve souvent le droit de retirer de la Banque les effets avant leurs échéances, quitte à les remplacer par d'autres, à être agréés par la Banque. Cette clause, on le voit tout de suite, ouvre la porte à une fraude des plus faciles : le dépôt, en guise d'effets en garantie, d'effets de complaisance, effets qui sont loin d'être rares en Egypte. Et de fait, le cas s'est produit assez souvent ; dans un grand nombre de faillites, les Banques ayant fait des avances de ce genre, se sont trouvées devant un gage sans valeur, parce que composé d'effets de complaisance...

En réalité donc, les avances sur effets ne sont pas trop à recommander, à moins que les Banques n'exercent un contrôle très sévère sur les effets en garantie qui leur sont présentés, et qu'elles ne permettent pas le remplacement des effets venant à échéance par d'autres échéant plus tard.

Il aurait été intéressant de connaître les chiffres des avances gagées par des effets. Malheureusement, les Banques ne publient pas des chiffres séparés pour cette

catégorie d'avances. Cependant, par le chiffre « Effets en garantie » que certaines Banques publient en « Comptes d'ordre », on peut se rendre compte de l'importance de ces avances sur effets.

Voici, par exemple, pour la Banco Italo-Egiziano et la Banca Commerciale Italiana, la valeur totale des effets en garantie qu'elles détenaient durant ces dernières années :

|                              | (En milliers de Livres Egyptiennes.) |      |      |      |                  |
|------------------------------|--------------------------------------|------|------|------|------------------|
|                              | 1932                                 | 1933 | 1934 | 1935 | 1936             |
| Banco Italo-Egiziano . . . . | 293                                  | 298  | 288  | 156  | 199 <sup>1</sup> |
| Banca Commerciale Italiana . | 184                                  | 217  | 244  |      | 122 <sup>1</sup> |

Voici, d'autre part, les chiffres des avances sur effets de la Banque Misr de 1920 à 1929 (en milliers de L. E.) :

| 1920 | 1921 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 | 1926 | 1927 | 1928 | 1929 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 6    | 16   | 12   | 46   | 44   | 54   | 44   | 62   | 25   | 28   |

Le fait que ces avances, après avoir augmenté jusqu'à L. E. 62.000 en 1927 soient tombées à L. E. 25.000 l'année suivante, semble démontrer que la Banque Misr a reconnu les dangers inhérents à cette catégorie d'avances et a préféré s'abstenir de développer ce chef d'activité. L'absence de chiffres spéciaux depuis 1930 nous empêche cependant de pouvoir confirmer notre opinion.

### *Section III. — LES AUTRES AVANCES GARANTIES OU NON GARANTIES*

Nous avons vu combien il était difficile de procéder à des comparaisons utiles, faute de chiffres séparés,

1. La décroissance formidable des chiffres de 1934 à 1936 n'est pas spéciale aux avances sur effets ; elle se révèle dans tous les autres chefs d'activité de ces deux Banques et est le résultat direct du conflit Italo-Ethiopien et des sanctions contre l'Italie.

quand il s'agissait de postes aussi importants que les avances sur marchandises et sur titres. Mais avec les « autres avances », garanties ou non garanties, toute précision devient impossible ; les Banques, en effet, ne publient qu'un chiffre global sous l'entête « avances » ou « comptes-courants débiteurs », sans même, quelquefois, indiquer séparément les chiffres des avances garanties et ceux des avances non garanties. Force donc nous est de ne pouvoir appuyer nos dires par des chiffres appropriés.

Il ne rentre d'ailleurs nullement dans notre intention de décrire tous les genres d'avances que pratiquent les Banques en Egypte, mais simplement de dire quelques mots sur les plus importants ou les plus courants d'entre eux, savoir : les avances garanties par caution, par cessions, par hypothèque, et les avances en blanc.

A. AVANCES GARANTIES PAR CAUTION. — Elles sont assez courantes en Egypte, mais l'efficacité de ce genre de garantie n'est pas toujours très grande. En effet, la caution en s'engageant envers la Banque, ne se rend pas toujours compte de la portée de son acte ; elle croit souvent que sa garantie est une simple formalité qu'elle remplit à titre d'ami. Aussi, quand le débiteur principal ne remplit pas ses engagements envers la Banque, la caution refuse-t-elle de payer à sa place, ne se croyant pas obligée de le faire... Et la Banque se trouve ainsi forcée d'initier des poursuites judiciaires pour le recouvrement de sa créance, alors que peut-être la caution est à même de payer.

En somme, en Egypte, souvent, les avances garanties par caution personnelle ne sont, au fond, que des avances faites sur la simple solvabilité des parties, c'est-à-dire des avances en blanc.

*B. AVANCES CONTRE CESSIONS.* — Elles sont consenties surtout aux entrepreneurs de travaux publics pour leur permettre d'avoir le fonds de roulement, souvent très important, qu'exige ce genre de travaux.

La garantie ici est plutôt précaire. En effet, elle consiste en une cession en faveur de la Banque de toutes sommes que l'entrepreneur a ou aura à recevoir de l'Etat ou de l'Administration publique du chef des travaux qui lui auraient été adjugés. Or, l'entrepreneur, pour une raison quelconque, peut voir sa concession retirée pour être confiée à un autre ; il peut même cesser de son propre chef les travaux, parce qu'il constate qu'il sera en perte. Dans ces cas, rien n'étant dû à l'Entrepreneur, la cession consentie en faveur de la Banque devient sans objet.

C'est pourquoi les avances contre cession ne sont-elles consenties qu'aux Entrepreneurs honorablement connus. Et encore, à charge pour le client de fournir des états périodiques indiquant la situation dans laquelle se trouvent les travaux.

*C. AVANCES GARANTIES PAR HYPOTHÈQUE.* — Il ne s'agit pas évidemment d'avances à long terme, remboursables par annuités, comme celles que consentent les Etablissements de crédit foncier, mais simplement d'avances commerciales consenties à des personnes qui ne peuvent fournir un gage ou une caution acceptable.

Ce genre d'avances, quoique très sûres, ne présentent pas toute la liquidité désirable, le gage étant difficilement réalisable. D'autre part, il revient trop cher au client, par suite des frais et honoraires élevés que nécessitent la préparation et la passation de l'acte d'ouverture de crédit. Aussi n'est-il praticable que quand les montants en jeu sont importants, et quand l'avance est susceptible d'être renouvelée plusieurs années de suite.

D. AVANCES EN BLANC. — Elles figurent d'habitude dans les Bilans, sous l'entête « Autres avances » ou « comptes-courants divers ».

Ce sont les avances que font les Banques en se basant sur la seule réputation du client<sup>1</sup> ; partant, ce sont les plus dangereuses, celles pour lesquelles les Banques doivent exercer le plus d'attention. Aussi, ne sont-elles accordées qu'avec parcimonie. Nous avons vu que ce sont les grandes maisons d'exportation qui en jouissent le plus, avances converties d'ailleurs lors de la récolte cotonnière en avances sur marchandises.

Voici, au 31 décembre 1936, pour quelques Banques, le chiffre de ces avances en blanc, comparé au total des avances de toutes sortes (en milliers de Livres Egyptiennes).

| BANQUES                      | AVANCES<br>en blanc. | TOTAL<br>des avances. | PROPORTION |
|------------------------------|----------------------|-----------------------|------------|
| National Bank of Egypt . . . | 393                  | 6.749                 | 6 %        |
| Banco Italo-Egiziano . . . . | 280                  | 1.447                 | 19 %       |
| Banca Commerciale Italiana . | 222                  | 1.070                 | 20 %       |
| Commercial Bank of Egypt. .  | 20                   | 206                   | 10 %       |
| Banque de Commerce . . . .   | 62                   | 394                   | 15 %       |

Il faut noter que ces découverts ne sont pas toujours consentis en vertu de crédits ouverts ; souvent, ils résultent de chèques payés alors que la provision est insuffisante ou même inexistante, — d'intérêts ou commissions qu'on débite alors que le compte ne présente pas de solde suffisant, etc...

1. Même la National Bank of Egypt est autorisée par ses statuts à consentir des avances de ce genre, pourvu, dit l'art. 4, par. 6 « que la somme totale de chaque compte soit fixée par le Conseil d'Administration et que le compte soit liquidé dans les 12 mois ». On sait que la Banque de France ne peut rester en découvert qu'avec l'Etat.

*Section IV. — LES PLACEMENTS*

Nous avons vu que, pour la plupart des Banques en Egypte, les dépôts étaient peu élevés, à telles enseignes qu'ils dépassaient rarement la modeste somme de L. E. 2 millions<sup>1</sup>. Pour ces Banques, le problème du placement des disponibilités n'existe pas. C'est au contraire la recherche des ressources qui, pour elles, est vitale.

Mais pour les Banques qui, comme la National Bank of Egypt ou la Banque Misr, ont des dépôts importants, dont une partie provient du Gouvernement Egyptien, les occasions pour trouver des placements à court terme, tels que l'exige le caractère spécial d'une grande partie de ces dépôts, sont plutôt limitées.

La Banque Misr a trouvé une solution en finançant l'industrie nationale. Les sociétés qu'elle crée sont toutes désignées pour lui servir de « débouchés », si l'on peut employer ce terme ici. Mais là aussi, il y a une limite qu'elle ne peut dépasser sans risquer d'être transformée de banque de dépôts en banque industrielle proprement dite.

Que doivent donc faire ces banques pour rémunérer les sommes qu'elles ont à leur disposition ? Deux moyens s'offrent à elles : le placement à l'étranger et le placement en valeurs mobilières de premier ordre.

*Les placements à l'étranger* ne peuvent évidemment être faits sur une grande échelle, surtout en ce moment où, dans la plupart des pays, le contrôle des changes est institué en permanence. Les risques seraient trop grands : risque de perdre sur le change, risque surtout de voir le montant bloqué dans le pays étranger, etc... Cependant, l'Angleterre, dont la monnaie est en étroite

1. Il va sans dire que nous basons nos affirmations sur les chiffres des banques qui publient leurs bilans.

liaison avec la nôtre, offre un terrain favorable pour les placements à court terme. Aussi, la National Bank of Egypt, dont les ressources sont considérables, ne s'est-elle pas fait faute d'en profiter. Elle place sur le marché financier de Londres des sommes, plus ou moins importantes selon ses disponibilités, garanties par le dépôt d'acceptations de premier ordre <sup>1</sup>.

Le second moyen, le plus commode et le plus courant, est le *placement en titres de premier ordre*, facilement réalisables en cas de besoin.

Faute de pouvoir augmenter, autant qu'elle aurait aimé à le faire, le total de ses avances, la National Bank of Egypt a été amenée à placer en titre des sommes considérables, variant dans le même sens que ses dépôts, comme le montre le tableau suivant (en milliers de L.E.) :

| ANNÉES         | TITRES | DÉPÔTS |
|----------------|--------|--------|
| 1920 . . . . . | 9.123  | 20.181 |
| 1921 . . . . . | 6.447  | 13.496 |
| 1922 . . . . . | 11.525 | 20.432 |
| 1923 . . . . . | 14.113 | 25.889 |
| 1924 . . . . . | 21.143 | 34.845 |
| 1925 . . . . . | 25.525 | 39.348 |
| 1926 . . . . . | 23.665 | 35.915 |
| 1927 . . . . . | 21.393 | 33.457 |
| 1928 . . . . . | 20.592 | 35.942 |
| 1929 . . . . . | 21.051 | 34.812 |
| 1930 . . . . . | 15.315 | 21.804 |
| 1931 . . . . . | 14.074 | 21.497 |
| 1932 . . . . . | 20.615 | 24.998 |
| 1933 . . . . . | 18.720 | 24.215 |
| 1934 . . . . . | 17.901 | 23.120 |
| 1935 . . . . . | 23.231 | 30.073 |
| 1936 . . . . . | 21.520 | 28.081 |
| 1937 . . . . . | 22.483 | 27.474 |

1. Rapport aux actionnaires de la National Bank of Egypt pour 1914.

Même la Banque Misr a été amenée à augmenter, quoique pour des raisons différentes que nous retrouverons bientôt, à augmenter d'année en année le chiffre de ses placements en titres. Voici de 1927 à 1937 le chiffre de son portefeuille, titres en regard du chiffre de ses dépôts (en milliers de L. E.) :

| ANNÉES        | TITRES | DÉPÔTS |
|---------------|--------|--------|
| 1927. . . . . | 418    | 5.525  |
| 1928. . . . . | 695    | 6.917  |
| 1929. . . . . | 877    | 7.096  |
| 1930. . . . . | 964    | 7.894  |
| 1931. . . . . | 909    | 8.585  |
| 1932. . . . . | 1.273  | 9.529  |
| 1933. . . . . | 1.313  | 9.532  |
| 1934. . . . . | 1.666  | 11.374 |
| 1935. . . . . | 1.907  | 13.172 |
| 1936. . . . . | 2.604  | 15.352 |
| 1937. . . . . | 3.201  | 16.820 |

Ce mode de placement ne va pas sans danger pour les banques, car dans les moments de crise, il y a une très forte dépréciation sur les valeurs qui engloutit une bonne partie des revenus. C'est ainsi que de 1912 à 1920, la National Bank dût faire des provisions dépassant L. E. 1 million pour faire face à la dépréciation des titres composant son portefeuille. C'est pour cette raison d'ailleurs, que la plupart des banques, sous-estiment la valeur de leurs titres dans les bilans, laissant ainsi une marge suffisante pour une dépréciation éventuelle.

En France, en Angleterre, et dans un grand nombre de pays, un moyen commode pour le placement à court terme des disponibilités des banques, se présente sous la forme de Bons du Trésor. Malheureusement, ce moyen n'existe pas en Egypte. « Le Gouvernement égyptien a jusqu'ici échappé à la nécessité de se procurer des fonds par ce moyen durant la saison où ses rentrées sont réduites au minimum, et qui d'ailleurs coïncide

avec l'époque où les fonds dont disposent les banques sont supérieurs aux besoins du commerce. Bien au contraire, il a pu se créer une très importante réserve <sup>1</sup>. »

Cependant, le Gouverneur de la National Bank pense que, tôt ou tard, le Gouvernement égyptien devra avoir recours à l'émission de Bons du Trésor, sous une forme restreinte, durant la morte-saison. Les banques auront alors un placement tout indiqué pour leurs ressources.

### Section V. — PARTICIPATIONS FINANCIÈRES ET INDUSTRIELLES

Sur *huit* banques de nationalité égyptienne qui publient leurs bilans, *sept* pratiquent les participations industrielles ou financières sur une échelle plus ou moins grande. Seule, la National Bank s'abstient de faire ce genre d'opérations, permis pourtant par ses statuts.

Voici au 31 décembre 1936 le montant des participations des banques égyptiennes placé en regard du capital (versé) et des réserves, ainsi que du chiffre des dépôts (en milliers de L. E.) :

| BANQUES                                                    | PARTI-<br>CIPATIONS | CAPITAL<br>et réserves. | %   | DÉPÔTS <sup>2</sup> | %   |
|------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|-----|---------------------|-----|
| Banque Misr . . . . .                                      | 441                 | 1.845                   | 24  | 13.147              | 3   |
| Banco Italo-Egiziano . . .                                 | 121                 | 577                     | 21  | 1.436               | 8   |
| Banque Belge et Interna-<br>tionale <sup>3</sup> . . . . . | 10                  | 534                     | 2   | 1.579               | 0,6 |
| Commercial Bank . . . .                                    | 16                  | 175                     | 9   | 220                 | 7   |
| Banque Mosseri <sup>4</sup> . . . . .                      | 15                  | 104                     | 14  | 273                 | 5   |
| Banque de Commerce . .                                     | 5                   | 183                     | 3   | 243                 | 2   |
| Banca Commerciale Ital. .                                  | 2                   | 539                     | 0,3 | 1.546               |     |
|                                                            | 610                 | 3.957                   | 15  | 18.444              | 3   |

1. Sir Edward Cook, *op. cit.* Il est cependant à remarquer qu'il existe des obligations du Trésor du Gouvernement Egyptien pour un chiffre assez modique.

2. Non compris les Dépôts du Gouvernement et la Caisse d'Épargne.

3. Au 30 juin 1937.

4. Au 31 mars 1937.

Si donc le montant total des participations des banques égyptiennes est modeste, il atteint, comparé au capital et réserves, une proportion assez élevée en général. Or, les capitaux qui sont engagés dans les opérations de participation, opérations toujours hasardeuses, sont les capitaux dont les banques ont l'entière disposition, c'est-à-dire leur capital et réserves. C'est donc, ce rapport des participations aux ressources propres de la banque, qui donne la véritable mesure de l'importance de ces opérations. Et une moyenne de 15 % est, il faut en convenir, assez respectable.

On sait que les banques de dépôts françaises et anglaises s'abstiennent en général de s'engager dans les opérations de participations. Pourquoi ? Parce que, par définition, les participations bancaires sont « toutes opérations de crédit offrant le risque d'une immobilisation de longue durée, pour lesquelles le banquier, prenant en considération la valeur d'avenir d'une industrie, consent à en supporter, dans une certaine mesure, les aléas, espérant en retirer un profit par la plus-value qui se produira sur le capital engagé, et par les commissions qu'il touchera, tant sur ces opérations elles-mêmes, que sur celles qu'il pourra se faire réserver, ayant acquis un certain droit de contrôle sur l'entreprise <sup>1</sup>. »

Mais les banques de dépôts, devant rembourser la très grande majorité des sommes qui leur sont confiées, à première réquisition, doivent être sûres que les avances qu'elles font seront réglées à brève échéance ; car, il ne suffit pas que la banque soit *certaine* du remboursement, encore faut-il que ce remboursement soit effectué à bref délai. Supposons, par exemple, que pour se garantir des avances faites à une entreprise, la banque ait pris hypo-

1. Les participations bancaires à l'industrie, par Maurice Rebo-tier. *Thèse Paris*, 1935.

thèque sur l'usine, garantie qui, par hypothèse, couvre amplement le montant avancé, même si l'on tient compte du fait que la valeur de réalisation pour le banquier est toujours moindre que la valeur d'utilisation pour l'industriel. Or, si l'industriel ne rembourse pas à l'échéance et que la banque veut réaliser son gage, elle doit initier l'interminable procédure de l'expropriation immobilière ; on voit le danger pour la banque en cas de retraits anormaux de la part des déposants.

D'autre part, pour réduire autant que possible la part du hasard qui intervient dans les participations industrielles et financières, la banque qui pratique ce genre d'opérations doit être organisée d'une manière telle qu'elle puisse examiner les possibilités d'une affaire aux points de vue technique, économique et financier, et ensuite, qu'elle puisse suivre de très près la manière dont cette affaire sera gérée. Pour cela, il faut un outillage spécialisé qu'on ne peut s'attendre à trouver auprès d'une banque de dépôts.

Et c'est à cause de ces difficultés que les banques de dépôts anglaises et françaises s'abstiennent de pratiquer les participations industrielles et financières. Comment se fait-il donc que les banques en Egypte n'adoptent pas la même ligne de conduite ? Nous allons retrouver ici la distinction fondamentale rencontrée déjà à plus d'une reprise, des banques égyptiennes qui ne sont en réalité que des filiales de puissants établissements étrangers et des banques égyptiennes proprement dites.

Pour les filiales des banques étrangères, nous avons vu que la question de l'importance des dépôts était, au fond, secondaire, et que le capital ne figurait qu'à titre indicatif. Dès lors, si importantes que fussent leurs participations, c'est en réalité au montant total des dépôts de la maison-mère, et aux ressources propres de cette dernière qu'elles doivent être comparées.

Quant aux banques égyptiennes proprement dites, et par là nous visons tout spécialement la Banque Misr, nous verrons, quand nous serons arrivés à l'étude de cette banque, les raisons mises en avant pour justifier leur ligne de conduite dans ce domaine.

Que ces raisons soient convaincantes ou non, là n'est point la question. Mais, le fait que ce soient les banques de dépôts qui, en Egypte, se soient crues obligées de s'occuper des participations industrielles, prouve à suffisance que le crédit y est mal organisé. Le rôle des banques de dépôts est de coopérer avec les banques industrielles et non de les suppléer.

La création d'une banque de crédit industriel est-elle donc nécessaire ? Certains disent : non, car l'état actuel du pays ne le justifie pas. L'Egypte reste un pays essentiellement agricole, et le champ d'action d'une banque industrielle serait trop restreint ; le chiffre total des prêts industriels effectués par toutes les banques le prouve assez, puisqu'il dépasse à peine un demi-million de livres égyptiennes.

Nous ne sommes pas de cet avis. Le chiffre des prêts industriels ne signifie rien, car les banques qui les effectuent, étant toutes des banques de dépôts, sont forcées de restreindre le plus possible leur activité dans ce domaine. D'autre part, en dehors des banques, certaines sociétés <sup>1</sup> financent l'industrie nationale pour des sommes assez élevées. Et le Gouvernement égyptien en fait de même par l'entremise de la Banque Misr.

Il semble donc qu'une banque de crédit industriel serait la bienvenue en Egypte. D'ailleurs, depuis quelques années, le Gouvernement égyptien étudie la question sérieusement. C'est ainsi que le discours du Trône de 1936 annonçait que « dans le but d'encourage-

1. Telle que l'Egyptian Finance Co.

ment à l'industrie nationale, le Gouvernement se préoccupe de la création d'une banque de crédit industriel dès qu'il sera possible de remanier la législation se rapportant au gage industriel et de rendre la législation applicable aux étrangers en Egypte ».

Cette dernière condition ne constituant plus un obstacle depuis le 15 octobre 1937, souhaitons que le Gouvernement égyptien, aidé par les banques de dépôts travaillant dans le pays, se décide enfin à mettre à exécution le projet de création de la banque de crédit industriel.

#### *Section VI. — LES OPÉRATIONS QUI SE RÉSOLVENT POUR LES BANQUES EN COMMISSIONS*

Le profit retiré par les banques dans les opérations que nous avons passé en revue jusqu'ici — escompte, avances, participations — provient essentiellement des intérêts. Mais, il est pour les banques d'autres sources de bénéfices ; ce sont les commissions qu'elles perçoivent à l'occasion des services rendus.

Nous allons rapidement examiner quelques-uns de ces services les plus importantst.

##### **A) TITRES :**

1° *Achat et vente de titres.* — Les banques achètent et vendent, pour compte de leurs clients, tous genres de valeurs mobilières, sans charger un droit de courtage supérieur à celui perçu par les agents de change. C'est qu'entre ces derniers et les banques, il existe un accord en vertu duquel toutes opérations en bourse ordonnées par l'entremise des banques, bénéficient d'une remise égale à la moitié du courtage prévu par les Règlements, remise qui constitue la commission de la banque.

Nous nous empressons d'ajouter, qu'en pratique, rares

sont les clients qui confient à leurs banques les ordres de bourse, car la plupart des agents de changes exécutent les ordres des particuliers en ne calculant que la moitié du courtage, contrevenant ainsi formellement à l'article 8 du Règlement intérieur de la Bourse des valeurs.

2° *Placement de titres.* — Nous avons vu que presque toutes les souscriptions aux titres des sociétés nouvelles, avaient lieu à l'étranger, Paris ou Londres surtout. C'est pourquoi le rôle des banques en Egypte, dans ce domaine, a été jusqu'aujourd'hui, plutôt restreint.

Il est probable qu'avec les progrès de l'industrie et la création de sociétés anonymes à capital important, les banques seront appelées à coopérer avec les fondateurs pour la souscription des titres<sup>1</sup>.

Notons que, comme résultat de ce qui précède, les banques n'ont pas jusqu'aujourd'hui, eu recours au service de démarcheurs. Souhaitons que, le jour où les souscriptions publiques auront lieu principalement par leur entremise, elles continueront, à l'instar des banques de dépôts anglaises, à adopter la même ligne de conduite.

3° *Paiement des coupons.* — Quelques sociétés font payer leurs coupons par les banques. Mais il est étonnant de constater combien d'autres, et non des moins importantes, ne le font pas ; plutôt que de payer des commissions aux banques, elles préfèrent se charger elles-mêmes du service du paiement des coupons.

Les coupons de la Dette publique égyptienne eux-mêmes, sont payés par l'entremise de l'anachronique

1. On sait que d'après les Décisions du Conseil des Ministres relatives aux conditions nécessaires pour la création de Sociétés Anonymes, un quart au moins des actions doit être offert à la souscription publique en Egypte.

Caisse de la Dette, corps autonome dirigé par des commissaires délégués par les gouvernements intéressés. Mais il est à croire que le jour prochain où cette dernière sera supprimée, c'est à la National Bank que sera confié ce service <sup>1</sup>.

4° *Location de coffres-forts.* — Enfin, quelques banques louent aux clients des petits coffres, à un taux modique.

Il serait intéressant d'apporter quelques améliorations à ce service : notamment, la simplification des formalités pour l'accès aux coffres et l'introduction du service de nuit, ou, du moins, l'extension des horaires de visite.

B) RECOUVREMENTS. — Moyennant une faible rémunération, les banques se chargent de l'encaissement des effets domiciliés en Egypte et à l'étranger.

Cependant, comme résultat de la mentalité que nous avons décrite plus haut, beaucoup de personnes se voient obligées de se charger elles-mêmes de l'encaissement des effets sur leurs clients. Aussi le nombre des effets confiés aux banques en Egypte, pour l'encaissement, n'est-il pas très considérable. Voici, à titre d'exemple, le montant total des effets à l'encaissement du Banco Italo-Egiziano pour les cinq dernières années :

|               | 1932    | 1933    | 1934    | 1935    | 1936    |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| L. E. . . . . | 238.000 | 348.000 | 270.000 | 141.000 | 205.000 |

Comme la commission perçue par les banques varie de 1 % à 1,4 %, on voit que le bénéfice du chef de cette branche ne doit pas être très grand. Il est vrai qu'à la commission vient s'ajouter, quand il s'agit d'un effet

1. La presse locale l'a affirmé à plus d'une reprise.

libellé en monnaie étrangère, le bénéfice provenant du change.

Cependant, les Banques Etrangères, s'occupant sur une large échelle du commerce d'importation, ont, très probablement, un portefeuille important d'effets à l'encaissement.

Remarquons, aussi étrange que cela puisse paraître, que ce sont les banques elles-mêmes qui, en Egypte, préparent les actes de protêt des effets impayés.

C) CRÉDIT PAR ACCEPTATION. — On a dit des crédits par acceptation qu'ils correspondaient à des prêts de crédit et non à des prêts d'argent ; ce ne sont pas des fonds que prête ici le banquier, mais sa signature. Il accepte une traite tirée sur lui ou un effet souscrit par son client, et la traite ou l'effet seront, généralement, négociés ensuite auprès d'un tiers<sup>1</sup>.

On pourrait s'étonner que nous ayions placé le crédit par acceptation ici, et non parmi les diverses catégories d'avances : c'est que le crédit par acceptation n'est, en Egypte, crédit que de nom. En effet, avant d'accepter un effet pour un de ses clients, la banque demande une provision égale au montant de l'effet, provision qu'elle prélèvera soit du compte « avances » dont jouit auprès d'elle ce client, soit du compte créditeur qu'il pourrait avoir. Pour ce service la banque perçoit une commission proportionnelle à l'importance de l'effet.

Les acceptations de banques en Egypte ne sont utilisées que dans les relations commerciales avec l'étranger. Si le bénéficiaire égyptien d'un effet souscrit par un autre Egyptien, s'avisait à demander l'acceptation d'une banque sur l'effet, il peut être sûr que cette demande apparaîtra comme une marque de défiance qui blessera

1. F. François-Marsal, *op. cit.*, t. II, ch. IV.

profondément le client : ce qui signifie que le client est presque perdu pour lui.

Voici, au 31 décembre 1936, les chiffres des acceptations qui figuraient dans les bilans des banques :

|                                          |                              |
|------------------------------------------|------------------------------|
| National Bank of Egypt. . . . .          | L. E. 1.256.000 <sup>1</sup> |
| Banque Belge et Internationale . . . . . | L. E. 279 000 <sup>2</sup>   |
| Banco Italo-Egiziano . . . . .           | L. E. 96.000 <sup>3</sup>    |

Ils sont très modestes, comme on le voit, et cela est regrettable. En Egypte surtout, le crédit par acceptation aurait pu jouer un rôle économique de premier plan, puisqu'il aurait permis rien moins que la création d'un papier commercial facilement négociable grâce à la signature dont il est revêtu. Et nous savons que c'est justement ce qui manque à notre marché. Les services que rendraient l'introduction, dans les relations internes du crédit par acceptation, seraient immenses, non seulement pour le commerce et l'industrie, mais aussi pour les banques. Celles-ci, en effet, auraient la possibilité d'accorder à leur clientèle un appui efficace — celui de leur crédit — sans aucune immobilisation de capitaux ; et le montant des crédits ouverts par elles pourra être très supérieur à celui qui pourrait être accordé au moyen d'ouvertures de crédits ordinaires<sup>4</sup>.

D) LETTRES DE CAUTIONNEMENT. — C'est un genre d'opération qui se rapproche beaucoup du crédit par acceptation. Voici en quoi elle consiste. L'Etat et les Administrations publiques exigent de ceux qui prennent part

1. Ce chiffre figure au bilan sous l'en-tête : « Débiteurs par *acceptation et divers* ».

2. Au 30 juin 1937.

3. Ce chiffre figure au bilan sous l'en-tête : « Débiteurs pour *acceptations, garanties, etc.* ».

4. F. François-Marsal, *op. cit.*, t. II, ch. IV.

aux adjudications, une somme égale aux 10 % de l'adjudication, à titre de cautionnement. Cependant, sont dispensées de ce paiement les personnes pouvant produire une lettre de cautionnement émise par une des banques admises à ce service par le Gouvernement, lettre par laquelle la banque s'engage à payer à l'Administration bénéficiaire, la somme fixée, sur première réquisition et sans exiger une justification quelconque. Cette lettre porte la date de son échéance, mais cette échéance n'a aucun sens, en pratique, puisque l'Administration, ayant le droit de demander le remboursement de la lettre avant son échéance, peut, *a fortiori*, en demander le renouvellement. C'est pourquoi les lettres de cautionnement ne sont émises par les banques que contre provision équivalente au montant y mentionné.

Comme pour les acceptations, la rémunération de la banque pour l'émission des lettres de cautionnement, consiste en une commission proportionnelle au montant de la lettre et à sa durée.

E) CHANGE. — Le service du change n'est pas très important en Egypte, et ce, malgré la valeur considérable du commerce extérieur. C'est parce que la principale devise traitée est la livre sterling, et que la livre égyptienne a une valeur fixe par rapport à elle.

Pour la plupart des autres « places », elles sont, en général, traitées en combinaison avec Londres.

Quant à l'*arbitrage*, il n'a pas la même importance que dans les banques à l'étranger, pour cette même raison bien simple que la livre égyptienne a une valeur fixe par rapport à la livre sterling.

---

**TROISIÈME PARTIE**

**LES BANQUES EN ÉGYPTÉ**



## CHAPITRE PREMIER

### HISTORIQUE

« Il n'y a rien de nouveau sous le soleil et les archéologues ont trouvé à Fayoum des papyrus qui démontrent qu'au temps des Romains il y avait sept Banques dans cette province, — deux banques du Gouvernement et cinq commerciales ou privées, — qui avançaient de l'argent sur les récoltes et s'occupaient des transferts des terres, etc... Des formules de chèque sur papyrus paraissent avoir été remis à quelques-uns des clients des Banques. » <sup>1</sup>

L'Egypte semble ainsi avoir été le berceau des Etablissements de crédit dans le monde. Mais l'évolution a été telle que ces Banques au lieu de se développer et de prospérer, ont, au contraire, complètement disparu. Et jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on n'en pouvait trouver aucune dans le pays.

« Il est impossible, en effet, d'imaginer qu'une banque de dépôts ait pu exister sous les Mameluks, car à cette époque, le seul soupçon d'être en possession de richesses, constituait une raison suffisante pour être torturé jusqu'à ce qu'on ait avoué le lieu où on les cachait » <sup>2</sup>.

1. *Le Financement et la récolte du coton Egyptien*, article publié dans « La Réforme » de janvier et février 1933.

2. A.-E. Crouchley. *The investment of foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt.*, p. 28.

D'après Bowring<sup>1</sup>, le plan pour la création d'une banque qui aurait escompté et fait des avances au taux, raisonnable à l'époque, de 12 %, avait été conçu vers 1830 ; mais il ne fut pas réalisé, probablement parce que le Gouvernement ne put verser le capital qu'il avait promis d'allouer à la banque.

Le second essai, dû cette fois à l'initiative d'un particulier, ne fut pas plus heureux. Un certain Alexanian, quelque temps avant la fondation de la Bank of Egypt, avait demandé et obtenu du vice-roi Abbas Pasha, l'autorisation d'utiliser les fonds du « Beit-El-Mal »<sup>2</sup> pour faire des opérations de banque : escompte, avances au trésor et aux particuliers. Alexanian devait allouer au Beit-El-Mal, sur les sommes qu'il lui aurait empruntées, des intérêts au taux de 10 %.

L'affaire aurait pu réussir et bien réussir ; mais elle provoqua les protestations les plus véhémentes de la part des docteurs de la loi musulmane, car elle allait à l'encontre d'un principe essentiel du Droit musulman (alors en vigueur comme loi civile) : la défense du prêt à intérêt. Aussi, ceux qui avaient emprunté à Alexanian, ne se firent pas scrupule, paraît-il, de ne pas tenir leurs engagements, en se prévalant justement de la loi islamique. Et ainsi, non seulement l'affaire échoua, mais par surcroît, son promoteur, le malheureux Alexanian, fut emprisonné<sup>3</sup>.

Il faut attendre jusqu'à l'année 1856 pour voir se fonder la première banque égyptienne, la Bank of Egypt. Mais comment faisaient, avant cette date, les commer-

1. Bowring. *Report on Egypt and Canada*, p. 117.

2. Administration chargée de la gérance des biens des incapables et des successions en carence.

3. D'après Arminjon. La situation économique et financière de l'Égypte, 1911.

çants pour escompter leurs effets, effectuer des transferts, obtenir des avances<sup>1</sup>?

Ce sont les Sarrafs, c'est-à-dire les changeurs, qui tenaient lieu de banquiers, et ils continuèrent d'ailleurs à travailler concurremment avec les banques proprement dites, jusqu'à une époque relativement récente. Leur métier était très lucratif, les monnaies les plus diverses ayant cours légal en Egypte. Devenus riches, ils cherchèrent des placements à leurs capitaux disponibles : les avances aux commerçants étaient une opération toute indiquée pour cela. Les Sarrafs qui avaient des correspondants dans les villes importantes de l'Egypte et de l'étranger, se virent, en outre, confier les sommes à transférer d'un lieu à un autre : contre dépôt du montant, ils délivraient un ordre de paiement sur le correspondant. Enfin, leurs relations étroites avec les milieux commerciaux, les amenèrent à escompter les effets signés par des personnes honorablement connues. Nous avons vu également, qu'ils escomptaient les fameux « bons d'appointements » tirés par les fonctionnaires sur le Ministère des Finances.

Il n'est pas sans intérêt de relever ici un cas curieux d'essai de monopolisation au profit de l'Etat des affaires de banque, imaginé par Mohamed Ali : une personne qui désirait effectuer un paiement dans une localité quelconque d'Egypte ou de Syrie<sup>2</sup> n'avait qu'à verser le montant à la Moudirieh<sup>3</sup> du lieu de sa résidence ; un

1. Il n'est pas question, à cette époque d'effectuer des dépôts ; et même après la création de la Bank of Egypt, il n'en sera pas question. Ce n'est que bien après que la population commencera à apprécier les avantages des dépôts en banque, et nous avons vu que, sur ce point, l'évolution n'est pas encore terminée.

2. La Syrie, à cette époque, dépendait du Vice-roi d'Egypte.

3. Préfecture.

ordre de paiement exécutoire dans le lieu voulu lui était remis en échange <sup>1</sup>.

C'est, comme nous l'avons dit plus haut, en 1856, que fut fondée la première banque égyptienne : *La Bank of Egypt*. C'est encore un Arménien qui en fut le promoteur ; il obtint du Khédive un firman l'autorisant à fonder la banque, avec des capitaux souscrits en Angleterre. La Bank of Egypt eut des débuts difficiles, mais bientôt, avec la guerre de Sécession et les prix fantastiques qu'atteignait le coton, ses affaires se développaient considérablement. Seulement, sa gestion était faite d'après un système défectueux ; avec des fonds qu'elle empruntait de l'étranger à trois mois, elle consentait des avances à long terme. Aussi, avec la fameuse crise de 1907, et les années maigres qui s'ensuivirent, sa situation devint de plus en plus critique. Elle dût, en 1911, déposer ses livres et elle fut déclarée en faillite, par la suite. La liquidation, qui fut confiée à la National Bank of Egypt, démontra que sa situation était, au fond, saine, puisque créanciers et déposants furent intégralement payés, et que, les actionnaires eux-mêmes, purent récupérer une partie de leurs actions.

En 1864, une nouvelle banque est créée en Egypte, mais d'après la législation anglaise : c'est l'*Anglo Egyptian Banking Co*, qui, transformée en 1887, en *Anglo Egyptian Bank*, fut englobée en 1925 par la *Barclays Bank (D. C. et O.)*. C'est donc la doyenne des banques travaillant en Egypte, et d'ailleurs, une des plus importantes. Nous la retrouverons quand nous parlerons des banques étrangères établies en Egypte.

En 1867, c'est la *Banque Impériale Ottomane*, récemment constituée en Turquie, qui s'installe en Egypte, suivie en 1869, par le *Comptoir d'Escompte de Paris* ;

1. D'après Arminjon, *op. cit.*

mais l'Egypte n'offrait pas un champ d'action pouvant convenir au genre d'opérations que pratiquait le Comptoir ; aussi dût-il liquider sa succursale d'Alexandrie en 1873.

Il ne semble pas que cette expérience ait découragé les autres établissements de crédit français, puisqu'en 1875 le *Crédit Lyonnais* ouvrait une succursale à Alexandrie et peu de temps après une autre au Caire.

La première banque italienne installée en Egypte est le *Banco di Roma* ; et elle le fut en 1880, date qui n'était pas précisément propice pour cela. En effet, le coton était en baisse, et naturellement, le pays était dans ses années maigres, pour ne pas dire en crise.

C'est en 1887 que fut fondée la seconde banque de nationalité égyptienne, la *Cassa di Sconto e di Risparmio*. Comme la Bank of Egypt, elle eut une vie mouvementée, et comme la Bank of Egypt, elle fut gérée d'une manière imprudente et dût, en 1907, suspendre ses paiements. Grâce à l'aide de la National Bank, elle put conclure un emprunt qui lui permit d'entrer en liquidation amiable. Réorganisée en 1909, toujours grâce à l'appui de la National Bank, la Cassa reprit petit à petit une place assez importante parmi les établissements de crédit. Durant ces dernières années, la majorité de ses actions était détenue par le Banco Italo Egiziano. C'était donc ce dernier qui, au fond, dirigeait ses destinées. Par décision de l'assemblée générale des actionnaires du 20 novembre 1933<sup>1</sup>, la Cassa di Sconto était mise en liquidation, et à l'heure qu'il est, il semble que cette liquidation touche à sa fin.

La *Banque d'Athènes*, fondée en Grèce en 1893, ne tar-

1. Cependant, deux actionnaires ont assigné les liquidateurs et mis en cause le Banco Italo-Egiziana, pour entendre annuler, par les tribunaux, les décisions prises par les Assemblées générales, en vue de la liquidation de la Banque. D'après Politi, 1937.

ne devait pas à ouvrir des agences en Egypte, en 1895. La colonie hellénique, la plus importante des colonies étrangères en Egypte, constituait pour elle une clientèle nombreuse, toute indiquée.

La troisième banque égyptienne fut fondée en 1898. C'est la *National Bank of Egypt*. Le décret qui autorisait sa création, lui accordait le privilège de l'émission des billets de banque. Nous aurons l'occasion, dans le prochain chapitre, de revenir longuement sur cette banque, la plus importante du pays.

Une année après, en 1899, une « *Banque industrielle d'Egypte* » est constituée. Ainsi qu'on l'a finement remarqué<sup>1</sup>, on se demande ce qu'était venu faire en Egypte, à cette époque, une pareille banque, alors que l'industrie y était pratiquement inexistante.

Avec la prospérité des premières années du siècle, le mouvement de création de nouvelles banques ou d'ouvertures d'agences par les banques étrangères, prend une allure accélérée. C'est ainsi que l'année 1905 voit la création de la *Bank of Abyssinia* (sous l'égide de la *National Bank of Egypt*), du *Comptoir financier et commercial d'Egypte*, de la *Société Générale Egyptienne pour l'Agriculture et le Commerce*, et la création d'agences en Egypte par la *Banque d'Orient*, la *Banque de Salonique* et le *Comptoir National d'Escompte de Paris*. En 1906, c'est la *Deutsche-Orientbank*, détachée de la Banque d'Orient, et en 1907, c'est une véritable nuée de banques nouvelles ; contentons-nous de citer : la *Banque Française d'Egypte*, l'*Ionian Bank Ltd.*, la *Banque d'escompte et de reports d'Egypte et du Soudan Ltd.*, la *Banque du Caire Ltd.*, la *Bourse et Banking Co of Egypt Ltd.*, etc...

« Au cours de la période décennale de 1896 à 1906,

1. Crédit et Banques en Egypte, par E. Antonini, Thèse, Lausanne 1927.

une augmentation remarquable se produisit dans les placements de capitaux étrangers en Egypte. La baisse du prix de l'argent en Europe, la reprise du Soudan, la prospérité croissante de l'Egypte et la signature de l'accord anglo-français de 1904, incitèrent les capitalistes européens à s'intéresser d'avantage à l'Egypte et à la considérer comme un champ d'opérations profitables. Il en résulta que les capitaux affluèrent, non seulement de France et d'Angleterre, qui furent les principaux contributeurs, mais également de Belgique, d'Italie, de Grèce et d'Allemagne... Bien que l'Egypte, aux fins de développer ses ressources naturelles puisse absorber une quantité considérable de capitaux étrangers, la rapidité avec laquelle ces capitaux affluèrent, surtout au début du siècle, fut trop grande pour la capacité d'absorption du pays ; la concurrence entre les Sociétés disposant de fonds, entraîna l'inflation du crédit, provoquant dans tout le pays, une hausse des valeurs et spécialement des terrains et des immeubles, et la spéculation commença à jouer un rôle prépondérant.

La crise inévitable se produisit en 1907 <sup>1</sup> « aggravée encore par celle qui bouleversait les Etats-Unis d'Amérique. »

La suspension des paiements de la Cassa di Sconto fut le signal de départ de l'arrêt des nouveaux crédits et de la demande de remboursement des anciens. Peu de banques, parmi celles nouvellement créées, purent résister à la tourmente, et d'ailleurs, celles qui le purent, durent entrer en liquidation volontaire à la suite du fameux arrêt de la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie de 1908, que nous avons rapporté plus haut, et qui annulait toutes les sociétés fondées en fraude des articles 46 et

1. H.-S. Job. Le Crédit en Egypte dans *Revue Economique Internationale*, décembre 1929.

suivants du Code de Commerce égyptien, relatifs aux sociétés anonymes.

En 1910, est fondée la *Banque Française Commerciale et Agricole d'Egypte* ; mais en 1913, elle était déjà entrée en liquidation.

En 1912, c'est la *Banque Sino-Belge* qui s'installe en Egypte, transformée l'année suivante en Banque Belge pour l'Etranger.

Puis, de nouveau, c'est les mauvais jours pour les banques en Egypte, par suite de la Guerre mondiale. Le « run » sur les banques amène le Gouvernement égyptien à prendre les mesures qu'exigeaient les circonstances. Un Décret du 2 août 1914 donne aux billets de la National Bank of Egypt, en même temps, cours légal et cours forcé. Puis, le Banco di Roma et la Deutsche Orient Bank ayant fermé leurs guichets par suite de l'impossibilité matérielle d'importer de l'or, le Conseil des Ministres déclare jours fériés pour la banque et le commerce les 5, 6, 7 et 8 août 1914, et le 9, il décrète un moratorium partiel : les banques étaient tenues de rembourser les déposants sur leur demande et respectivement jusqu'à concurrence de 5 % de leurs dépôts exigibles, sans que toutefois, le maximum de remboursement puisse excéder L. E. 3.000, pour chacun d'eux. Le moratorium, qui devait expirer le 15 septembre 1914, fut prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1914, par décret du 14 septembre 1914.

Il faut dire, qu'à l'instar de la National Bank, quelques banques ne se prévalurent pas du moratorium et réglèrent intégralement leurs déposants.

La Guerre ayant éclaté à la veille de la nouvelle saison cotonnière, c'est à la National Bank que revint la tâche de financer la récolte, donnant ainsi « les preuves de son utilité dans le moment de besoin ».

Nous verrons, dans le chapitre suivant, les modifica-

tions profondes apportées au système fiduciaire égyptien, comme conséquences directes de la Guerre. Mais nous voulions montrer tout de suite, combien ces changements furent heureux au point de vue bancaire ; en effet, les prix élevés atteints par le coton et les dépenses considérables de l'armée britannique en Egypte, furent la cause d'une forte augmentation de la circulation fiduciaire, qui de L. E. 2.700.000 en 1913, passe à L. E. 21.200.000 en 1916. Et cette augmentation de la circulation fut, elle-même, la cause de l'accroissement considérable du chiffre des dépôts en banques. Les habitants réalisaient enfin les avantages qu'il y avait de posséder un compte en banque.

Pendant la Guerre, une seule banque nouvelle ouvrit ses portes en Egypte ; c'est la *Cox Bank Ltd.* dont la *LLoyds Bank* prit la suite en 1923.

Après la Guerre, on n'enregistre plus la création de succursales de banques étrangères importantes : la *Deutsche Orient Bank* ne faisait que rouvrir des agences qu'elle possédait auparavant, et la *Banque Nationale de Grèce* ne s'installait en Egypte que pour liquider les activités de la *Banque d'Orient*.

Par contre, une nouvelle tendance prend jour : c'est la transformation des agences des banques étrangères en filiales indépendantes, sous forme de sociétés anonymes égyptiennes.

Un autre fait dominant de l'après-guerre, c'est la création de la *Banque Misr* en 1920, banque essentiellement égyptienne, tant par ses capitaux que par son administration, et qui occupe actuellement une place prépondérante parmi les banques du pays.

La même année 1920 sont créées la *Commercial Bank of Egypt*, qui prend la suite du Crédit Franco-Egyptien, liquidé, et la *Banque de Commerce, N. Tépeghiosi et C<sup>o</sup>*.

Le *Banco di Roma* se transforme en 1922 en société

anonyme égyptienne, sous la dénomination *Banco di Roma per l'Egitto e il Levante*, et est réorganisé en 1924 sous le nouveau nom de *Banco Italo-Egiziano*.

La Banca Commerciale Italiana de Milan installe une filiale en Egypte, en 1924. En 1929, c'est le tour de la Banque Belge pour l'Etranger de se transformer en banque égyptienne, sous la dénomination : *Banque Belge et Internationale en Egypte*.

L'année 1931 voit la suspension des paiements de la Deutsche Orient Bank, suivie, peu de temps après, par la prise en charge des activités de cette dernière par la *Dresdner Bank*.

Depuis lors, peu de choses à signaler, sauf la transformation en sociétés anonymes de deux des plus anciennes maisons de banque privées, à savoir, la *Maison Mosseri et Co* et la *Maison Ed. Suares et Fils*.

\*

\*   \*

Tel est, en résumé, l'historique des banques en Egypte. On a dit que c'est la création des Tribunaux Mixtes en 1875, et la permission par la loi civile du prêt à intérêt qui en résulterait, qui sont la cause de la création de tant de banques en Egypte à la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup> siècle.

Tel n'est point notre avis, car, bien avant 1875, un grand nombre de banquiers étaient établis dans le pays, comme par exemple, et pour n'en citer que les plus fameux d'entre eux : *Pastré et Co*, *Société Générale Egyptienne*, *Bischoffstein*, *Goldschmidt*, *Banque Franco-Egyptienne*, etc... Seulement ces banques n'avaient qu'un objet : faire des avances au vice-roi... à des taux exorbitants.

Ce qui a résulté, en réalité, de la Réforme de 1875,

c'est la possibilité, pour ces banques, de faire des opérations avec les particuliers et de pouvoir, le cas échéant, obtenir un jugement à leur encontre ; auparavant, tout particulier pouvait exciper, devant le Cadi <sup>1</sup>, de la nullité de son opération avec la banque, comme contrevenant aux prescriptions du Coran (applicable alors à titre de loi civile), prohibant le prêt à intérêt et le punissant comme usuraire. Nous avons vu la mésaventure du malheureux Alexanian, en 1856, pour avoir méconnu ce principe essentiel.

On ne peut affirmer qu'à l'heure actuelle, la majorité des Egyptiens se soit convertie aux idées nouvelles et ait admis la légalité du prêt à intérêt. Mais il est certain que l'élite du pays, réalisant enfin que l'indépendance économique de l'Egypte ne pourrait jamais être accomplie si on continuait à maintenir le principe suranné de la prohibition du prêt à intérêt, s'est attelée à la tâche de faire l'éducation économique de la population.

1. Juge.

---

## CHAPITRE II

### LA « NATIONAL BANK OF EGYPT »

ORIGINE. — Au premier rang des banques égyptiennes, se place, sans conteste, la National Bank of Egypt.

Créée par Décret Khédivial du 25 juin 1898, elle est actuellement la doyenne des banques constituées d'après la législation égyptienne, ses aînées, savoir la Bank of Egypt et la Cassa di Sconto e di Risparmio ayant cessé d'exister, la première en 1911 par suite de faillite, et la seconde en 1934, par suite de liquidation volontaire.

Nous avons vu que l'idée de doter le pays d'une banque nationale avait déjà été conçue par Mohamed Aly, mais que le projet échoua, faute d'argent.

L'idée fut, par la suite, plus d'une fois reprise, mais ne put jamais être réalisée. Une fois cependant, le projet faillit réussir... C'était en 1876. La situation financière du Gouvernement égyptien était critique ; les caisses de l'Etat étaient vides ; pas moyen de payer les échéances des bons de Malieh ; et pas moyen, non plus, de recourir à l'emprunt, le dernier contrat d'emprunt khédivial de 1873, l'interdisant formellement jusqu'en juillet 1878. « Après bien des recherches, bien des études et bien des tergiversations » <sup>1</sup>, on avait fini par s'arrêter à l'idée de la création d'une banque nationale : M. Pas-

1. *Histoire financière de l'Egypte depuis Said Pasha*, par J.-C., Paris 1878, p. 213 et ss.

tré en était le promoteur. La banque devait être basée sur un large capital (L. S. 4 ou 5 millions) et devait faire face au service de la dette par des prélèvements sur les revenus de l'Etat, centralisés dans ses caisses. Elle aurait eu, en outre, la charge de l'extinction de la dette flottante, « moyennant l'émission de bons trentennaires garantis par le produit des chemins de fer de la Haute-Egypte, celui de l'octroi et du port d'Alexandrie, et par les parts de fondateur du canal de Suez ». Pour assurer le crédit de la nouvelle institution, trois commissaires européens, nommés par le vice-roi sur désignation des trois puissances des plus intéressées dans les finances égyptiennes (France, Italie, Angleterre), devaient contrôler ses opérations et veiller « à ce que les revenus assignés au service de la dette ne fussent pas détournés de leur emploi ».

C'est l'Anglo-Egyptian Bank qui devait être transformée en Banque Nationale : ses actionnaires, convoqués le 28 mars 1876 en assemblée générale, avaient autorisé le fusionnement avec la nouvelle banque, « en lui apportant capital et personnel ».

Le projet, cette fois, était donc sur le point d'aboutir : la France et l'Italie l'avaient approuvé. Mais Lord Derby, chef du Foreign Office, refusa de le faire prétextant qu'il ne voulait pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Egypte<sup>1</sup> ; en réalité, il craignait que l'influence française ne devint prépondérante dans le pays<sup>2</sup>... Ainsi, une fois de plus, le projet échoua.

Ce n'est qu'en 1898 que la Banque Nationale d'Egypte fut créée avec le privilège d'émettre des billets payables

1. Mohamed Ali Rifaat : *The Monetary System of Egypt.*, London, 1935.

2. A cette époque, l'Anglo-Egyptian Bank, malgré son nom anglais, était beaucoup plus française qu'anglaise.

à vue et au porteur. Les circonstances qui ont entouré la fondation de cette banque ne sont, malheureusement, relatées nulle part. Un fait est cependant certain : c'est que le Gouvernement égyptien entendait, en créant la National Bank of Egypt, posséder une véritable banque d'Etat ; nous verrons par la suite, que les conditions particulières de l'Égypte, n'étaient pas, et ne sont pas encore aujourd'hui, favorables à l'existence d'une pareille institution.

ADMINISTRATION. — La National Bank of Egypt a beaucoup de traits de ressemblance avec la Banque de France et la Bank of England. Comme elles, elle est une institution privée ; son capital initial de L. S. 1 million était en effet souscrit pour moitié par Sir Ernest Cassel de Londres et pour l'autre moitié par MM. C. M. Salvago et C<sup>o</sup> et Suarès Frères et C<sup>ie</sup>, d'Égypte. Comme elles, elle est dirigée par un gouverneur qu'assistent deux sous-gouverneurs et est contrôlée par le Gouvernement ; comme la Banque d'Angleterre enfin, elle est divisée en « Banking Department » et « Issue Department », complètement distincts l'un de l'autre.

Examinons, de plus près, comment est administrée la National Bank of Egypt. Comme dans toute société anonyme, c'est le Conseil d'Administration qui gère les affaires. Cependant ce Conseil, eu égard à la position toute spéciale de la Banque, se différencie des conseils d'administration ordinaires, par plusieurs points :

a) Son président, le Gouverneur, est nommé par le Conseil ; mais il ne peut entrer en fonction que si sa nomination est ratifiée par le Gouvernement égyptien<sup>1</sup>.

b) En cas d'empêchement du Gouverneur, c'est le premier sous-gouverneur ou, éventuellement, le second,

1. Art. 22 des Statuts de la National Bank of Egypt (Edit. 1931).

qui le remplace à la tête du Conseil <sup>1</sup>. Les sous-gouverneurs sont, il est vrai, nommés par le Conseil <sup>2</sup>, mais il n'en font pas partie.

c) Le Conseil doit comprendre quatre membres résidant à Londres. Ces derniers constituent un Comité spécial, siégeant à Londres <sup>3</sup>, qui doit être consulté dans certains cas énumérés par l'article 32 *bis*, et notamment : toutes les fois qu'il s'agit : de décider une question de l'importance de £ 100.000 et au-dessus, de proposer l'augmentation du capital social, d'arrêter l'ordre du jour des assemblées générales, d'approuver le bilan définitif, etc... On comprend le but de cette disposition : Les quatre membres du Comité de Londres faisant partie du Conseil d'administration, il n'est que juste de les consulter quand il s'agit de prendre une décision importante.

d) Deux commissaires du Gouvernement, nommés par arrêté du Ministère des Finances pour cinq ans, « ont pour mission la stricte observation des décrets, des actes constitutifs de la Banque et de ses statuts, en ce qui concerne les intérêts du Gouvernement et de la sécurité publique » <sup>4</sup>. Ils peuvent, de ce chef, assister aux séances du Conseil d'Administration, avec voix consultative, et lui présenter leurs observations écrites toutes les fois qu'ils estimeront qu'il y a eu infraction aux Statuts de la Banque.

Quant aux pouvoirs du Conseil d'Administration, ils sont, comme dans toutes les sociétés anonymes, des plus étendus : C'est le Conseil <sup>5</sup> qui autorise toute création,

1. Art. 21.

2. Art. 20.

3. Art. 20.

4. Art. 34.

5. Art. 32.

émission ou retrait des billets de banque, qui fixe le taux de l'escompte et de l'intérêt, qui fixe les conditions des avances de toutes sortes, qui accorde les crédits, qui agit en justice, etc... L'exécution de ses délibérations, ainsi que la direction de toutes les affaires de la Banque sont confiées au Gouverneur.

Le *contrôle* est exercé par trois organes :

a) Les censeurs, nommés par l'Assemblée Générale, qui ont pour mandat d'examiner les comptes de l'exercice courant et de donner leur avis.

b) L'Assemblée Générale qui approuve les comptes, ou, s'il y a lieu, en demande le redressement, et qui, en général, délibère sur tous les intérêts de la Société.

c) Enfin, les Commissaires du Gouvernement qui assistent à toutes les séances du Conseil d'Administration, avec simple voix délibérative il vrai, mais qui peuvent quand même faire leurs observations en cas d'infraction aux Statuts et Décrets constitutifs. Ajoutons que si ces observations ne sont pas prises en considération, les Commissaires doivent faire immédiatement leur rapport au Ministre des Finances, qui avisera des mesures à prendre. Si les pouvoirs du Conseil d'Administration de la National Bank sont donc aussi étendus que ceux de toute autre société, le contrôle de sa gestion est beaucoup plus serré et présente un caractère officiel.

Nous avons déjà dit que la Banque était divisée en deux départements, distincts l'un de l'autre : Le département de banque (Banking Department) et le département de l'émission (Note Issue Department).

Nous allons les examiner successivement.

*Section I. — DÉPARTEMENT DE BANQUE*

L'article 4 des Statuts de la National Bank énumère les opérations qu'elle peut pratiquer, opérations qui sont celles de toute autre banque de dépôts : C'est ainsi que la National Bank peut :

1° Faire des avances aux cultivateurs pour les frais de semences et de culture, avec ou sans gage ;

2° Faire des prêts au Gouvernement égyptien et au Gouvernement du Soudan, aux municipalités ou aux établissements publics en Egypte et au Soudan ;

3° Escompter des traites et billets à ordre ;

4° Faire des avances sur des obligations de toute nature, garanties par des warrants ou des récépissés de marchandises de toutes natures, par des dépôts de monnaie ou de métaux précieux, par des titres, etc... ;

5° Ouvrir des comptes-courants portant intérêts, aux personnes établies en Egypte ou au Soudan dont le crédit est notoire ;

6° Recevoir tous dépôts et ouvrir des comptes de chèques ;

7° Recouvrer et garder toutes valeurs ;

8° Se charger de l'émission des actions ou titres de crédit d'institutions égyptiennes ou du Soudan, soit pour son compte soit pour le compte de tiers ;

9° Faire le commerce des métaux précieux ;

10° Et, en général, faire toutes opérations commerciales, financières et industrielles.

Certaines restrictions sont imposées par les Statuts :

1° Les avances en blanc ne peuvent être accordées qu'à des personnes établies en Egypte ou au Soudan et doivent être liquidées en une année ;

2° Pour l'escompte :

a) Les effets présentés doivent être revêtus de deux signatures de personnes établies en Egypte, l'une des

signatures pouvant toutefois être suppléée par un nantissement <sup>1</sup> ;

b) L'échéance des effets ne doit pas dépasser un an, s'ils sont sur l'Égypte, et quatre mois de vue (ou six mois de date), s'ils sont sur l'étranger ;

3° Les opérations foncières et immobilières sont défendues. Cette prohibition semble toute naturelle ; cependant la plupart des statuts des autres banques égyptiennes ne la prévoit pas <sup>2</sup> ;

4° Les opérations commerciales, financières ou industrielles ayant trait à des entreprises étrangères à l'Égypte ou au Soudan, sont également défendues <sup>3</sup>.

Toutes ces restrictions, en général, ne figurent pas dans les statuts des autres banques égyptiennes.

De même, seuls les statuts de la National Bank prévoient la publication d'une situation mensuelle (art. 8). Cette situation, à l'instar de celle de la Banque d'Angleterre, est divisée en deux parties, et doit comprendre certaines mentions ; elle se présente ainsi :

#### DÉPARTEMENT DE BANQUE

| ACTIF                      | PASSIF                  |
|----------------------------|-------------------------|
| Portefeuille titres.       | Capital social.         |
| Avances sur nantissements. | Fonds de réserve.       |
| Avances sur marchandises.  | Fonds de prévoyance.    |
| Effets sur l'étranger.     | Dépôts.                 |
| Effets sur l'Égypte.       | Comptes-courants.       |
| Prêts à courte échéance.   | Dépôts du Gouvernement. |
| Encaisse.                  | Effets à payer.         |

1. Art. 6 des Statuts.

2. Cf. Statuts de la Banca Commerciale Italiana, du Banco Italo-Egiziano, Banque Misr, Banque Belge et Internationale.

3. On a fait remarquer que la création, par la National Bank, de la Bank of Abyssinia en 1905, était antistatutaire puisqu'elle avait trait à une entreprise étrangère à l'Égypte et au Soudan. (Antonini). Mais il est à présumer que le consentement du Gouvernement fut obtenu au préalable par la Banque. Autrement, les Commissaires du Gouvernement siégeant au Conseil, se seraient certainement opposés, comme ils en ont le droit, à la fondation de la Bank of Abyssinia.

## DÉPARTEMENT DE L'ÉMISSION

Or en garantie.

Billets en circulation.

Titres en garantie.

Bien que très intéressante, cette situation n'a cependant pas l'importance qu'on attache en France ou en Angleterre à la situation hebdomadaire de la Banque de France ou de la Banque d'Angleterre, et ce, pour la raison bien simple que la National Bank n'est pas une banque centrale de réescompte.

\*

\* \*

Dès sa fondation, la National Bank of Egypt a donné les preuves de son utilité. A un moment où, aussi étrange que cela puisse paraître, l'Egypte ne possédait pas de banque de crédit agricole, c'est elle qui aidée et soutenue par le Gouvernement, s'attacha à distribuer aux fellahs le crédit dont ils avaient besoin pour leur culture et leur récolte, les délivrant ainsi des griffes des usuriers. Sur simple signature, elle consentait à toute personne payant une cote foncière, des prêts allant de piastres 50 à L. E. 20. Le maximum du taux était de 9 % ; mais la Banque fut autorisée par le Gouvernement à percevoir 1 % à titre de commission en sus de l'intérêt, car les prêts étant d'importance minime, ne pouvaient suffire à rémunérer les services de la Banque, et ce malgré l'aide du Gouvernement ; ce dernier, en effet, mit à la disposition de la Banque, pour les recouvrements, les « sarrafs » (ou percepteurs). Et grâce, peut-être, à la pression continuelle exercée par les sarrafs, la presque totalité des avances fut réglée lors de la récolte. Ce qui encouragea la Banque à persévérer dans cette voie. De 870 prêts totalisant L. E. 27.000 en 1899,

nous avons 9.500 prêts totalisant L. E. 138.000 en 1900 et 15.000 prêts totalisant L. E. 402.000 en 1901.

Il était évident que la Banque ne pouvait continuer à développer indéfiniment ses opérations dans ce domaine, sans risquer de se transformer en banque agricole, purement et simplement ; en effet, pour ces petites avances, une très sérieuse surveillance devait être exercée, car il était essentiel que ce fut les cultivateurs seuls qui en profitassent ; d'autre part, une grande partie des prêts était remboursable en plusieurs annuités : c'est ainsi qu'en 1901, sur 15.269 prêts, il y en avait 11.943 qui devaient être repayés dans les cinq ans, avances à trop longue échéance pour une banque de dépôts.

Le Gouvernement égyptien voulut tourner la difficulté en avançant à la Banque L. E. 250.000 ; mais ce n'était qu'un palliatif provisoire. Et comme l'expérience s'était révélée être un succès<sup>1</sup> et qu'il n'était pas question de l'abandonner, on en vint à envisager l'idée de la création d'une banque agricole.

C'est ainsi que fut créée en 1902, grâce à l'initiative de la National Bank of Egypt, la Banque Agricole d'Egypte (Agricultural Bank of Egypt), banque semi-officielle dont le Président du Conseil d'Administration était le Gouverneur de la National Bank.

Le développement que prirent, dès les débuts, les

1. Dans une lettre à Lord Cromer, le Gouverneur de la Banque s'exprimait en ces termes : « L'expérience s'est avérée être un succès incontestable et le soulagement qu'elle a apporté aux Fellahs a dû être très considérable. Le fait que la Banque est disposée à avancer des petites sommes, à un taux d'intérêt modique, a amené, dans les localités où la Banque possède des agences, une chute dans le taux habituellement perçu par les usuriers et ceci a également profité aux fellahs, quoique d'une manière indirecte. Dans une ville où la Banque venait d'ouvrir une agence, deux usuriers importants quittèrent ». Lettre citée par Mohamed Aly Rifaat, *op. cit.* (Traduite de l'anglais par nous).

affaires de la National Bank, amenèrent ses dirigeants à en augmenter le capital. Fondée en 1898 au capital de £ 1 million, celui-ci fut porté en 1899 à L. S. 1.500.000 par souscription publique de 50.000 actions offertes à £ 14, c'est-à-dire avec une prime de L. S. 4. En 1903, 50.000 nouvelles actions furent offertes à £ 14 également, mais en 1904, le prix était porté à £ 16... pour la nouvelle souscription qui devait porter le capital à £ 2.500.000. En 1905, une dernière souscription de 50.000 actions offertes à £ 20 porta Mais il est à remarquer que l'Assemblée Générale des Actionnaires a, dès 1907, autorisé le Conseil à porter le le capital à £ 3.000.000, montant inchangé depuis. capital à £ 3.500.000, à tout moment qu'il jugerait opportun.

Au fur et à mesure que son capital augmentait, la banque pouvait, avec les ressources accrues qui en résultaient, étendre son champ d'action à toute l'Egypte par la fondation d'agences. Vers la fin de 1904 tous les chefs-lieux de provinces étaient déjà pourvus d'agences de la National Bank : le Gouvernement pouvait ainsi y verser l'excédent de ses recettes et tirer sur elles pour les divers paiements qu'il avait à faire : D'autre part, les habitants des provinces pouvaient ainsi s'habituer aux opérations de banques et surtout aux avantages qui découlent des comptes en banques. Il est vrai que l'installation de ces agences entraînait une grande augmentation dans le chapitre du personnel et des frais <sup>1</sup>, mais la National Bank a toujours déclaré que la question de l'intérêt public passait avant celle des bénéfices immédiats.

★

★ ★

1. Rapport aux actionnaires pour l'année 1905.

Il n'est rien de mieux, pour étudier l'activité d'une banque, que de l'examiner à travers ses bilans et les rapports de son Conseil d'Administration. Aussi, allons-nous adopter cette méthode et examiner successivement les divers postes de l'actif et du passif de la National Bank of Egypt.

#### A) POSTES DE L'ACTIF :

1° *Portefeuille titres*. — Sur un total de bilan de L. E. 36.000.000 au 31 décembre 1937, la Banque possédait pour L. E. 22.000.000 de titres, ce qui représente la proportion formidable de 60 %. La majorité de ces titres est formée de titres d'Etat et titres garantis par le Gouvernement égyptien.

On a attribué cette importance considérable du Portefeuille Titres à la faible activité commerciale de la Banque. C'est vrai en partie et le Gouverneur de la Banque s'en plaignait lui-même à l'Assemblée des actionnaires en 1924. Mais, il ne faut pas oublier d'autre part, qu'étant la banque des gouvernements égyptien et soudanais, et en outre, institution d'émission, la National Bank of Egypt doit maintenir une situation extrêmement liquide, et son portefeuille étant composé de titres de réalisation facile, lui permet de faire face à toute éventualité. Qu'il nous suffise de dire que de 1919 à 1920, les dépôts du Gouvernement égyptien passaient de L. E. 12.200.000 à L. E. 80.000, et de 1929 à 1930, de 17.800.000 à L. E. 3.700.000, pour montrer combien cette liquidité est essentielle pour la National Bank of Egypt.

Il est vrai que le placement en titres entraîne quelquefois, ainsi qu'on l'a vu, des pertes provenant de la dépréciation. Voici, par exemple, les provisions qu'a dû faire la National Bank de 1914 à 1920 pour dépréciation de son portefeuille titres :

|                |                              |
|----------------|------------------------------|
| 1914 . . . . . | £ 107.005. 0.11 <sup>1</sup> |
| 1915 . . . . . | £ 27.863.10.1                |
| 1916 . . . . . | £ 59.742.15. 2               |
| 1917 . . . . . | £ 31.415. 3.11               |
| 1919 . . . . . | £ 196.824.12. 7              |
| 1920 . . . . . | £ 188.476. 5. 0              |

Cependant, la majeure partie des titres de la Banque étant à courte échéance, remboursables donc *au pair* après quelques années, les montants figurant comme provisions pour la dépréciation des titres, sont réencaissés par la suite<sup>2</sup>, et servent à augmenter le chiffre des réserves invisibles de la banque qui, nous le verrons, sont fort importantes.

2° *Avances sur marchandises.* — Les avances sur marchandises constituent pour la National Bank, comme pour toutes les autres banques en Egypte, une de ses opérations principales.

On est étonné, en consultant le graphique suivant, de voir le mouvement désordonné de ces avances : une année ils sont à 4 millions de livres, l'année suivante ils n'arrivent même pas à 2 millions. C'est une ligne toujours en zigzag. C'est que le chiffre de ces avances dépend de plusieurs facteurs et principalement de ceux affectant le coton, principal produit sur lequel la banque avance : que le coton hausse, et immédiatement le chiffre des avances hausse aussi, puisque la banque doit tenir compte des prix pour indiquer le maximum à avancer par cantar ; que le coton baisse, et la situation est renversée. Que le coton soit moins demandé à l'étranger, et les exportateurs demanderont moins d'avances aux banques, etc., etc... Nous devons cepen-

1. Les bénéfices répartis cette année s'élevaient à £ 120.000.

2. Rapport pour 1920.

dant immédiatement ajouter — et cette remarque est d'ordre général — qu'il ne faut pas attribuer une importance exagérée aux chiffres du 31 décembre de chaque année. Car ces chiffres ne représentent rien d'autre que le total des avances à la clôture des affaires d'une journée quelconque, le 31 décembre, et sont donc *statiques* ; alors que le financement de la récolte cotonnière prend une allure plus ou moins rapide, suivant les circonstances, et est donc *dynamique*.

Le chiffre record des avances sur marchandises de la National Bank a été atteint en 1918 avec plus de 8 millions de livres ; il est vrai que c'était dû à des circonstances particulières : une Commission pour l'achat de la graine et du coton à Alexandrie et autres ports égyptiens avait été constituée, afin d'assurer aux cultivateurs un prix avantageux « alors que les délais de chargement et autres circonstances auraient pu nuire à un prix du marché ». C'est la National Bank qui prêta son concours à cette commission, avec la garantie du Gouvernement égyptien : le total des avances ainsi faites (plus de 7 millions) est compris, dans le bilan de 1918, sous l'entête « Avances sur marchandises ».

Nous avons vu, quand nous avons parlé des opérations de banque, que le Gouvernement égyptien était plusieurs fois intervenu en faveur des cultivateurs, en permettant aux banques de leur faire des avances sur leur coton, et (plus souvent) sur leurs céréales, sous la garantie du Gouvernement. C'est la National Bank et la Banque Misr, qui sont chargées de faire ces avances.

3° *Avances sur titres*. — Elles représentent, elles aussi, une des principales opérations de la National Bank. Seulement, à la différence des avances sur marchandises, elles ne présentent pas, d'année en année, des brusques variations. Cependant, le mouvement est loin d'être tou-

jours régulier : c'est ainsi que les avances sur titres ont passé de L. E. 700.000 en 1918 à L. E. 1.400.000 en 1919, et de L. E. 5.700.000 en 1929 à L. E. 3.700.000 en 1930. Mais, en période normale, le chiffre oscille entre 2 et 3 millions, comme le montre le graphique.

Il est probable que, si la banque le voulait, elle aurait pu considérablement augmenter ses avances dans ce domaine, au lieu de les laisser presque stationnaires. Mais consciente des dangers de spéculation, que présente toujours en Egypte le relâchement dans les conditions de ces avances, elle a préféré maintenir ses conditions toutes inspirées par la prudence et la sagesse, savoir : n'avancer que sur des titres de premier ordre, facilement réalisables, et maintenir toujours une marge suffisante.

4° *Les autres avances, garanties et non garanties.* —

« Les avances sur d'autres garanties » sont couvertes par des hypothèques, des effets, des contrats, des garanties du Gouvernement, des garanties personnelles, etc...<sup>1</sup> »

Ces avances ne dépassent presque jamais 1 million de livres ; ce qui peut paraître, pour le moins, étonnant ; mais il ne faut pas oublier que les garanties personnelles, en Egypte, ne valent pas souvent grand'chose ; que les avances sur effets prêtent à la fraude et que les avances sur hypothèque devraient, de préférence, être évitées par une banque de dépôts. Si nous ajoutions que le défaut de notion d'échéance ne prédispose pas particulièrement les banques à faire des avances non couvertes par un nantissement réalisable facilement, on comprendrait, peut-être, que la National Bank, qui dispose de plus de L. E. 27 millions de dépôts au 31 décembre 1937, n'ait pas plus de L. E. 786.000 d'avances garanties.

1. Rapport pour 1915.

Quant aux « autres avances » elles consistent « en crédits sans garanties spéciales, consentis à des sociétés et administrations foncières importantes et de tout repos <sup>1</sup> ». Nous avons vu que ces découverts sont permis par les Statuts <sup>2</sup>, contrairement à ce qui se passe pour la Banque de France, qui ne peut être en découvert qu'avec l'Etat.

Ces autres avances sont de l'ordre de L. E. 500.000 en général ; ce qui est normal, quand on pense au chiffre des avances garanties !

5° *Les avances aux gouvernements égyptien et soudanais.* — Etant l'Institut d'émission de l'Égypte et du Soudan, il n'est que naturel que la National Bank soit la banque de ces deux gouvernements ; elle reçoit leurs dépôts et leur fait des avances quand ils en ont besoin. Empressons-nous d'ajouter que c'est la première alternative qui est la plus fréquente.

Dans le bilans de la Banque, le Gouvernement égyptien n'a figuré à l'Actif jusqu'aujourd'hui, qu'à trois reprises seulement : en 1920 pour L. E. 4.160.000 ; en 1921 pour L. E. 456.000 ; et en 1931 pour L. E. 713.000. A ces mêmes dates il possédait d'ailleurs des dépôts s'élevant à L. E. 800.000, L. E. 683.000 et L. E. 2.756.000 respectivement.

Le Gouvernement du Soudan, par contre, a eu recours à la Banque plus fréquemment : de 1911 à 1922 il était constamment en découvert : c'est qu'il était en négociation avec le Gouvernement britannique pour l'émission d'un emprunt de £ 6 millions ; et c'est par anticipation à cet emprunt que la Banque avait consenti au Gouvernement du Soudan des avances considérables

1. Rapport pour 1914.

2. Art. 4, al. 6.

« pour lui permettre le développement de ses ressources » <sup>1</sup>.

6° *Portefeuille effets*. — Il se compose d'effets sur l'Egypte et d'effets sur l'étranger, les seconds étant de beaucoup plus importants comme valeur que les premiers, leur rapport étant souvent de 10 à 1 ou même de 130 à 1 <sup>2</sup>.

Les effets sur l'Egypte se composent, « en partie, d'effets de commerce et, en partie, de traites escomptées à des cultivateurs et représentant, en fait, des avances à ces derniers pour des besoins de leur exploitation agricole » <sup>3</sup>. La Banque aurait pu augmenter le chiffre des effets escomptés aux cultivateurs, si ce n'était qu'elle limitait « la somme avancée de cette manière à un montant que l'emprunteur devait toujours pouvoir rembourser facilement du produit de sa récolte » <sup>4</sup>. Quant au bon papier commercial, celui qui est créé pour les besoins du commerce intérieur, il est très rare, a déclaré Sir Edward Cook dans son récent discours aux actionnaires de la banque <sup>4</sup>, et nous connaissons, pour les avoir étudiées plus haut, les raisons de cet état de chose. Aussi, le chiffre des effets sur l'Egypte de la National Bank est-il très faible, le chiffre record ayant été atteint en 1926 avec L. E. 582.000 !

Comme les avances sur marchandises, et pour les mêmes raisons d'ailleurs, les effets sur l'étranger suivent, quand on examine leurs chiffres à travers les bilans, un mouvement en zigzag. C'est qu'en effet, les effets sur l'étranger sont, pour la très grande majorité, des effets

1. Rapport pour 1919.

2. En 1919 : Effets sur l'Egypte : £56.000. Effets sur l'Etranger : £7.336.000.

3. Rapport pour 1928.

4. 10 mars 1938.

tirés par les exportateurs de coton sur les maisons d'importation, et remis à l'escompte à la banque pour que le produit en soit appliqué sur le compte débiteur de ces exportateurs. Ces effets sont acceptés par les banquiers des importateurs et constituent un élément d'actif extrêmement liquide puisqu'ils peuvent, à tout moment, être réescomptés sur le marché de Londres. C'est ce que semble d'ailleurs faire la National Bank quand elle a besoin de liquidités, puisque dans ses bilans figurent toujours, pour mémoire, un chiffre important représentant « l'engagement éventuel pour effets réescomptés ». Le chiffre exact des effets sur l'étranger est donc, en réalité, plus important que celui qui figure au bilan, puisqu'à ce dernier chiffre il faut ajouter celui des effets réescomptés.

7° *Placements à courte échéance.* — Leur montant varie d'une année à l'autre et d'un mois au suivant, d'après les disponibilités de la Banque ; au 31 décembre de chaque année, il est, en général, de l'ordre de 2 millions.

Ces placements à courte échéance sont faits uniquement sur le marché financier de Londres ; ils représentent des avances faites aux Stockbrokers et aux Discount Houses. On sait que ces avances sont souvent faites au jour le jour ; en tous cas, elles sont toujours très sûres et très liquides. Seule de toutes les banques en Egypte la National Bank en donne les chiffres <sup>1</sup>. Que les

1. Contrairement à ce que prétend M. Malache (*op. cit.*, p. 171) : « On cite comme un exemple type que la National Bank of Egypt place ses disponibilités en « coal loans » <sup>2</sup> (sic) à Londres pour des sommes dont on ne peut savoir le montant mais qui sont certainement importantes ». Une simple lecture d'un bilan ou d'une position mensuelle quelconque de la National Bank aurait montré à M. Malache que la banque ne fait un secret pour personne de l'existence de ces avances, puisqu'elles figurent en bonne place !

2. Lire : « call loans ».

autres banques fassent de pareils placements, cela est possible, mais elles le font probablement par l'entremise de leurs correspondants de Londres : en tous cas elles n'en donnent pas les chiffres séparément dans leurs bilans.

8° *Acceptations.* — Les chiffres n'apparaissent que par intermittence dans les bilans de la Banque, et, de plus, ces dernières années, ils ne sont plus publiés séparément ; ils figurent sous l'entête : « *Acceptations et divers.* » Dans tous les cas, il est certain qu'ils ne sont pas très importants : ceci n'est d'ailleurs pas particulier à la National Bank et nous en avons donné les raisons quand nous avons parlé des opérations des banques en général.

9° *Comptes banques.* — Les bilans ne donnent pas des explications sur ce chef. Les montants figurant à l'Actif représentent probablement les sommes placées aux banques à l'étranger, et non en Egypte ; en effet, les banques égyptiennes ayant toutes des comptes créditeurs avec la National Bank, pour les besoins des compensations journalières, il est probable que ces comptes suffisent pour toutes les écritures entre la National Bank et les autres banques, qu'elles soient dans un sens ou dans l'autre.

10° *Immeubles et mobilier.* — Ce chef figure, au 31 décembre 1937, pour le modique montant de L. E. 213.000. Quand on pense que la banque a plus de 30 immeubles où sont logées ses agences, on voit à combien de larges amortissements elle a procédé.

11° *Encaisse.* — Elle est toujours suffisante et dépasse, en général, les 2 millions, montant assez élevé surtout

quand on pense que les banques locales ne placent pas leurs disponibilités à la National Bank et que celle-ci détient un portefeuille très considérable et très facilement réalisable.

#### B) LES POSTES DU PASSIF :

1° *Capital*. — Nous avons vu, plus haut, comment il avait été augmenté de 1 million à 3 millions de livres sterling, chiffre auquel il figure depuis 1905 sans changement.

2° *Réserves*. — D'après l'article 49, 2° alinéa des Statuts de la Banque, 10 % des bénéfices nets doivent être versés chaque année au fonds de réserve ordinaire (ou statutaire) jusqu'à ce que ce fonds ait atteint un montant égal à la moitié du capital social ; le prélèvement devant reprendre son cours si le fonds de réserve venait à redescendre au-dessous de la dite proportion.

En outre, l'Assemblée Générale peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, décider le versement d'une partie du surplus des bénéfices à un fonds de prévoyance, pour servir à constituer, parfaire ou égaliser des dividendes ; de même qu'elle peut, à l'inverse, décider le versement du dit fonds en tout ou en partie à la réserve statutaire.

Enfin, si par suite de circonstances anormales une dépréciation exceptionnelle venait à se produire sur les titres faisant partie de l'encaisse représentative des billets de banque, le Conseil peut, pour combler cette dépréciation, opérer un prélèvement sur le fonds de prévoyance et même sur le fonds de réserve statutaire, mais seulement si ce dernier fonds excède un million de livres sterling et jusqu'à concurrence de cet excédent.

Ces précisions nous permettent de comprendre les changements intervenus à la situation de la Réserve à diverses époques.

En 1908, par l'accumulation des prélèvements de 10 % effectués conformément aux statuts, la Réserve ordinaire s'élevait à L. E. 174.000. A côté de cette Réserve statutaire, il y avait des réserves extraordinaires de L. E. 1.114.000<sup>1</sup>, outre les Réseves Spéciales s'élevant à L. E. 238.000. Une année après, en 1909, la Réserve ordinaire était à son maximum, c'est-à-dire L. E. 1.462.500 (soit la moitié du capital social), les Réserves extraordinaires et spéciales ayant disparu pour être remplacées par un Fonds de Prévoyance de L. E. 64.000. Qu'était-il arrivé ? Simplement un transfert des Réserves extraordinaires et spéciales à la Réserve ordinaire, et l'unification des deux premières sous le nom de Fonds de Prévoyance.

En 1914, les Réserves ordinaires retombent à L. E. 1.268.000 et le Fonds de Prévoyance à zéro : c'est que les dépréciations exceptionnelles auxquelles la Banque dût faire face cette année (et les trois années suivantes), l'obligèrent à avoir recours aux réserves. Mais dès 1918, le fonds de Réserve Statutaire était à son maximum de nouveau ; et, par suite d'augmentations successives, le Fonds de Prévoyance atteignait lui aussi dès 1930 le chiffre de £ 1.500.000, portant ainsi le total des réserves visibles<sup>2</sup> à £ 3.000.000, chiffre égal au capital social.

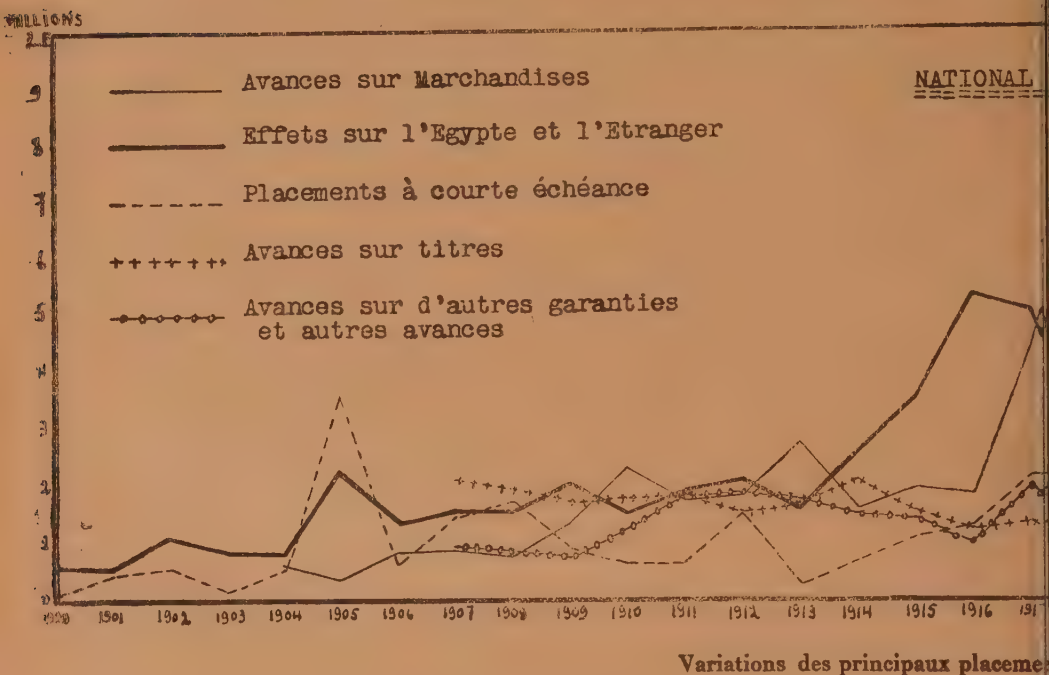
En dehors de ces réserves, la Banque doit avoir des réserves considérables, ne figurant pas aux bilans, et résultant du calcul à des cours très au-dessous du mar-

1. Provenant principalement de la réalisation, à des cours très avantageux, d'une partie des titres de l'Agricultural Bank of Egypt détenus par la National Bank.

2. Il convient toutefois de tenir compte du report à nouveau des Pertes et Profits, qui au 31 décembre 1937, s'élève à £ 233.000.

ché, des titres faisant partie du portefeuille de la Banque ; en outre, les provisions très larges, faites chaque année pour les créances douteuses, et certainement non utilisées en totalité, viennent encore augmenter ces réserves invisibles.

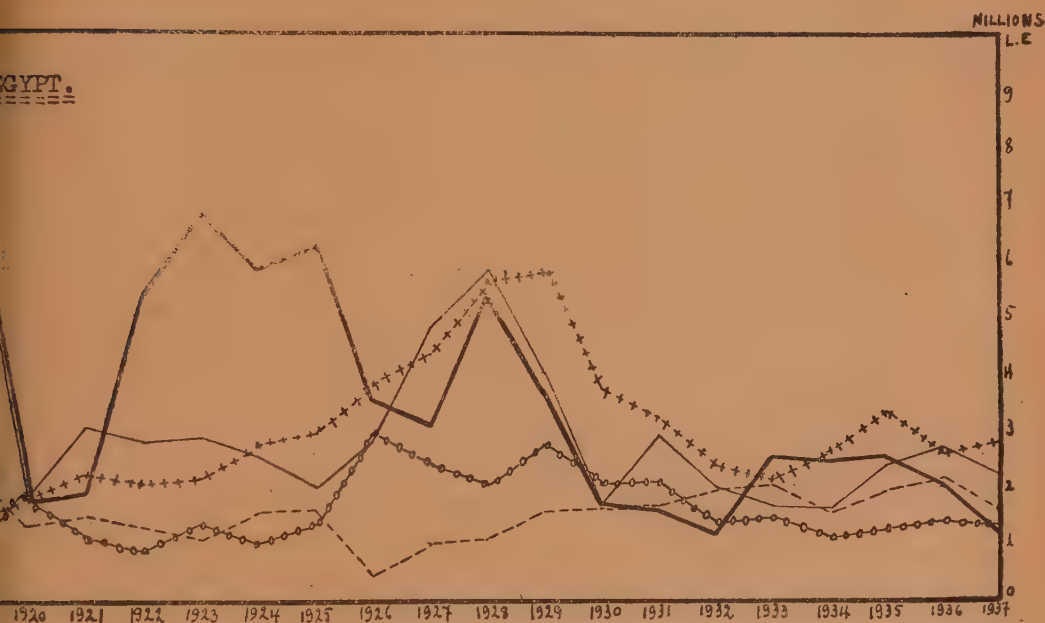
Dans son dernier discours aux actionnaires de la



Banque, le Gouverneur leur expliquait que « la raison pour laquelle jusqu'à présent il n'a pas été nécessaire de réduire le dividende proportionnellement à la diminution de nos affaires doit être attribuée au fait qu'une

1. Rapports pour 1921, 1922 et 1937. Le Rapport pour 1921, disait notamment : « Nous avons la satisfaction de savoir qu'aujourd'hui nos titres représentent dans nos livres une valeur qui est considérablement inférieure à leurs prix de marché actuels. »

partie importante des bénéfices réalisés durant la période de prospérité a servi à constituer de fortes réserves, soit sous forme de fonds figurant explicitement à notre bilan, soit en maintenant une marge prudente dans l'évaluation de notre actif. Ces réserves sont placées, et nous récoltons à présent les fruits de la pré-



National Bank of Egypte depuis 1900.

voyance et de la modération dont nos prédécesseurs ont fait preuve.

« Mais l'existence de fortes réserves à la Banque Nationale n'est pas seulement importante pour les actionnaires. Elle permet à la Banque, lorsque les intérêts du public l'exigent, de donner la première place à des considérations autres que celles du profit à réaliser. Et dans les périodes anormales, ici comme à l'étran-

ger, il est encore plus important que la situation de la Banque soit bien étayée, et ce, pour lui permettre de jouer son propre rôle qui est de soutenir la confiance et de veiller à ce que le commerce du pays ne souffre pas d'un retrait de capitaux étrangers, comme il en a été menacé en 1914<sup>1</sup>. »

2° *Dépôts des particuliers.* — A la différence des autres banques qui travaillaient dans le pays, la National Bank of Egypt a, dès le début de son existence, eu pour but d'attirer à elle les fonds des particuliers et ce, pour ne pas dépendre de l'étranger et pouvoir jouer le rôle auquel elle était destinée.

Jusqu'à la guerre, le mouvement d'augmentation des dépôts fut assez lent, puisqu'au 31 décembre 1913 ces derniers n'atteignaient que L. E. 3.500.000, c'est-à-dire moins que le capital et les réserves de la Banque. Nous avons longuement examiné les raisons de cet état de choses.

Avec le cours légal et forcé attaché aux billets de banque par le décret du 2 août 1914, les dépenses formidables des troupes cantonnées dans le pays, et les cours élevés atteints par le coton, les dépôts de la Banque augmentent d'une manière vertigineuse : 6 millions en 1915, 8 en 1916, 11 en 1917 et 19 en 1919 ! Après diverses hausses ou baisses, nous en sommes de nouveau, au 31 décembre 1937, au même chiffre qu'en 1919, soit 19 millions de livres environ.

Il va sans dire que c'est la National Bank qui vient en tête des banques locales pour le chiffre de ses dépôts : ce qui est une preuve tangible de la confiance qu'elle inspire, surtout quand on tient compte du fait qu'elle

1. Discours du Gouverneur de la National Bank of Egypt à la 38<sup>e</sup> Assemblée générale ordinaire des actionnaires : 10-3-38.

ne concurrence d'aucune manière les autres banques sur ce point ; en effet, alors que la plupart des autres banques allouent des taux rémunérateurs<sup>1</sup> aux dépôts qui leur sont confiés, la National Bank n'alloue des intérêts<sup>2</sup> que sur des sommes assez élevées (500 livres au minimum, en général), et encore le taux est-il très bas (1/2 %).

3° *Dépôts publics.* — Ils comprennent les dépôts des gouvernements égyptien et soudanais et des tribunaux mixtes. Au début, ces dépôts dépassaient en importance les dépôts privés. Voici, par exemple, les chiffres respectifs des dépôts privés et publics pour 1900, 1901, 1902.

|                              |               |                 |                 |
|------------------------------|---------------|-----------------|-----------------|
| Dépôts des particuliers. . . | L. E. 345 000 | L. E. 553 000   | L. E. 1.259.000 |
| Dépôts publics.              | L. E. 795.000 | L. E. 1.206 000 | L. E. 1.735.000 |

Et bien qu'actuellement, les dépôts privés soient plus forts que les dépôts publics, il arrive souvent que la situation soit renversée : En 1925, par exemple, les dépôts publics dépassaient les dépôts des particuliers de plus de 14 millions de livres !

En tête des dépôts publics se placent ceux du Gouvernement égyptien : celui-ci a, en effet, toujours témoigné sa confiance à la Banque ; c'est ainsi que dès 1905, par exemple, il laissait entre ses mains les fortes sommes retirées de la Caisse de la Dette Publique et celles qui, d'après les anciens accords, devaient être versées à cette même Caisse<sup>3</sup>.

1. La Banque Misr, par exemple, donne 3 1/2 % en compte courant, pour les fonds des mineurs.

2. Contrairement à la pratique des Banques de France et d'Angleterre, la National Bank s'est vue obligée d'allouer des intérêts aux déposants.

3. Rapport pour 1905.

Ces dépôts varient continuellement ; tantôt ils sont considérables, tantôt ils sont insignifiants ; le graphique suivant le montre clairement. C'est pourquoi, ces fonds ne peuvent être investis en opérations commerciales et la Banque est obligée de les garder toujours liquides sous forme de titres d'Etat facilement réalisables. Nous avons montré la corrélation qui existait entre ces deux chapitres du bilan : Portefeuille, Titre et Dépôts. La corrélation serait plus frappante encore si on ne tenait compte que des dépôts du Gouvernement égyptien.

Les dépôts du Gouvernement du Soudan et des Tribunaux Mixtes, en effet, ne varient pas énormément ; en tous cas, étant peu considérables (3 millions en tout, généralement), leurs variations ont peu d'effet sur l'allure générale du bilan de la Banque.

\*  
\* \*

Telle est, dans ses grandes lignes, l'activité de la National Bank of Egypt en tant que banque commerciale, et telle qu'elle se dégage de ses bilans et rapports du Conseil d'Administration.

Etudions maintenant la banque en tant qu'institut d'émission.

## *Section II. — DÉPARTEMENT DE L'ÉMISSION*

Nous n'avons pas à nous excuser d'étudier ici avec quelques détails, le mécanisme de l'émission en Egypte ; nous ne considérons pas que cette question sorte de notre sujet ; bien au contraire, elle explique bien des caractéristiques du système bancaire égyptien, si toutefois on peut parler de système ici !

A) MÉCANISME DE L'ÉMISSION. — C'est le décret du 25 juin 1898 qui, en autorisant la fondation de la National Bank of Egypt a du même coup, et sans grand bruit, créé le billet de banque, inconnu jusqu'alors en Egypte ; l'article 2 du dit décret stipule en effet :

« La National Bank of Egypt a le privilège <sup>1</sup> d'émettre des billets au porteur et à vue, aux conditions stipulées dans ces statuts. Le dit privilège ne sera accordé à aucun autre établissement pendant toute la durée de la société. »

Et voici comment les statuts règlent l'émission (art. 5) :

« Le montant des billets en circulation au porteur et à vue devra toujours être représenté :

« 1° Pour la moitié, au moins, en or ;

« 2° Pour l'autre moitié par des titres calculés à un taux ne dépassant pas le cours du jour, et au maximum au pair, appartenant en propre à la Banque, et dont le choix et la désignation sont réservées au Gouvernement seul, sans que l'exercice de ce droit puisse, en aucun cas et à aucun moment, faire encourir à ce dernier une responsabilité quelconque.

A défaut de tout ou partie de tels titres, l'encaisse en or de la caisse spéciale du service d'émission des billets de banque devra être élevée proportionnellement, de telle sorte que le montant des billets en circulation soit toujours représenté intégralement.

« La dite encaisse, tant or que titres, est déposée au

1. On a fait remarquer que la loi égyptienne, autorisant les traites payables à vue et au porteur, toute Société Etrangère ou même toute Société Egyptienne fondée sous une forme autre qu'une Société Anonyme, pouvait, théoriquement, émettre des billets à vue et au porteur, c'est-à-dire, en somme, des billets de banque. Le privilège de la National Bank consisterait donc, en réalité, uniquement en ceci : que le Gouvernement Egyptien, durant les 50 ans de vie de la Banque, n'autorisera aucune autre banque qui aurait pour but l'émission de banknotes.

siège de la Banque, dans une caisse spéciale, à deux clefs dissemblables dont l'une demeure entre les mains de la Banque et l'autre entre les mains des Commissaires du Gouvernement...

Les titres peuvent également, en partie ou en totalité, être déposés, avec l'autorisation du Ministère des Finances, auprès de la Banque d'Angleterre ou d'une banque à Londres dont le nom est agréé par le Ministre... »

Ainsi les billets de banque de la National Bank n'avaient que cours facultatif, et bien que le Gouvernement, par une circulaire du 8 avril 1899, donnait instructions à toutes les caisses publiques d'avoir à les recevoir sans aucune limitation, leur circulation resta très restreinte. De L. E. 73.000 en 1901, l'émission passait à L. E. 2.750.000 en 1907, et, en 1914, à la veille de la veille de la guerre, on en était toujours au même chiffre de L. E. 2.700.000 !

L'or continuait donc à jouer le principal rôle dans les transactions, tant internes qu'internationales. On sait comment cela se passait. Dépourvue de monnaie nationale, l'Égypte était obligée de se servir des monnaies étrangères, auxquelles le cours légal était attribué et un tarif fixé par rapport à la monnaie égyptienne. C'est la livre sterling, la moins défavorisée par le tarif, qui circulait le plus<sup>1</sup>. Au moment de la récolte, l'or était im-

1. Voici un tableau qui montre la perte subie par chaque monnaie d'après le tarif de 1885 :

| MONNAIE           | POIDS OR |       | VALEUR      |           |       |
|-------------------|----------|-------|-------------|-----------|-------|
|                   | (GR.)    | TITRE | INTRINSÈQUE | TARIF     | PERTE |
| Livre Égyptienne. | 8 5      | 0.875 | P. T. 100   | P. T. 100 | —     |
| — Sterling . .    | 7.9873   | 0.916 | — 98.444    | — 97 1/2  | 0.959 |
| — Turque. . .     | 7.2165   | 0.916 | — 88 942    | — 87 75   | 1.340 |
| Napoléon. . . .   | 6.4516   | 0.900 | — 78.069    | — 77.15   | 1.177 |

(I. Ancona, *Le Régime monétaire égyptien*. Thèse, Paris, 1930.)  
D'après Arminjon, *op. cit.*

porté en Egypte, et il en sortait lentement, pendant le reste de l'année, pour payer les importations du pays.

C'est ainsi que pour l'année 1913-1914, L. S. 10.600.000 entrèrent dans le pays et L. S. 8.000.000 en sortirent.

C'est la Grande Guerre qui, en modifiant profondément le régime de l'émission, donna à celle-ci un essor formidable.

Le lendemain de la déclaration de la Guerre, le 2 août 1914<sup>1</sup>, le Gouvernement égyptien, devant le retrait précipité des dépôts en banque et la conversion des billets en or, se vit obligé de promulguer le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les billets (banknotes) de la National Bank of Egypt ont la même valeur effective que les espèces d'or ayant cours légal en Egypte. En conséquence, et jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, tous paiements effectués au moyen des dits billets, pour quelque cause et valeur que ce soit, seront effectifs et libératoires au même titre que s'ils étaient faits en or, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires, existantes ou à intervenir entre les intéressés.

ART. 2. — La National Bank of Egypt est autorisée provisoirement et jusqu'à nouvel ordre, à différer le remboursement des billets qui lui seront présentés à cet effet.

Ainsi, les billets de la National Bank acquerraient, du même coup, *cours légal* et *cours forcé*, et jusqu'aujourd'hui l'Egypte n'a pas connu le cours légal pur et simple. Mais remarquons que rien n'était changé quant au

1. A la suite des nombreux procès pour le paiement en or des coupons des nombreuses sociétés l'ayant stipulé, le Gouvernement Egyptien promulgua un autre décret en 1935, soit disant *interprétatif* de celui de 1914, et qui déclarait, contrairement, à la jurisprudence française, la nullité de la clause or dans les contrats internationaux.

régime de l'émission ; celle-ci devait continuer à être couverte, pour moitié par de l'or, et pour l'autre moitié par des titres. Seulement, comme la circulation prenait un rythme accéléré, la Banque fut autorisée à déposer l'or nécessaire à la couverture des billets, auprès de la Banque d'Angleterre.

De L. E. 2.700.000 en 1913, l'émission passait à L. E. 8.250.000 en 1914 et L. E. 11.550.000 en 1915. Ce n'était pas de l'inflation, car cette émission ne servait qu'à financer la récolte du coton, entièrement vendue à l'étranger. « Pour plus de sûreté encore, le Gouvernement chargea la National Bank de s'assurer dans la mesure du possible, que les banknotes qu'elle délivrait étaient bien employées à des opérations cotonnières et surtout il obtint que la trésorerie britannique garantit, sur le marché de Londres, un emprunt égyptien pouvant s'élever, s'il était nécessaire, jusqu'à 5 millions de livres.

Il avait de la sorte une large marge de crédit extérieur, qui lui eût permis, si le change était devenu défavorable, de vendre des remises sur l'Etranger, en ayant soin de retirer de la circulation une quantité de banknotes de même valeur et d'annuler les Bons du Trésor égyptien correspondants.

Ces précautions, si bien coordonnées, furent, au demeurant, inutiles. Le change sur l'Egypte ne se détériora pas et il ne fut pas nécessaire de recourir à l'aide du trésor britannique<sup>1</sup>. »

Cependant, en 1916, la situation changea. Dans l'été de cette année, le Gouvernement britannique informa la National Bank qu'il ne pouvait plus continuer à lui fournir l'or nécessaire à la couverture de ses billets. Ce

1. G. Blanchard, *Retour de l'Egypte à l'étalon d'or*. (« Egypte Contemporaine », n° 122, mai 1930).

qui amena le Gouvernement égyptien à prendre un arrêté, daté le 30 octobre 1916, dont les conséquences furent profondes puisqu'il ne faisait rien moins que de transformer, *en fait*, sinon en droit, le régime monétaire égyptien du *Gold Exchange Standard* au *Sterling Exchange Standard*. Cet arrêt disait en effet :

« Il est porté à la connaissance du public qu'en vue d'une part, de l'augmentation considérable que les besoins de la récolte cotonnière continuent à produire dans la demande des banknotes et étant donné, d'autre part, l'opportunité de ne pas accumuler une réserve d'or au-delà des limites imposées par la prudence dans les circonstances actuelles, il a été décidé de relâcher *provisoirement dans une certaine mesure* l'obligation pour la National Bank of Egypt de maintenir une encaisse or au moins égale à la moitié de l'émission.

La National Bank a été autorisée à remplacer la partie de la réserve en or qui aurait été nécessaire pour porter cette réserve à la moitié du montant de l'émission en conformité de ses statuts, par des Bons du Trésor anglais à court terme <sup>1</sup>. »

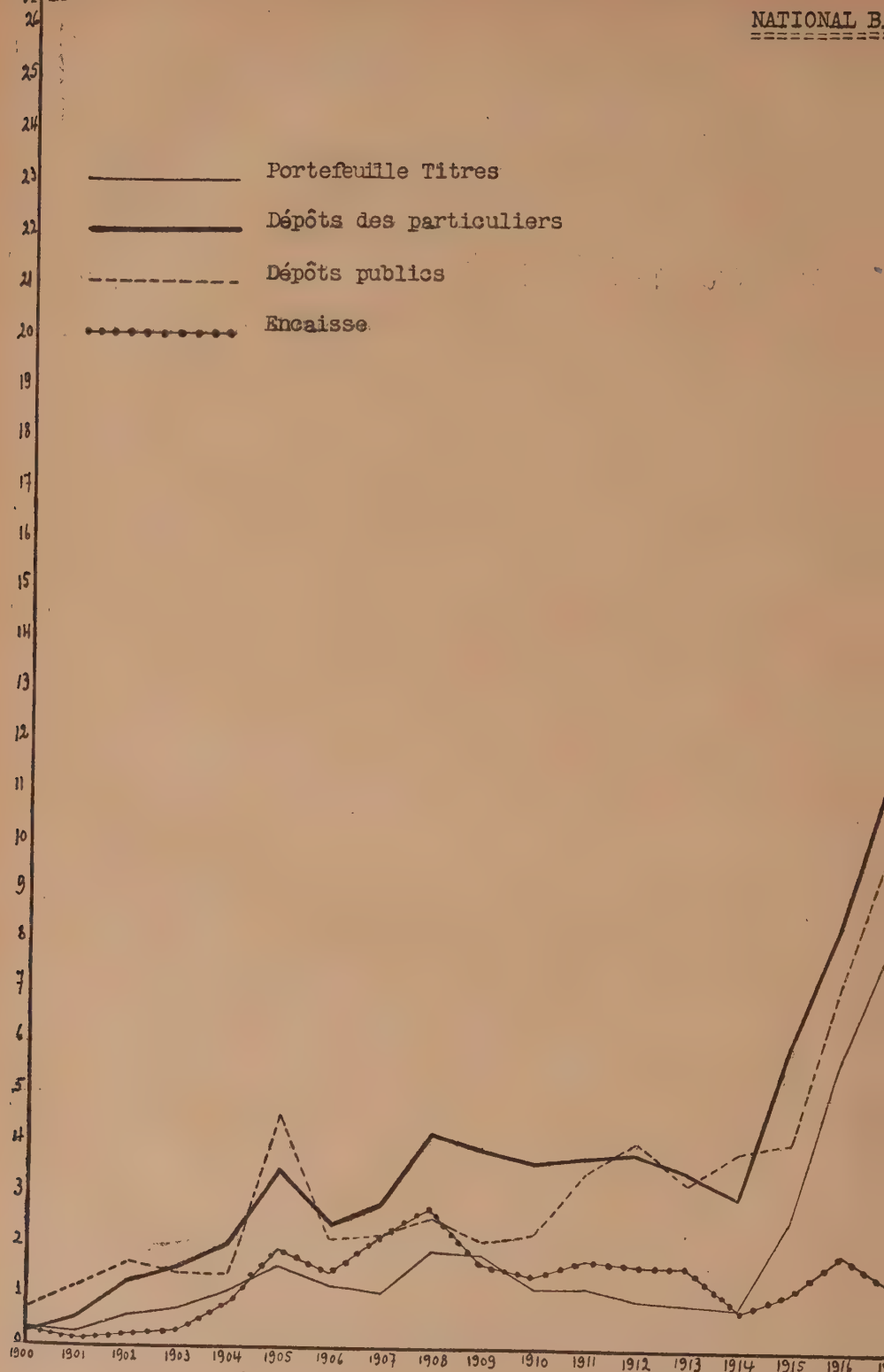
La livre égyptienne était ainsi désormais liée au sort de la livre sterling, puisque sa couverture était en sterlings ; et cette situation, essentiellement provisoire, dure encore aujourd'hui !

Tel est en bref, le système fiduciaire égyptien, si original et si souple ; comme l'ont montré les développements précédents, il s'est créé et développé par la force des événements successifs plutôt que comme le résultat d'une politique délibérée ; et il a, jusqu'aujourd'hui, donné entière satisfaction. Il faut dire que le mérite en revient : d'abord au Gouvernement égyptien qui ne s'est

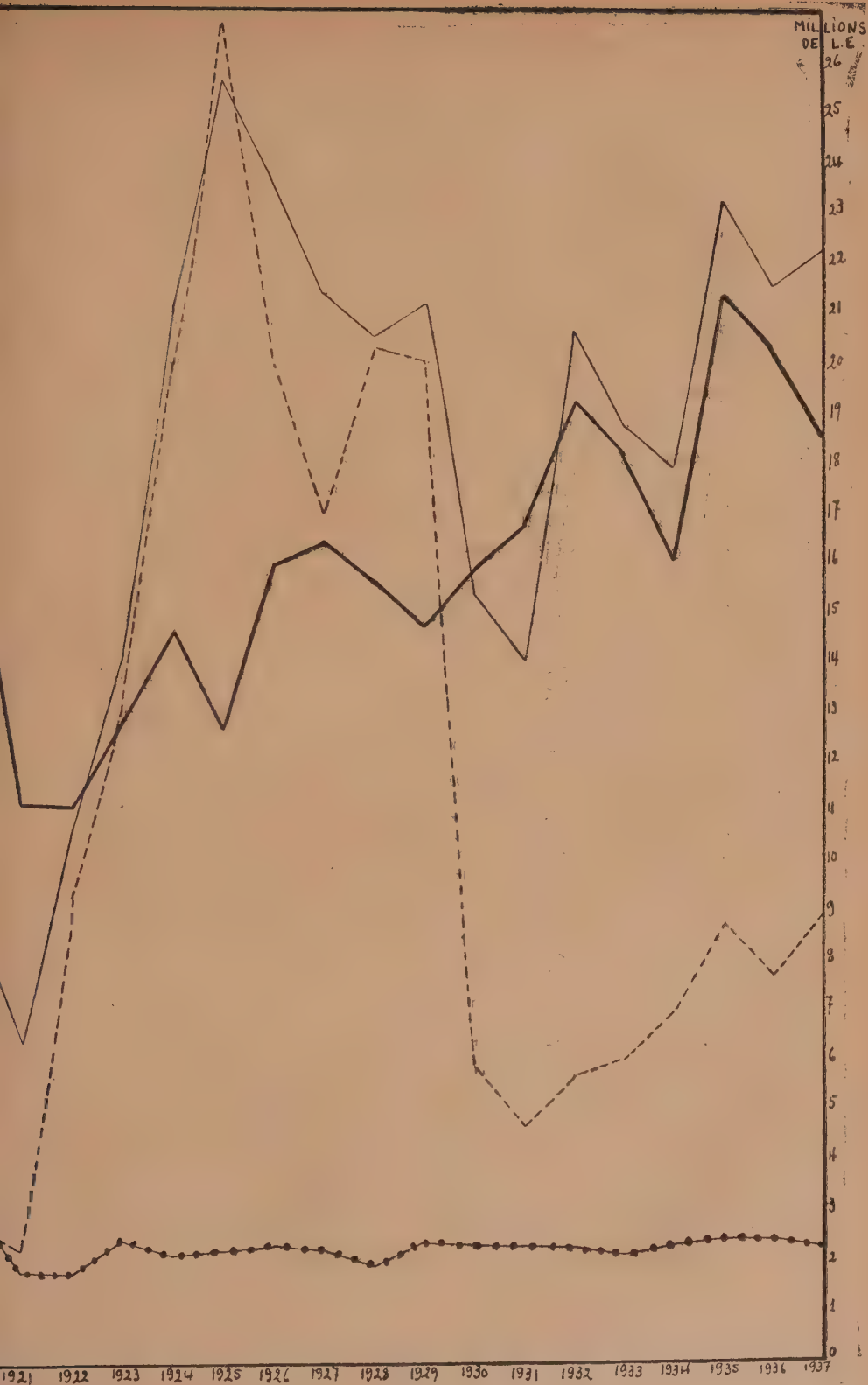
1. On remarquera qu'il n'est fait aucune allusion aux raisons réelles qui ont amené le Gouvernement à prendre cette décision.

MILLIONS  
DE L.E.

NATIONAL B.  
=====



Variations des principaux po



Bank of Egypt depuis 1900.

jamais servi de l'émission pour se procurer des ressources, et ensuite à la National Bank qui a toujours observé strictement les règles légales et qui, par la bonne gestion du Département de Banque a donné pleine confiance aux porteurs des billets.

B) APPRÉCIATION DU RÉGIME. — On a critiqué, et âprement, le système monétaire égyptien. On a dit que, liant la monnaie égyptienne à la monnaie anglaise, il lui en faisait subir toutes les variations et ce, même si les finances égyptiennes étaient en excellent état. On a dit aussi que la subordination de la monnaie égyptienne, mettait l'Égypte sous la dépendance politique de l'Angleterre... On a dit encore que la couverture-titres des billets de banque égyptiens pouvait être, un jour, annulée ! Témoin cette affirmation, pour le moins ahurissante, de M. Malache<sup>1</sup> :

« Supposons que le lendemain nous aurions (*sic*) de mauvaises relations avec les Anglais, ils annuleraient probablement les titres qui font la garantie des bank-notes égyptiens. » Simplement !

Que les reproches faits au système égyptien soient fondés ou non, cela n'a pas d'importance. Il y a un fait de certain, c'est que l'opinion<sup>2</sup> lui est hostile ; Sir Edward Cook lui-même, gouverneur de la National Bank, l'a dit : « Le sentiment national, pour autant qu'il s'est occupé de la question, ne s'est jamais réconcilié avec l'idée de voir le système monétaire solidement lié à celui d'un pays étranger, même si ce pays est un de ceux auxquels nous attachent d'étroites relations financières et politiques<sup>3</sup>. »

1. Malache, *op. cit.*, p. 108.

2. Du cercle restreint des Egyptiens instruits bien entendu ! La majorité de la population, encore ignorante, n'a cure de savoir sous quel régime monétaire on est.

3. Cité (en anglais) par Mohamed Ali Rifaat. *Op. cit.*

Aussi le Gouvernement égyptien s'est-il beaucoup préoccupé de la question, et en 1925, au moment où la livre sterling était revenue au pair, il demanda au Conseil Economique d'Egypte de rédiger un rapport sur les réformes susceptibles d'être apportées au régime monétaire.

Le rapport, paru le 30 mars 1926 (et approuvé en juillet 1926 par la Chambre et le Sénat) conclut au maintien du *statu quo*, sauf à augmenter de 5 millions la réserve or des billets.

Les raisons mises en avant par le Conseil pour justifier la solution proposée, sont celles qu'on invoque toutes les fois qu'on veut montrer les avantages du système actuel. Contentons-nous de les résumer.

1° D'abord, et bien qu'ayant été dévaluée, la livre sterling est une monnaie saine, universellement connue et partout reçue avec empressement ; liée à elle, la livre égyptienne en profite grandement <sup>1</sup>.

2° Le change entre l'Egypte et l'Angleterre est toujours au pair, par la faculté accordée par la National Bank à toutes les autres banques en Egypte, d'effectuer, par l'entremise du département d'émission, des transferts télégraphiques de £ 100.000, au moins, dans un sens ou dans l'autre, au pair.

Cette stabilité du change est très favorable au pays puisque l'Angleterre est sa meilleure cliente. Il est à croire que si la livre égyptienne était indépendante, elle aurait varié sur le marché des changes d'après l'état économique, politique et financier du pays, et cela n'au-

1. Le Conseil ajoutait, il est vrai, qu'il se refusait « à penser qu'une grande nation qui, seule de tous les Etats belligérants en Europe, a ramené sa devise au pair après la guerre au prix d'un effort volontairement consenti par tous les partis politiques, ne présente pas, au point de vue de la stabilité de cette devise le maximum de sécurité ». Les faits se sont chargés de démentir l'espoir du Conseil.

rait certainement pas été un atout en faveur de l'augmentation (ou simplement du maintien) des exportations vers l'Angleterre.

3° Nous avons dit combien la circulation variait d'une saison à l'autre, et d'une année à l'autre, comme conséquences de la structure économique du pays.

Normalement, entre août et novembre, l'émission augmente d'une manière assez sensible, pour diminuer lentement durant les mois suivants. D'autre part, d'une année à l'autre, l'émission varie également, et d'une manière parfois considérable ; au 31 décembre 1918 par exemple, elle était à L. Eg. 46 millions, pour s'élever jusqu'à 67 millions en 1919 et retomber à L. Eg. 40 millions en 1920 !

Et ces écarts brusques n'affectent pas le pays. Pourquoi ?

Parce que la couverture des billets consiste essentiellement en Bons du Trésor britannique et que ceux-ci ont un marché très large.

On imagine les répercussions pour l'Égypte si la couverture de ses billets était composée de titres de la Dette égyptienne ! Ceux-ci formant un capital de L. S. 100 millions à peine, et étant de plus, perpétuels, toute opération, de quelque envergure sur le marché égyptien aurait eu pour résultat de produire des écarts de cours qui auraient été désastreux pour la Banque. Et s'il fallait acheter ou vendre pour une vingtaine de millions de livres de titres pour les besoins de la circulation, — comme cela s'est produit entre 1918 et 1920, — on se demande où on aurait trouvé les vendeurs ou acheteurs d'une pareille quantité de titres de la Dette publique égyptienne ! Et même si c'était possible, à quels cours l'opération s'effectuerait !

4° Ce régime permet à l'Égypte de se passer de monnaie nationale en or ; il lui économise en tous cas les

frais de transport de l'or qu'auraient nécessité les variations dans le volume de la circulation.

5° Enfin, ce régime est profitable au Gouvernement.

D'après le dernier accord, entre la National Bank et le Gouvernement, passé le 21 novembre 1927, « la plus grosse partie des bénéfices provenant de l'émission va à l'Etat <sup>1</sup> ». Voici en effet comment se répartissent ces bénéfices <sup>2</sup> :

Sur la première tranche de L. Eg. 1 million et demi qui forme la couverture de la première tranche de 3 millions de billets émis, la totalité des intérêts revient à la Banque.

Les intérêts provenant du restant des titres sont partagés :

a) A raison de 89 1/2 % pour le Gouvernement et 10 1/2 % pour la Banque, si ces intérêts ne dépassent pas 1 million de livres ;

b) A raison de 91 1/2 % pour le Gouvernement et 8 1/2 % pour la Banque, si ces intérêts dépassent 1 million de livres, et seulement pour le surplus.

Du chef de cet arrangement, l'Etat retire 1 million de livres environs annuellement <sup>3</sup>, et le pays entier en profite puisque, si ces revenus n'existaient pas, il est à croire que des impôts nouveaux auraient été promulgués, pour compléter les ressources de l'Etat.

\*

\* \*

Telle est, en quelques mots, la position de la question.

1. Rapport pour 1933.

2. Ahmed Abdel Wahab Pasha : « Fair play for the Fellah. » Rifaat. *Op. cit.*

3. H.-S. Joh, *op. cit.*

Convienndrait-il de détacher la livre égyptienne de la livre sterling ? Les Egyptiens répondent en chœur : *oui !* Et c'est pour répondre à ce désir que le Gouvernement égyptien chargea, en 1935, les deux experts mondialement connus, Sir Otto Niemeyer et M. Paul Van Zeeland, d'étudier le régime monétaire égyptien et de préconiser les réformes susceptibles d'y être apportées.

Le rapport, malheureusement, n'a pas été publié, mais le Premier Ministre déclarait peu de temps après à la Chambre, qu'en prévision du retour à l'or, il avait pris les mesures nécessaires pour l'augmentation de la réserve or<sup>1</sup>.

Un jour ou l'autre, la question reviendra sur le tapis et il faudra bien se décider, d'une manière définitive, à donner au système égyptien des bases permanentes. Il y a peu de chances qu'on revienne purement et simplement au régime d'avant-guerre ; ce serait un recul dans le progrès économique trop marqué. Aussi est-il presque certain que le cour légal sera attaché aux billets de banque.

Quant à savoir si la proportion 50 % or et 50 % titres sera conservée et si on reviendra à l'étalon or pur et simple, ce sont des questions trop délicates pour être résolues ici. Il est difficile de savoir à quel point les Egyp-

1. D'après Rifaat. *Op. cit.* L'encaisse or de la National Bank, n'a, en fait, pas subi de changement depuis 1932. Elle s'élève toujours à L. E. 6.241.000 (soit 27,5 % de l'émission au 31 décembre 1937). Mais il est possible que l'or figure à sa valeur légale c'est-à-dire, à raison de P. 97,5 pour L. I. « L'encaisse or est évaluée à sa valeur nominale d'avant la chute du change, et non pas à sa valeur réelle : la couverture est ainsi virtuellement supérieure à 100 %. (Le Financement de la Récolte du Coton Egyptien, dans *La Réforme*, janv.-fév. 1938).

Remarquons toutefois que depuis l'arrangement du 21 novembre 1927, le Ministre des Finances a le droit d'exiger à tout moment de la National Bank l'importation de telle quantité d'or qu'il jugera nécessaire, pour être déposée en couverture des billets émis. (*Annuaire Statistique de l'Egypte pour 1929-1930*).

tiens se sont habitués au papier, et si le retour à l'or ne les amènerait pas à convertir leurs billets pour la thésau-risation.

D'autre part, enfin, la question de savoir si le « Bullion Standard » serait praticable en Egypte est controversée.

Nous pensons, avec M. Blanchard, qu'un pareil système ne serait pas compris par la majorité de la population qui croirait continuer à être régie par le décret du 2 août 1914.

C) NATIONAL BANK ET BANQUE CENTRALE. — Au début de ce siècle, le taux d'intérêt rémunérateur qui prévalait sur le marché égyptien, poussait certaines banques à emprunter de grosses sommes à court terme pour les placer en Egypte, en avances. Aussi le besoin d'une banque qui pût contrôler les autres, était-il senti par les milieux intéressés, et, dès 1904, des négociations furent entamées par le Gouvernement égyptien avec la National Bank of Egypt en vue de sa transformation en banque d'Etat. Le Rapport de la Banque pour 1906 disait en effet aux actionnaires :

« Nos relations avec le Gouvernement égyptien pendant l'année dernière ont continué à être excellentes et nous espérons vous soumettre bientôt certaines modifications à apporter à nos statuts de façon à nous constituer en banque d'Etat du Gouvernement égyptien. »

Le Gouvernement désirait que la Banque « limitât » ses opérations bancaires, à l'instar des banques similaires qui, à l'étranger, remplissaient les fonctions de banques d'Etat ; pour montrer sa bonne volonté, la banque accepta de « limiter », pour une année, ses opérations <sup>1</sup>. En quoi consistait cette limitation, nul nous le

1. Report by His Majesty Agent & Consul General on the Finances, Administration & Condition of Egypt and the Sudan in 1905. p. 32.

dit ; mais l'examen des bilans de 1905 et 1906, nous révèle certaines modifications importantes<sup>1</sup>. C'est ainsi que les placements à courte échéance (à Londres) passent de L. Eg. 3.519.000 en 1905 à L. Eg. 651.000 en 1906 et que le portefeuille d'effets sur l'étranger tombe de L. Eg. 1.825.000 en 1905 à L. Eg. 741.000 en 1906. Par contre, les effets sur l'Égypte passent de L. Eg. 555.000 à L. Eg. 669.000 et les avances locales de L. Eg. 2.823.000 à L. Eg. 4.596.000.

Les négociations, apparemment, ne réussirent pas, et il fut reconnu, de part et d'autre, que les conditions commerciales de l'Égypte ne permettaient pas à la National Bank de jouer le rôle de banque d'État<sup>2</sup>. Le rapport de la Banque pour 1907 expliquait que « ces négociations entraînaient une diminution de notre sphère d'action et, partant, comportaient des modifications assez importantes dans nos statuts. Nous sommes heureux de pouvoir vous déclarer qu'après un examen approfondi de la question, nous avons pu arriver à une entente aussi satisfaisante au point de vue de nos rapports avec le Gouvernement, tout en conservant une plus grande liberté pour le développement de nos affaires. »

Cette question de transformer la National Bank of Egypt en Banque Centrale, a depuis, été soulevée à plus d'une reprise. Récemment encore le Gouvernement demandait à l'expert Sir Otto Niemeyer son avis sur l'opportunité d'une pareille transformation. Cet avis ne fut pas publié, mais on sait qu'il concluait à l'impossibilité de réaliser, actuellement, un pareil projet<sup>3</sup>.

1. Nous *supposons* évidemment que ces changements sont dûs à l'expérience mentionnée au texte, plutôt, par exemple, qu'à la diminution des dépôts du Gouvernement.

2. Report by His Majesty Agent, etc... *Op. cit.*, p. 33.

3. D'après les informations publiées en leur temps par la presse locale.

On se demande alors, tout naturellement : pourquoi la National Bank n'arrive-t-elle pas — à l'instar de la Banque de France ou de la Banque d'Angleterre — à contrôler les banques locales ? Pourtant, nous avons vu que, comme elle, la Banque de France et la Banque d'Angleterre sont des institutions privées et que leurs organisations sont presque identiques. Oui, mais les conditions économiques et financières des pays dans lesquels elles exercent leurs fonctions sont autrement plus évoluées qu'en Egypte.

En France ou en Angleterre, dit M. le Docteur Bourkser dans une très intéressante conférence faite il y a quelques années sur « l'Egypte et une Banque Centrale d'escompte » <sup>1</sup>, l'importance considérable du commerce et surtout de l'industrie, la propagation des opérations de crédit et surtout l'usage de plus en plus fréquent de la traite, la couverture d'une partie de l'émission par des effets de commerce et enfin les habitudes d'ordre et d'exactitude — dans les engagements — sont autant de facteurs qui permettent à la Banque de France ou à la Banque d'Angleterre de faire fonctions de banques centrales.

Or, en Egypte, tous ces facteurs font défaut. Nous avons examiné en détail, dans le chapitre consacré à l'escompte, les raisons de la faiblesse de cette opération et nous nous contentons d'y renvoyer le lecteur. Rappelons simplement notre observation finale à ce sujet, à savoir que la faiblesse de l'escompte en Egypte est, en même temps, *cause et effet* de l'absence d'une banque centrale nationale, et qu'en outre elle ne constitue en fait, qu'un obstacle plutôt théorique. En effet, la plupart des banques travaillant dans le pays, étant soit

1. D. Bourkser : *L'Egypte et une Banque Centrale d'Escompte* (« Egypte Contemporaine », t. XVI, p. 456 à 467, 1925.)

des succursales soit des filiales de puissants établissements de crédit étrangers, elles n'auraient probablement pas eu recours à l'Etablissement Central pour le rées-compte de leurs portefeuilles. On sait que telle est la pratique des grands établissements de crédit français et anglais.

Le véritable obstacle à l'établissement d'une banque centrale en Egypte est justement cette multitude de banques étrangères. Dans tous les pays du monde il existe des succursales des banques étrangères, mais leur importance est minime comparée à celle des banques nationales.

En Egypte, la situation est renversée : comme banques véritablement nationales il n'y en a que deux. Toutes les autres sont, comme nous l'avons dit à plus d'une reprise, soit des succursales de banques étrangères, soit des banques égyptiennes en droit, mais étrangères en fait, n'étant que des filiales de banques étrangères. Et chacune de ces banques a sa politique propre et ne dépend, pour le contrôle, que de son siège ou de sa maison-mère. Ces derniers ont-ils beaucoup de disponibilités ? On verra l'agence locale distribuer le crédit à profusion. Le siège, au contraire, demande-t-il la rentrée des fonds par suite d'une crise spéciale à son pays ? On verra l'agence locale couper tous nouveaux crédits et exiger le remboursement à l'échéance des anciens (même si elle avait fait entendre aux clients que les crédits seront renouvelés).

Et tout concourt pour faciliter les choses. C'est ainsi que depuis le fameux arrêté d'octobre 1916 (qui a autorisé la National Bank, sous la garantie expresse du Gouvernement, à remplacer une partie de l'or par des Bons du Trésor britannique), la National Bank, par l'entremise de son service d'émission, effectue, *au pair*, des transferts télégraphiques du Caire à Londres ou vice-

versa, pour toutes les banques en Egypte, pourvu que le montant soit de L. S. 100.000 au moins. Cette décision avait été prise pour que la National Bank ne fût pas privilégiée ; mais le résultat est néfaste pour le pays. En effet, les banques n'ont aucun intérêt à garder leurs fonds durant la morte-saison : un simple transfert télégraphique à Londres, qui ne leur coûtera que les frais de dépêche, et elles pourront employer là leurs possibilités. Si une perte devait être subie par elles du chef d'une différence entre le cours d'achat et le cours de vente de la sterling, elles auraient certainement préféré conserver leurs fonds en Egypte, c'est-à-dire normalement à la National Bank. Et celle-ci aurait pu ainsi exercer un certain contrôle sur elles. Faisant allusion à cet état de choses, le Gouverneur de la National Bank disait que « dans tous les pays où il existe un exchange standard », on admet une légère différence entre le taux d'achat et de vente de la Banque d'Emission... »

Il serait peut-être souhaitable, comme première étape vers la transformation de la Banque Nationale en véritable Banque Centrale, que cette faveur accordée aux autres banques depuis 1916 soit enfin supprimée.

### *Section III. — CONCLUSION SUR LA NATIONAL BANK*

Comme bien l'on pense, la National Bank n'a pas vu sa politique approuvée par tout le monde. Des critiques à son sujet sont d'ailleurs des plus contradictoires. Pour les uns, elle est comme toutes les autres banques et fait toutes sortes d'opérations, sans limitation<sup>1</sup>. Pour les autres au contraire, elle est trop prudente et « se tient un peu trop en dehors » du monde des affaires<sup>2</sup>. D'au-

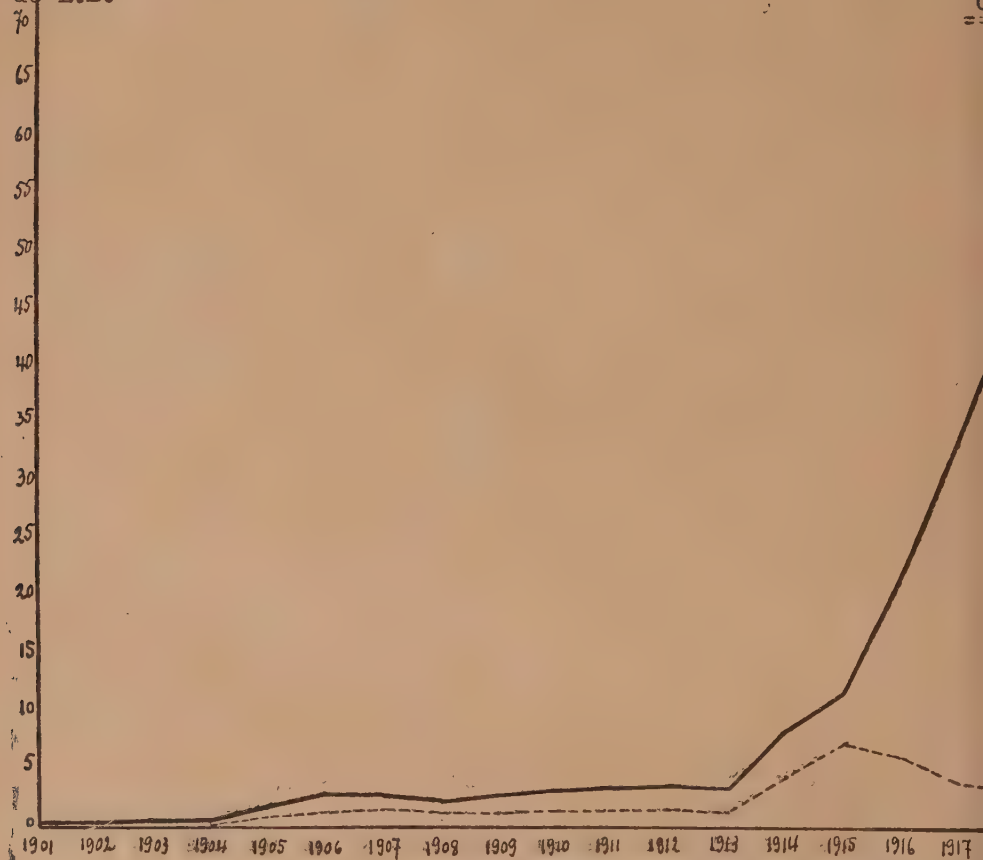
1. J. Misrahi. *La Banque Nationale d'Egypte*. Thèse 1919.

2. Dr. J. G. Levi. *Op. cit.*

cuns enfin considèrent qu'elle est une banque anglaise<sup>1</sup>,  
et plus précisément une banque coloniale anglaise.

Nous ne pensons pas que ces critiques soient méritées.

Millions  
de L.E.



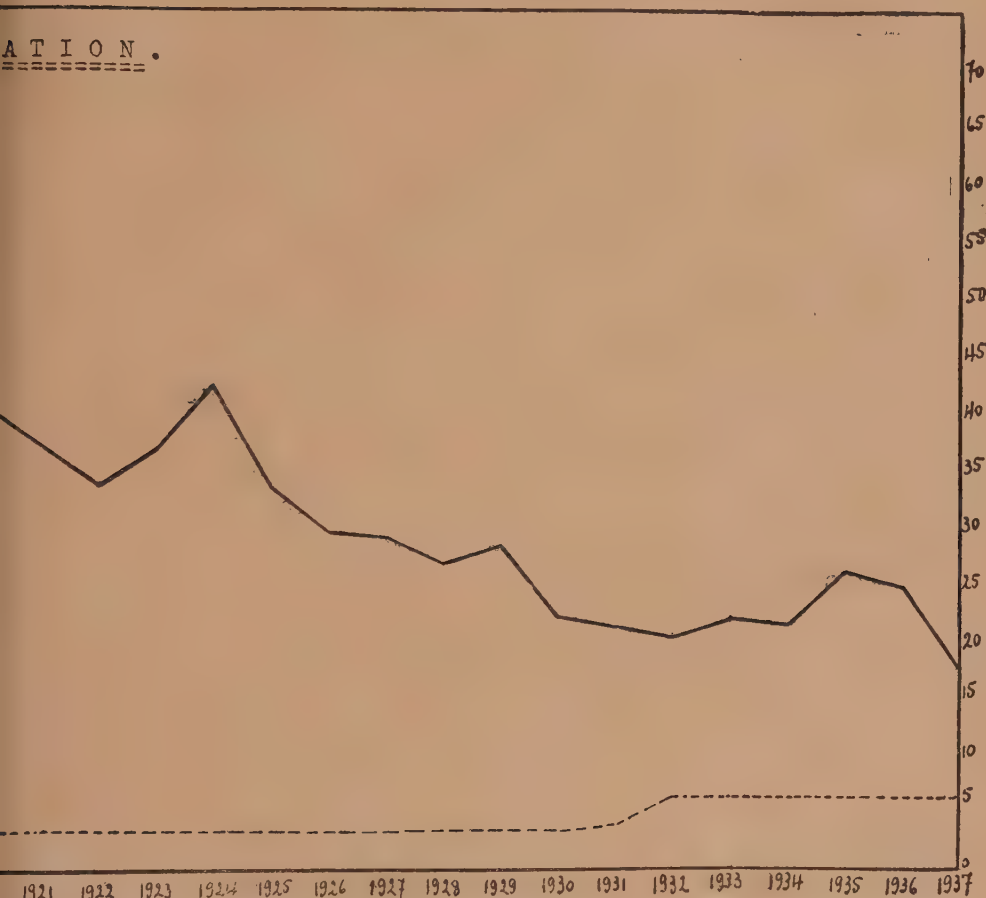
Variations de la circulation des billets émis par la Na

— billets émis au 31 décembre.

- - - - - couverture or au 31 décembre.

1. Une campagne avait été lancée contre la Banque en 1920-21 : mais elle ne produisit que peu d'effet, une partie importante de la clientèle de la Banque étant égyptienne et lui accordant toute sa confiance.

La National Bank of Egypt est une banque égyptienne, non seulement en droit mais aussi en fait. La majorité de ses actions se trouve en Egypte et, en tous cas, elle



Egypt par rapport à la couverture or de 1900 à 1937.

tire toutes ses ressources du pays et ne dépend d'aucune manière de l'étranger, pour ses opérations de banque.

Quant à être comme toutes les autres banques, nous

avons vu que ce n'était pas exact : ses statuts prévoient des limitations que les autres établissements ne prévoient pas. Enfin, nous avons vu qu'elle ne se tient nullement en dehors du monde des affaires et que toutes les fois qu'une crise éclatait, on pouvait compter sur elle.

En réalité, si la National Bank n'est pas une banque centrale, il ne faut pas non plus croire qu'elle ne soit qu'une simple concurrente des autres banques locales.

En effet, d'abord elle fait des opérations que seules les banques centrales font, généralement du moins, savoir : elle est l'Institut d'Emission du pays et la Banque du Gouvernement.

Ensuite, et à plus d'une reprise, elle a montré que la question des bénéfices ne primait pas et que, quand l'intérêt public l'exigeait elle savait sacrifier ses intérêts immédiats. On l'a vu en 1907 et 1914 notamment.

Ainsi donc, première institution financière du pays, la National Bank, dirigée par les personnalités les plus qualifiées, tend de plus en plus à devenir une véritable banque d'Etat.

#### ÉMISSION DE BILLETS DE BANQUE<sup>1</sup>

*Milliers de Livres Égyptiennes.*

| DU 1 <sup>er</sup> SEPTEMBRE<br>AU 31 AOÛT | MAXIMUM | MINIMUM | MOYENNE<br>DE L'ANNÉE |
|--------------------------------------------|---------|---------|-----------------------|
| 1927-28 . . . . .                          | 33.600  | 22.300  | 27.817                |
| 1928-29 . . . . .                          | 33.900  | 22.000  | 28.169                |
| 1929-30 . . . . .                          | 30.200  | 20.500  | 25.900                |
| 1930-31 . . . . .                          | 24.900  | 18.100  | 20.814                |
| 1931-32 . . . . .                          | 21.100  | 17.500  | 19.667                |
| 1932-33 . . . . .                          | 20.600  | 17.400  | 18.929                |
| 1933-34 . . . . .                          | 22.700  | 17.700  | 20.088                |
| 1934-35 . . . . .                          | 22.500  | 17.100  | 19.863                |
| 1935-36 . . . . .                          | 25.800  | 19.000  | 22.272                |
| 1936-37 . . . . .                          | 25.500  | 19.300  | 22.361                |

1. National Bank of Egypt, Rapport pour 1937.

## CHAPITRE III

### LA BANQUE MISR

Le 8 mars 1920, un groupe d'Egyptiens, convaincu de la nécessité d'une banque égyptienne qui pût, « par une action méthodique et vigoureuse sur le plan économique », aider au relèvement national, formait une association pour fonder la « *Banque Misr* »<sup>1</sup>. Moins d'un mois après, soit le 3 avril 1920, un décret signé par le Sultan Fouad<sup>2</sup> autorisait la fondation de la dite banque sous forme de société anonyme égyptienne.

Créée au capital de L. Eg. 80.000, dès le 7 mai 1920, une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires autorisait le Conseil d'Administration à porter le capital à L. Eg. 2 millions, en une ou plusieurs tranches à sa convenance. Sans plus tarder, le Conseil décida, le 15 mai 1920, l'émission par souscription publique de 105.000 actions, afin de porter le capital à L. Eg. 500.000. Cette décision, venant à un moment où la banque Misr commençait à peine de travailler, était hâtive, et au surplus, inopportune, une crise aiguë, causée par la baisse du coton s'étant abattue sur le pays<sup>3</sup>. Aussi, la souscription fût-elle un échec, puisque, prorogée d'abord jusqu'au 31 décembre 1921, puis d'année en année, elle ne fut couverte que le 26 janvier 1925, soit quatre ans après la date initiale fixée pour la clôture de la souscription.

1. « Misr » en arabe, signifie Egypte.

2. Par la suite, Roi Fouad I<sup>er</sup>.

3. Rappelons aussi que les Egyptiens n'ont pas beaucoup de penchant pour la richesse sous forme de valeurs mobilières. D'autre part, les Egyptiens pieux ne peuvent encaisser les dividendes des actions.

Deux autres émissions, au-dessus du pair celles-là, faites en 1925 et 1927, permirent de porter le capital à L. Eg. 1 million de livres et d'affecter à la Réserve L. Eg. 222.500, provenant des primes. Depuis 1927, aucune émission nouvelle n'a eu lieu, et le capital de la Banque figure donc toujours pour L. Eg. 1 million.

Les actionnaires de la Banque Misr doivent être de nationalité égyptienne<sup>1</sup>. Et, pour que cette condition ne devint pas lettre morte, l'article 6 des Statuts édicte que les actions sont nominatives, et l'article 8 prend toutes sortes de précautions pour le cas de cession. Le but de ces clauses est facile à comprendre : on a voulu éviter l'immixtion des étrangers dans la direction de la Banque. Mais, pour arriver à ce résultat, point n'était besoin de toutes ces précautions. Il aurait suffi de stipuler dans les Statuts que seuls les Egyptiens pourraient siéger au Conseil d'Administration. Cela aurait permis la libre circulation des actions et aurait évité les ennuis occasionnés par les formalités qu'édicte l'article 8 des Statuts. Mais, probablement, les fondateurs de la Banque voulaient, dans une création en quelque sorte symbolique, montrer que les Egyptiens pouvaient, sans le concours des étrangers, constituer des sociétés viables.

La création de la Banque Misr a été, en 1920, accueillie avec scepticisme ; très peu, parmi les Egyptiens, croyaient à sa réussite. On se demandait s'il se trouverait des éléments assez compétents pour former les cadres d'un personnel qualifié et si la langue arabe pourrait être employée pour le travail bancaire, etc... Bref, l'impression générale, tant du côté des étrangers que du côté des Egyptiens, était que l'essai — comme ceux qui l'avaient précédé — ne réussirait pas. Nous verrons que ces craintes n'étaient pas fondées et que la Banque Misr

1. Art. 7 des Statuts.

est parvenue à occuper, en Egypte, une place prépondérante.

Le programme de la Banque comprenait divers points<sup>1</sup> :

1° Faire toutes les opérations de banque pour toute personne, sans distinction de nationalité, le caractère purement égyptien ne concernant que son capital.

2° Sortir de leurs cachettes, pour les amener dans le courant des échanges, les capitaux thésaurisés jusqu'alors.

3° Retenir dans le pays, pour les investir dans les entreprises locales, commerciales, industrielles ou agricoles, les dépôts confiés aux banques étrangères que celles-ci employaient hors d'Egypte.

4° Encourager tous les projets économiques susceptibles de contribuer à la prospérité du pays, aider à la création de sociétés de tous genres et les soutenir jusqu'à ce qu'elles puissent vivre par elles-mêmes.

« En un mot, défendre les intérêts financiers et économiques de l'Egypte, comme les autres établissements bancaires s'efforcent de défendre les intérêts de leurs pays respectifs. »

Comme on le voit, la Banque Misr ne prétendait pas seulement à être un établissement de crédit purement égyptien ; elle entendait, en plus, jouer un rôle éducatif et moral. Ce programme a-t-il été réalisé ? Oui, peut-on dire, et presque point par point. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner l'activité de la Banque à travers ses bilans et les rapports annuels de son Conseil d'Administration : le développement ininterrompu de presque tous les chefs d'activité, est simplement étonnant.

1. Discours prononcé par Talaat Harb Pasha le 7 mai 1935, à l'occasion du quinzième anniversaire de la fondation de la Banque Misr.

## A) POSTES DU PASSIF :

1° *Capital*. — Nous avons déjà vu comment il était arrivé au chiffre de 1 million de livres en 1927. Rappelons que le Conseil d'Administration est autorisé à élever le capital jusqu'à 2 millions de livres, à tout moment qu'il jugerait opportun.

2° *Réserves*. — D'après l'article 35 des Statuts, il doit être prélevé chaque année 10 % sur les bénéfices nets pour constituer un Fonds de Réserve ; ce prélèvement devant cesser d'être effectué quand la Réserve aura atteint la moitié du Fonds social, pour reprendre son cours si, par la suite, la Réserve est entamée<sup>1</sup>.

De L. Eg. 1.000, en 1921, la Réserve statutaire est passée à L. Eg. 404.000 en 1937 ; c'est que les primes d'émission sont venues s'ajouter, en 1925 et 1927, à ce Fonds.

Devant l'extension que prenaient les affaires de la Banque, le Conseil fut amené, dès 1922, à envisager la création d'un Fonds de réserve extraordinaire. Ce Fonds, doté pour le début, de L. Eg. 10.000, fut régulièrement augmenté chaque année, et il est ainsi arrivé au 31 décembre 1937 au chiffre appréciable de L. Eg. 220.000.

En dehors de ces sommes qui forment la Réserve proprement dite, on trouve dans les Bilans, depuis 1923, un « Fonds pour le développement des industries nationales ». Ce Fonds a été créé pour faire face aux obligations spéciales de la Banque découlant de ses participations industrielles, et est passé de L. Eg. 20.000, en 1923, à L. Eg. 275.000, en 1937.

Si donc on fait le total, au 31 décembre 1937, des Réserves statutaire, extraordinaire et « spéciale pour le développement de l'industrie », on arrive au chiffre important de L. Eg. 899.000, soit 90 % environ du capital

1. Art. 36 des Statuts. On remarquera la similitude de cette disposition avec celle de la National Bank.

(et ce, sans compter le Report à nouveau du Compte Profits et Pertes : L. Eg. 54.000). Aucune autre banque, en Egypte, en dehors de la National Bank, ne peut se comparer dans ce domaine à la Banque Misr.

3° *Dépôts*. — « La question de l'importance des dépôts a été soigneusement étudiée lors de la fondation de la Banque, et c'est leur développement qui a été considéré comme le vrai facteur, le stimulant essentiel, indispensable pour la réalisation du vaste programme de renaissance économique tracé par la Banque Misr <sup>1</sup>. »

Le premier bilan de la Banque, clôturé au 31 décembre 1920, montrait que les comptes-courants créditeurs et dépôts à échéance fixe s'élevaient à L. Eg. 200.960. Depuis lors, graduellement, et sans aucun revirement, les dépôts étaient chaque année en augmentation, comme le montre le tableau suivant (en milliers de L. Eg.) :

(En milliers de L. E.).

| ANNÉE      | COMPTES-<br>COURANTS | DÉPÔTS<br>FIXES | CAISSE<br>D'ÉPARGNE | TOTAL  |
|------------|----------------------|-----------------|---------------------|--------|
| 1920 . . . | 201                  | »               | »                   | 201    |
| 1921 . . . | 398                  | 7               | »                   | 405    |
| 1922 . . . | 840                  | 141             | »                   | 981    |
| 1923 . . . | 1.500                | 226             | »                   | 1.726  |
| 1924 . . . | 2.316                | 308             | »                   | 2.624  |
| 1925 . . . | 2.821                | 369             | »                   | 3.190  |
| 1926 . . . | 2.992                | 1.443           | »                   | 4.435  |
| 1927 . . . | 3.684                | 1.575           | »                   | 5.259  |
| 1928 . . . | 4.415                | 1.977           | 140                 | 6.532  |
| 1929 . . . | 4.383                | 2 196           | 227                 | 6.806  |
| 1930 . . . | 3.935                | 3.268           | 292                 | 7.495  |
| 1931 . . . | 4.863                | 2.180           | 317                 | 7.360  |
| 1932 . . . | 5.859                | 2.146           | 491                 | 8.496  |
| 1933 . . . | 6.839                | 2.106           | 699                 | 9.644  |
| 1934 . . . | 7.422                | 2.271           | 811                 | 10.504 |
| 1935 . . . | 8.764                | 2.553           | 968                 | 12.285 |
| 1936 . . . | 10.431               | 2.716           | 1.198               | 14.345 |
| 1937 . . . | 11.675               | 2.726           | 1.392               | 15.793 |

1. Discours du 7 mai 1935, *op. cit.*, p. 5.

On remarquera que depuis 1928 figurent les dépôts d'épargne ; c'est en février de cette année-là que la Banque inaugura, avec succès, le Service de Caisse d'Epargne au Caire et à Alexandrie. Et depuis cette date, dépôts et déposants étaient en augmentation continue.

On peut s'étonner de nous voir classer comme dépôts les montants provenant de la Caisse d'Epargne ; mais les Statuts de la Banque, ne prévoyant aucun mode spécial pour la disposition de ces fonds<sup>1</sup>, et, d'autre part, aucune loi ne régissant la matière, il n'est que naturel de les considérer comme dépôts ordinaires, puisque la Banque peut en disposer en toute liberté.

Ainsi, au 31 décembre 1937, la Banque Misr disposait de près de seize millions de livres de dépôts, chiffre vraiment record pour une banque qui n'a que seize ans d'existence. Ce chiffre n'est dépassé que par la National Bank ; car, bien que les banques étrangères ne publient pas les chiffres relatifs à leurs affaires égyptiennes, il est presque certain, qu'aucune d'entre elles n'atteint le chiffre de dépôts de la Banque Misr.

Comment expliquer cet extraordinaire et rapide développement des dépôts de la Banque Misr ? Par plusieurs raisons :

a) D'abord, il est certain que la Banque Misr a réussi à « enlever » aux autres banques un certain nombre de leurs clients. Elle l'a affirmé elle-même à plus d'une

1. Il est intéressant de relever ici les mesures qu'avait pris la Cassa di Sconto, dans ses Statuts, relativement à la Caisse d'Epargne (Art. 29 et ss.) : un fonds de garantie, composé de titres choisis par le Conseil d'Administration, devait être déposé à la National Bank of Egypt, avec affectation spéciale en faveur des déposants en Caisse d'Epargne. Ce Fonds devait représenter la moitié, en moins, des sommes déposées. Les titres composant ce Fonds étaient publiés.

On ne pouvait, évidemment, mieux faire en faveur des déposants en Caisse d'Epargne.

reprise<sup>1</sup>, et cela fait, d'ailleurs, partie de son programme<sup>2</sup>. Dans quelle mesure ? Cela est évidemment impossible à évaluer faute de données sur ce point.

b) Il est également certain que la Banque Misr, créée par des Egyptiens et dirigée par des Egyptiens, a beaucoup plus d'atouts pour attirer à elle la clientèle égyptienne, que n'importe quelle autre banque en Egypte. Et elle a réussi, en fait, à amener un grand nombre de petits déposants à placer leurs modestes économies auprès d'elle. Il faut dire aussi que le réseau d'agences et branches de la Banque Misr, disséminées dans tout le pays, lui a été d'une grande aide en la matière<sup>3</sup>.

Le taux d'intérêt, assez fort, qu'elle alloue sur les sommes déposées compte-courant, est un autre point en sa faveur.

c) Depuis 1926, les municipalités ont transféré leurs comptes de la National Bank à la Banque Misr, avec le consentement du Gouvernement.

d) De même, depuis quelques années déjà, les « Méglis Hasbi » (tribunaux spéciaux qui s'occupent des successions et de tout ce qui touche aux mineurs) demandent toujours aux banques de transférer à la Banque Misr les fonds revenant aux mineurs du chef de dépôts que les auteurs de ces mineurs pouvaient avoir auprès d'elles.

La raison avouée de cette décision est que la Banque Misr alloue 3,1/2 % d'intérêts créditeurs, quelque soit

1. « La Banque Misr a attiré à elle beaucoup de clients d'autres Banques... » Discours du 7 mai 1935, cité, p. 34.

2. « Retenir dans le pays... les importants dépôts confiés aux Banques Etrangères et que ces établissements investissaient hors d'Egypte ». Idem.

3. La Banque Misr possède 22 agences et branches. Elle vient immédiatement après la National Bank (qui en a 37) et la Barclays (qui en a 28).

le montant du dépôt ; il va sans dire qu'aucune banque de dépôts ne peut se permettre le luxe d'allouer de pareils intérêts sur des *comptes-courants*, d'autant plus, que le taux du marché en Egypte est particulièrement bas et ne dépasse que de peu celui pratiqué en Europe.

e) Enfin, toutes les sociétés du Groupe Misr gardent leurs fonds auprès de leur maison-mère, la Banque Misr. C'est tout naturel.

Cet accroissement des dépôts est évidemment une preuve incontestable de la confiance qu'inspire la Banque Misr, tant aux particuliers qu'aux collectivités publiques. Mais, on ne peut en dégager cette conclusion — que d'aucuns soutiennent — à savoir que l'habitude du compte en banque est désormais entrée dans les mœurs de la population égyptienne. En effet, les dépôts de la Banque, provenant des sources les plus variées, on ne peut faire le départ entre les dépôts des particuliers et ceux qui, automatiquement, vont à la Banque Misr, tels que les dépôts des Méglis Hasbi, des Municipalités, des Sociétés Misr, etc... Et, d'autre part, le nombre des déposants n'est pas connu.

La plupart des comptes-courants créditeurs ont, à la Banque Misr, le caractère de dépôts à échéance fixe. C'est du moins ce qu'a affirmé, à plus d'une reprise, le Conseil d'Administration, dans ses Rapports annuels. Et c'est une des raisons invoquées par la Banque en faveur de ses participations industrielles. Nous reviendrons sur ce point plus loin.

\*

\* \*

1. Rapport pour 1928 : « De cette dernière somme — (les dépôts à vue) — une partie importante peut être considérée comme dépôts à échéance fixe. » Rapport pour 1936 : « Le solde des dépôts et des Comptes-courants créditeurs passe de L. E. 12.204.142 à L. E. 14.154.005, dont la majeure partie garde le caractère de dépôts fixes ».

En dehors des dépôts ci-dessus, la Banque Misr possède des sommes importantes à elle confiées par le Gouvernement égyptien pour des avances à faire à l'industrie et à l'agriculture. Ces dépôts augmentent d'année en année, puisque de L. Eg. 260.000, en 1927, ils ont passé à L. Eg. 1.027.000, en 1937. Nous aurons l'occasion de voir bientôt à quelles conditions ces fonds sont utilisés par la Banque Misr. Contentons-nous, pour le moment, de dire que ces dépôts, ayant une affectation spéciale, ne peuvent pas être employés par la Banque Misr pour ses opérations courantes.

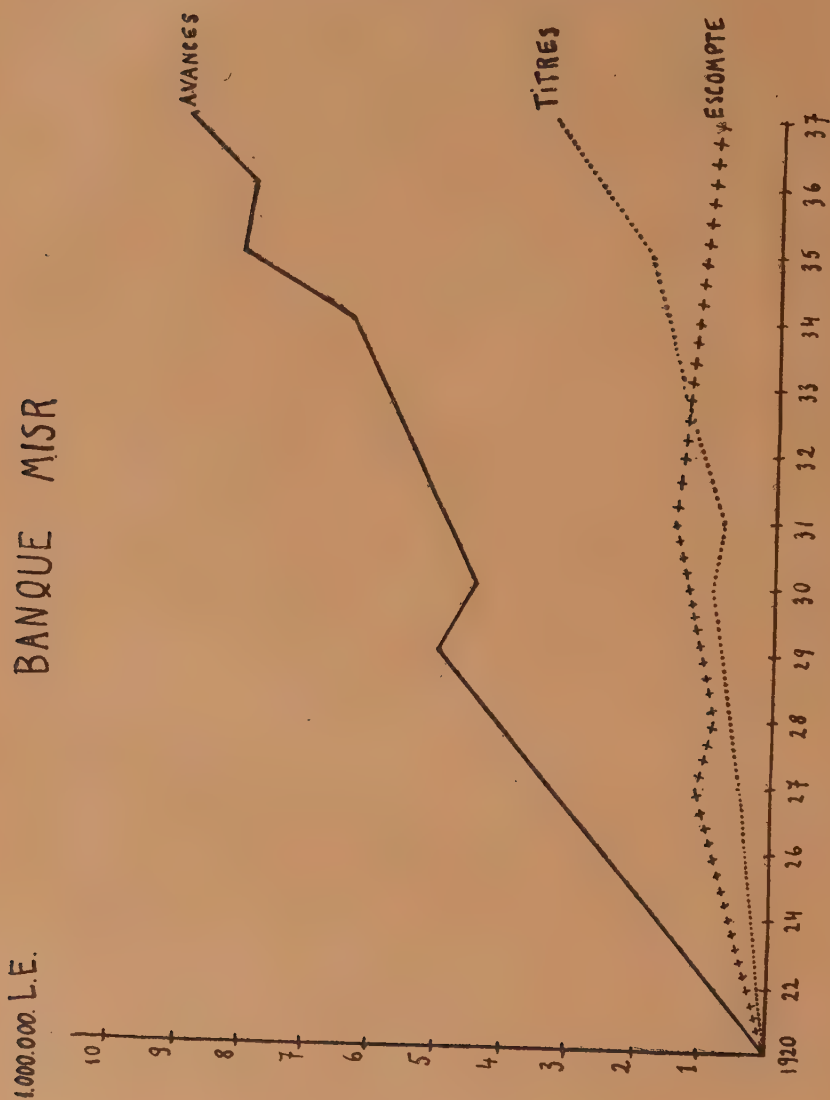
**B) POSTES DE L'ACTIF :**

1° *Caisses et banques.* — Pour faire face à ses engagements à vue toujours croissants d'année en année, la Banque Misr a été amenée à augmenter continuellement son encaisse. C'est ainsi, qu'alors qu'en 1934 et 1935 l'encaisse représentait les 13 % des dépôts des particuliers, en 1936 et 1937, ce rapport s'est élevé jusqu'à 20 %, ce qui est amplement suffisant, surtout si l'on se rappelle que la majorité des dépôts de la Banque a le caractère de dépôts à échéance fixe.

2° *Portefeuille Titres.* — Il a, lui aussi, augmenté parallèlement à l'augmentation des obligations de la Banque. Qu'on en juge par les chiffres : L. Eg. 21.000 en 1921, L. Eg. 877.000 en 1929, L. Eg. 1.273.000 en 1932 et enfin L. Eg. 3.201.000 en 1937.

Le Portefeuille-Titres qui, pour la majorité des Banques de dépôts constitue un chef éminemment liquide et toujours facilement réalisable, ne semble pas avoir les mêmes caractères à la Banque Misr, et ce, pour deux raisons principales :

a) Une bonne partie des valeurs composant le Portefeuille-Titres de cette Banque, doit être composée d'actions des sociétés du Groupe Misr. C'est du moins ce que



nous fait présumer le rapport du Conseil d'Administration de la Banque Misr pour 1928 : « Une autre souscription de L. Eg. 30.000, dit ce rapport, a été ouverte pour porter à L. Eg. 50.000 le capital de la Société Misr pour les pêcheries. Les demandes de souscription ayant longuement dépassé le nombre des actions offertes, *la Banque Misr a cédé une partie des actions de ces deux Sociétés qu'elle détenait en portefeuille.* »

Il semble donc qu'en dehors des participations industrielles proprement dites, la Banque Misr participe indirectement à la création des Sociétés Misr, par souscription à leurs émissions <sup>1</sup>. A cet égard, on ne peut s'empêcher de remarquer un parallélisme frappant entre le mouvement du Portefeuille-Titres de la Banque et celui de ses participations industrielles.

|               | TITRES | PARTICIPATION |
|---------------|--------|---------------|
| 1924. . . . . | 143    | 38            |
| 1925. . . . . | 168    | 76            |
| 1926. . . . . | 244    | 98            |
| 1927. . . . . | 418    | 232           |
| 1928. . . . . | 695    | 192           |
| 1929. . . . . | 877    | 237           |
| 1930. . . . . | 964    | 276           |
| 1931. . . . . | 909    | 280           |
| 1932. . . . . | 1.273  | 197           |
| 1933. . . . . | 1.313  | 223           |
| 1934. . . . . | 1.666  | 315           |
| 1935. . . . . | 1.907  | 315           |
| 1936. . . . . | 2.644  | 441           |

Ainsi donc, une grande partie des titres de la Banque étant ceux des Sociétés du Groupe Misr, on comprend

1. Le fait que la majorité des membres du Conseil des Sociétés Misr, sont membres du Conseil de la Banque Misr, corrobore solidement notre supposition.

facilement qu'en cas de panique, leur cours baissera considérablement.

b) Même si ces titres pouvaient être réalisés sans grande perte, ils ne pourraient être *rapidement* liquidés, étant donné que seuls les Egyptiens peuvent en être possesseurs.

Il nous apparaît donc que nous sommes fondés à dire que le Portefeuille-Titres de la Banque Misr présente une certaine faiblesse, accrue encore du fait que ces titres figurent aux Bilans, au cours du marché<sup>1</sup>. Or, on sait que la pratique des banques de dépôts est différente : les titres figurent, presque toujours, à des cours de beaucoup inférieur aux cours de la Bourse, la marge constituant une réserve importante pouvant servir, le cas échéant, à faire face à des dépréciations anormales du Portefeuille.

c) *Portefeuilles effets escomptés et achetés*. — Il n'a pas suivi le mouvement, toujours ascendant, des autres chapitres du bilan de la Banque Misr. En effet, après avoir régulièrement augmenté chaque année jusqu'en 1931, il a, depuis cette date, montré une tendance à diminuer, comme le montre le graphique.

Ceci démontre, une fois de plus, combien il est difficile en Egypte, même pour une Banque purement égyptienne, de pratiquer l'escompte sur une large échelle.

Nous ne savons pas si les effets sur l'étranger tiennent une place importante dans le portefeuille de la Banque Misr, les Bilans et Rapports ne fournissent aucun commentaire à ce sujet.

d) *Avances commerciales*. — C'est par le chiffre des avances que se décèle l'activité d'une banque ; il n'est

1. Rapport du Conseil pour 1929 : « Le portefeuille titres a passé de L. E. 695.358 à L. E. 876.999 ; ces titres figurent dans le bilan aux cours pratiqués le 31 décembre. » Même affirmation dans le Rapport pour 1930.

pas besoin, en effet, de grandes capacités pour effectuer des placements en titres, quoique l'opération soit très délicate, mais il en faut beaucoup pour augmenter le nombre des avances commerciales.

Le total des avances de la Banque Misr, chaque année plus important, montre la vitalité de l'Institution. Au 31 décembre 1937, ce chiffre était de près de L. Eg. 9 millions et dépassait de plus de L. Eg. 2 millions le total des avances de la National Bank. C'est tout dire, pensons-nous.

Jusqu'en 1929, la Banque Misr classait ses avances par catégories ; avances sur titres, avances sur marchandises, avances sur effets, et avances sur d'autres garanties. Malheureusement, depuis cette date, et pour des raisons que nous ne connaissons pas, seul le chiffre global des avances figure aux Bilans, de sorte qu'il est difficile de se rendre compte de la politique actuelle de crédit de l'Etablissement. Toutefois, en nous basant sur les chiffres de 1920 à 1929 et sur certains autres éléments, nous pouvons faire les observations suivantes <sup>1</sup> :

1° *Les avances sur titres* de la Banque, ne doivent pas être très importantes, ces avances n'étant consenties que si les titres donnés en nantissement sont des titres égyptiens <sup>2</sup>.

2° *Les avances sur marchandises* doivent être considérables, car la Banque Misr est une des banques recevant le plus de coton en son nom, sur le marché d'Alexandrie. D'autre part, d'après les Rapports du Conseil d'Administration, le mouvement des céréales dans les Shounahs de la Banque s'amplifie d'année en année.

1. Il est inutile, pensons-nous, de dire que nos observations n'ont pas la prétention d'être des *affirmations*, mais simplement des *présomptions*.

2. Rifaat, *op. cit.*

Rien de particulier à signaler ici, puisque nous avons vu que ces avances sur marchandises étaient une des opérations les plus pratiquées par les banques en Egypte.

3° *Les avances sur effets* qui étaient arrivées en 1927 à L. Eg. 62.000 avaient très sensiblement baissé en 1928 et 1929 puisqu'elles avaient diminué de plus de moitié. Est-ce à dire que la Banque avait réalisé les dangers de ces avances et préféré s'abstenir de les développer. Le manque d'éléments nous empêche, malheureusement, de répondre à cette question. Et l'accroissement continu du chef « Effets en garantie et à l'encaissement » n'est pas fait pour faciliter la tâche : est-ce les effets en garantie ou les effets à l'encaissement qui sont responsables de l'accroissement du dit chapitre ?

4° *Les avances sur d'autres garanties et divers* ont passé de L. Eg. 17.000 en 1920 à L. Eg. 2.522.000 en 1929 ; à cette dernière date, elles avaient le même chiffre que toutes les autres avances de la Banque Misr réunies. On ne peut dire si ce chapitre du Bilan a continué à augmenter à la même cadence après 1929, mais il est presque certain qu'il doit être très important étant donné le grand nombre de Sociétés Misr financées par la Banque. Qu'il nous suffise de dire que le compte débiteur de la Société Misr de filature et de tissage avec la Banque Misr, s'élevait au 31 décembre 1936 à L. Eg. 1.175.522 !

5° *Les avances aux Municipalités.* — Nous avons déjà vu qu'un accord entre les Conseils municipaux et la Banque Misr, ratifié par le Gouvernement égyptien, était intervenu en 1926 pour décider le transfert, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1927, des fonds des dits Conseils municipaux à la Banque Misr. Par voie de conséquence toute naturelle, c'est cette dernière qui s'est chargée de faire des avances aux Municipalités, quand celles-ci en avaient besoin. Ces avances, qui sont garanties par le Gouver-

nement, n'atteignent pas des chiffres importants : ils furent à leur maximum en 1934 avec L. Eg. 712.000, et figurent au 31 décembre 1937 pour L. Eg. 276.000.

6° *Avances à l'Industrie et aux Coopératives agricoles.*

— En 1922, le Gouvernement égyptien mit à la disposition de la Banque une somme de L. Eg. 100.000, pour être utilisée à faire des avances à la petite industrie, et, en lui venant ainsi en aide, la faire progresser.

Ces prêts devaient être faits sous la responsabilité de la Banque à qui incombait le soin de requérir toutes sûretés ou garanties qu'elle jugerait opportunes, sauf à prendre l'avis, purement consultatif, du Département du Commerce et de l'Industrie. Ils étaient exclusivement destinés, à l'origine, à la petite industrie ; aussi, étaient-ils minimes : L. Eg. 18.650 en 1924 et L. Eg. 25.285 en 1925, par exemple. Mais un accord ultérieur avec le Gouvernement a levé certaines restrictions, pour permettre aux industries quelque peu importantes de bénéficier de ces avances. Aussi voyons-nous, dans les derniers Bilans de la Banque, le chiffre des avances continuellement augmenter : L. Eg. 775.000 en 1934, L. Eg. 822.000 en 1935, L. Eg. 848.000 en 1936 et L. Eg. 819.000 en 1937.

Dans ces chiffres sont compris les avances aux Syndicats et Coopératives agricoles, toujours avec les fonds du Gouvernement. Mais ces avances ayant été, de commun accord, arrêtées le 1<sup>er</sup> janvier 1931 pour être transférées au Crédit Agricole d'Egypte, elles ne doivent plus être très importantes, et en tous cas, ne dépassent pas L. Eg. 100.000 puisque les sommes affectées par le Gouvernement à ces avances s'élèvent à ce dernier montant, au 31 décembre 1937.

E) PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES. — Nous avons vu qu'un des points du programme de la Banque Misr consistait à encourager tous les projets économiques suscep-

tibles de contribuer à la prospérité du pays et à aider la création de sociétés de tous genres, tout en veillant à leur complet développement. Il va sans dire que seuls les projets présentés par des Egyptiens étaient susceptibles de recevoir l'aide de la Banque, puisque le but de celle-ci était justement de libérer l'économie égyptienne du joug des capitaux étrangers. En fait, toutes les entreprises fondées jusqu'aujourd'hui, sont le résultat de la propre initiative de la Banque, et non de celle des particuliers, et portent toutes le nom de « *Misr* ».

La première société constituée par la Banque Misr est l'*Imprimerie Misr*. Fondée en 1923 au capital de L. Eg. 50.000, elle avait une cliente toute prête : la Banque elle-même, avec tout ce que ce nom signifie de fournitures, imprimés et paperasses de toutes sortes. Par la suite, la clientèle obligatoire de toutes les Sociétés Misr ne pouvait qu'élargir son champ d'action.

En 1924, c'est la *Société Misr pour l'égrenage du Coton* qui est fondée, avec un capital de L. Eg. 200.000, grâce à ses huit usines, situées dans les grands centres agricoles du pays, cette Société égrene actuellement plus du neuvième de la récolte du pays.

En 1925 est créée la *Société Misr pour le Théâtre et le Cinéma* au capital de L. Eg. 15.000. Ainsi qu'on l'a remarqué, on se demande à quelle nécessité vitale répondait la création de cette société.

La même année 1925 voit la fondation de la « *Société Misr pour le Transport et la Navigation Fluviale* » au capital de L. Eg. 300.000. Cette société, par ses soixante-treize unités, assure le transport par le Nil des produits du pays et principalement du coton et de la graine de coton.

En 1927, quatre nouvelles Sociétés Misr sont créées : la *Société Misr pour la Filature et le Tissage du Coton* au capital de L. Eg. 300.000, la plus importante des Socié-

tés Misr ; « *La Société Misr pour le Lin* », au capital de L. Eg. 10.000, dont les produits ont un grand succès auprès des filatures européennes ; « *La Société Misr pour le Tissage de la Soie* », au capital de L. Eg. 30.000, la première, en Egypte, pour utiliser les métiers mécaniques pour le tissage de la Soie ; enfin, la « *Société Misr pour les Pêcheries* », au capital de L. Eg. 50.000, qui s'occupe encore de la fabrication de la glace et des boutons de nacre.

L'année 1932 voit l'ouverture de la « *Société Misr pour l'Aviation* », qui devait prendre tant d'importance par la suite. Le capital de cette société s'élève à la modique somme de L. Eg. 20.000.

Auparavant, la Société Hugo Lindemann, spécialisée dans l'exportation du coton, était rentrée dans le goupe Misr, sous le nom de *Société Misr pour l'exportation du Coton*.

En 1934, sont fondées : « *La Société Misr d'Assurances Générales* », en collaboration avec un groupe anglais ; « *La Société Misr de Navigation Maritime* » et la « *Misr Shipping* ».

La dernière société créée par la Banque Misr est la « *Société des Tabacs et Cigarettes* ».

Le capital réuni de toutes les Sociétés Misr, atteint actuellement plus de L. Eg. 3.000.000, soit trois fois le capital de la Banque Misr !

Nous avons vu, quand nous avons parlé des opérations de la Banque en général, que les banques de dépôts françaises et anglaises s'abstenaient de s'adonner aux participations industrielles, préférant, vu les aléas de ce genre d'opérations, les laisser à des établissements spécialisés : Banques d'Affaires en France, Financial Houses en Angleterre.

Financiers éprouvés, les dirigeants de la Banque Misr ne méconnaissent nullement ces principes. La preuve

en est, que dans les débuts, ils ne prenaient des participations industrielles que si le « fonds spécial » (alimenté par prélèvements sur les bénéfices nets) présentait un solde suffisant ; voici, en effet, pour 1924, 1925 et 1926 les chiffres respectifs des participations et du « Fonds pour le Développement des Industries Nationales » de la Banque.

|                                  | 1924         | 1925         | 1926          |
|----------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| Participations. . .              | L. E. 38.000 | L. E. 76.000 | L. E. 98.000  |
| Fonds pour l'industrie . . . . . | L. E. 50.000 | L. E. 80.000 | L. E. 105.000 |

C'était d'ailleurs une règle formelle, et publique, pourrait-on dire, puisqu'elle était proclamée par le Conseil d'Administration de la Banque : « ... Il est à rappeler que les participations de la Banque Misr dans ces sociétés, à la fondation desquelles elle a présidé, sont prises uniquement sur le fonds spécial créé à cet effet et alimenté par des prélèvements sur les bénéfices nets, annuels de la Banque, ainsi que vous le verrez dans l'exposé et le bilan qui vous sont soumis. Elles ne touchent en rien, par conséquent, ni au capital, ni aux réserves de la Banque <sup>1</sup>. »

« ... Nous maintenons ainsi le principe que les risques pouvant découler de ces participations, ne doivent avoir aucune influence défavorable sur la situation de notre établissement <sup>2</sup>. »

A une pratique aussi conservatrice, on ne pouvait évidemment rien objecter. Tout au contraire, les dirigeants devaient être sincèrement félicités pour leur aide efficace en faveur de l'industrie nationale.

Mais à partir de 1927, la politique de la Banque

1. Rapport pour 1925.

2. Rapport pour 1924.

change ; les participations industrielles ne sont plus conditionnées uniquement par le « Fonds Spécial ». Cependant la Banque se défend d'y voir un danger quelconque pour ses déposants, et elle en donne les raisons suivantes :

1° La majorité des comptes-courants à la Banque ont, pratiquement, le caractère de dépôts à échéances fixes. Nous avons déjà eu l'occasion de relever ce point. La raison de cet état de choses — qui n'est d'ailleurs pas spécial à la Banque Misr — est que le paiement par chèque n'est pas encore généralisé. Le possesseur d'un compte en banque se présente personnellement à la banque — en général du moins — et retire les sommes qui lui serviront à régler ses fournisseurs ; il ne signe un chèque que s'il s'agit d'une somme importante ; les statistiques de la Chambre de Compensation le montrent : la moyenne par chèque est de L. Eg. 200 environ au Clearing du Caire.

Donc, étant *en fait* des dépôts, il n'y a pas grand risque, dit-on, à les immobiliser pour un certain temps. Oui, mais cet argument, qui peut être soutenu tant que la situation est normale, n'a plus de valeur en cas de panique, de « run », comme cela s'est produit en 1914 ; il est probable que la Banque ne pourrait alors faire face à toutes les demandes de retraits, même si un moratorium de quelques jours, voire de quelques semaines, était décrété. Ce qui serait d'ailleurs arrivé à toute autre Banque.

A cet égard, il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que la National Bank et quelques autres banques n'ont pas excipé du moratorium en 1914.

2° La Banque Misr « n'a jamais dissimulé à ses déposants que les capitaux disponibles de la Banque seraient en partie utilisés pour la création et le développement d'entreprises ayant pour objet l'émancipation écono-

mique du pays. Bien au contraire, cette notion fondamentale figurait explicitement dans le programme que la Banque a rendu public lors de sa fondation<sup>1</sup>. »

On ne peut qu'applaudir à cette franchise : seulement, a-t-elle été comprise par les déposants ? La Banque Misr s'est, en effet, félicitée à plus d'une reprise d'avoir attiré à elle les économies des petites gens. Ces petites gens, on ne peut le nier, sont très peu instruites et souvent, n'ont pas la moindre idée de ce que veut dire un compte-courant. Tout ce qu'elles en savent, c'est ce qu'on leur en a dit quand elles ont ouvert le compte, à savoir qu'elles pourront retirer leur argent *à tout moment et sans aucun préavis*. Si donc, en cas de panique, elles se rueraient à la Banque, ce qui est normal, et qu'on leur répondit :

« Attendez quelque temps. On ne vous a d'ailleurs jamais caché qu'on emploierait une partie des disponibilités de la Banque en participations industrielles. »

on est en droit de penser qu'elle n'y comprendraient rien et ne seraient guère contentes !

Rappelons ce fait révélé par l'expérience : c'est que, dans presque tous les pays du monde, la très grande majorité des habitants est patriote tant qu'on veut. Mais il ne faut pas toucher à ses économies, fruit d'un labeur de plusieurs années.

3° On a dit, enfin, qu'il y avait la Réserve Spéciale, « le Fonds pour le développement des industries nationales », créé justement pour ne pas donner prise aux critiques contre les participations de la Banque.

C'est là, en effet, l'argument le plus sérieux en faveur de la Banque Misr, mais qui démontre également que les objections faites ci-dessus sont fondées.

Au 31 décembre 1937, les participations de la Banque

1. Discours du 7 mai 1935, *op. cit.*, p. 9.

s'élevaient à L. Eg. 513.000 et le « Fonds pour l'Industrie » à L. Eg. 275.000. La marge non couverte se montrait donc à L. Eg. 238.000 seulement, somme relativement peu importante puisqu'elle représente 1 1/2 % à peine du total des dépôts des particuliers ; par rapport au capital, il est vrai, la proportion s'élève jusqu'à 23 %, et, si l'on tient compte des Réserves, jusqu'à 14 %. C'est déjà plus sérieux. Mais, tout compte fait, le danger serait minime, sinon nul, si les participations de la Banque ne dépassaient pas L. Eg. 238.000 *net*. Et nous avons vu que tel n'était pas le cas.

Le Portefeuille-Titres de la Banque Misr contient, en effet, un grand nombre d'actions des Sociétés filiales, qui, dit la Banque, sont « parvenues à vivre par elles-mêmes ». Mais à partir de quel moment, dira-t-on d'une société, recevant tous ses crédits <sup>1</sup> et étant contrôlée par la Banque Misr, qu'elle est parvenue à vivre par ses propres moyens <sup>2</sup> ? Ces titres constituent donc toujours

1. Et à laquelle la Banque *ne peut pas* refuser des crédits, sous risque de la voir perdre une partie des capitaux qu'elle y a immobilisés.

2. Voici à titre documentaire, les sommes avancées par la Banque Misr à 7 Sociétés Misr (sur 15), au 31 décembre 1936 :

| SOCIÉTÉS                                      | PRÊT<br>INDUSTRIEL | COMPTE-<br>COURANT |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Imprimerie Misr . . . . .                     | L. E. 4.592        | —                  |
| Société Misr pour l'égrenage du coton . . . . | — 150 000          | —                  |
| — — le théâtre et le cinéma. . . .            | — 10.000           | 84.534             |
| — — le transport et la navigation. . . .      | — 75 000           | 25.443             |
| — — la filature et le tissage. . . .          | — 150.000          | 1.175.522          |
| — — le lin. . . . .                           | — 25.000           | 43.644             |
| — — de navigation maritime. . . . .           | — —                | 190.130            |
| Total. . . . .                                | L. E. 414.592      | 1.519.273          |

Il est regrettable que, n'ayant pu obtenir les Bilans des autres Sociétés Misr, il nous est impossible de donner le total des comptes-courants débiteurs de toutes les Sociétés Misr auprès

une participation, — participation indirecte il est vrai, mais participation quand même — la Banque Misr ne pouvant s'en débarrasser à tout moment, comme elle aurait pu le faire avec tous autres titres.

Le montant réel des participations de la Banque est donc, d'après nous, de beaucoup supérieur à celui qui figure aux Bilans sous le chapitre « Participations industrielles ». C'est pourquoi, il nous semble qu'il est préférable pour la Banque Misr de s'abstenir de développer encore ce chef d'activité, sans quoi, elle risquerait de perdre son caractère de Banque de Dépôts<sup>1</sup>. Elle se trouve maintenant, si l'on peut dire ainsi, à la croisée des chemins : elle doit choisir entre être une Banque de dépôts ou une Banque d'affaires. Et nous sommes sûrs qu'elle rendrait beaucoup plus de services à l'Égypte en conservant son caractère de Banque de dépôts pure.

En s'intéressant à l'industrie nationale, la Banque Misr a voulu montrer le chemin et servir de guide aux Egyptiens qui, jusqu'alors, et jusqu'aujourd'hui encore d'ailleurs, ne se complaisaient que dans les postes administratifs. Elle a voulu que les Egyptiens qui forment l'élite du pays, soient autre chose que des « ronds de cuir » et aient un peu plus d'initiative. Ce en quoi, il faut lui en rendre justice, elle a parfaitement réussi.

de leur Banque-mère. Mais il est suffisant, pensons-nous, d'avoir dit qu'à elles seules sept Sociétés ont absorbé près de 17 % du total des avances de la Banque, pour montrer les dangers, indirects, des participations industrielles. Une banque de dépôts qui finance l'industrie ne peut, en effet refuser le crédit à court terme aux entreprises qu'elle soutient, et ne peut souvent savoir jusqu'à quel point elle y sera engagée.

1. Les Dirigeants de la Banque Misr ont d'ailleurs très bien réalisé ce point puisque Talaat Harb Pacha, le Vice-Président du Conseil d'Administration, a, il y a quelques années, présenté au Gouvernement Egyptien, un projet pour la création d'une Banque industrielle.

\* \*

\*

L'examen des divers chefs des Bilans nous a révélé combien a été rapide et extraordinaire le développement de l'activité de la Banque Misr. Rien, à cet égard, n'est plus expressif que les totaux du bilan : de moins d'un demi-million de livres en 1920, ce total a passé à plus de 21 millions en 1937 !

A quoi faut-il attribuer ce succès qui a surpris tant de personnes. Plusieurs causes ont été mises en avant pour l'expliquer ; nous n'en citerons que les principales :

a) Une part importante de la réussite de la Banque est certainement due à la valeur de ses dirigeants <sup>1</sup>. Financiers éprouvés, ils ont su imprimer à l'activité de la Banque un mouvement toujours ascendant, tout en se tenant constamment à l'écart de la politique et des partis.

Ce dernier point paraîtra à un étranger qui ne connaît pas l'Egypte comme une chose tout à fait naturelle : que vient faire, dira-t-il, la politique dans les affaires ? Mais, en Egypte, la politique occupe une place de premier plan, et on peut dire sans exagération, que toute société purement égyptienne a sa couleur politique. Aussi est-ce un très grand mérite, de la part des dirigeants de la Banque, de l'avoir tenue éloignée de ces questions. La Banque Misr a pu continuer à conserver

1. Dans un discours, Sir Edward Cook, Gouverneur de la National Bank, parlant de Talaat Harb Pacha, l'âme de la Banque Misr, disait : « Nous pensons quelquefois des hommes qu'ils appartiennent à l'une des deux catégories suivantes : les rêveurs et les prophètes d'une part, les hommes d'action d'autre part. Il est rare que nous trouvions une combinaison des deux. Nous en avons cependant une ici en la personne de Talaat Harb Pacha ». (Le texte original du discours est en anglais.)  
**Recueil de discours édité par la Banque Misr.**

ainsi la sympathie de tous les gouvernements qui se sont succédés dans le pays depuis 1920.

b) Un autre facteur à mentionner est l'appui du public égyptien. Après que la Banque eut fait ses preuves, une propagande intensive fut menée par l'élite intellectuelle du pays afin d'amener à la seule banque véritablement égyptienne, la clientèle égyptienne.

D'autre part, avec l'accroissement continu du nombre des agences de la Banque, la clientèle augmenta considérablement.

c) Il ne faut pas oublier, non plus, que le développement des affaires de la Banque Misr est dû, pour une part importante, à la clientèle obligatoire qu'est le Groupe des Sociétés Misr.

Nous avons vu que la Société Misr de filature et de tissage, à elle seule, jouit auprès de la Banque d'un crédit de plus de L. Eg. 1 million. Les autres Sociétés, dont certaines emploient des milliers d'ouvriers, s'adressent, elles aussi, à la Banque Misr pour leurs besoins de crédits à court terme. Elles ont, d'autre part, d'innombrables effets à l'encaissement, des transferts de fonds à effectuer, des acceptations à se faire donner, etc... Qui chargent-elles de toutes ces opérations ? La Banque Misr naturellement ; et celle-ci ne les leur fait pas gratuitement !

Enfin, les sommes disponibles que ces Sociétés possèdent, sont déposées également auprès de la maison-mère.

d) Il y a enfin et surtout, l'appui efficace du Gouvernement égyptien.

Depuis la fondation de la Banque, ce dernier ne lui a ménagé ni aide ni encouragement. Nous avons vu que

c'est à la Banque Misr que le Gouvernement égyptien avait confié le soin de faire les prêts à la petite industrie et aux Coopératives agricoles. Nous avons vu également qu'il avait consenti à ratifier l'accord entre les Municipalités et la Banque, en vertu duquel tous les fonds municipaux étaient transférés de la National Bank of Egypt à la Banque Misr. Nous avons vu encore qu'il accepta de donner sa garantie aux avances que ferait la Banque aux Municipalités. Nous avons vu enfin qu'il n'avait fait aucune objection à la décision prise par le Conseil Supérieur des Méglys Hasbis tendant à ne conserver les quotes parts héréditaires des mineurs qu'auprès de la Banque Misr.

En dehors de tout ceci, l'aide du Gouvernement se révèle à toute occasion. C'est ainsi, par exemple, que sont exemptés du paiement des droits de douane, toujours fort onéreux, tous les matériaux et machines requis par les Sociétés affiliées à la Banque Misr. Et que, dans toutes adjudications publiques la préférence est donnée à la Banque Misr <sup>1</sup>, au cas où elle y participerait, pour la fourniture des produits requis <sup>2</sup>, etc...

1. The Economic and financial situation in Egypt, par R.-M. Turner, 1929.

2. Un fait tout récent révèle jusqu'à quel point va la sympathie des milieux officiels pour la Banque Misr. En décembre 1937, un projet de loi tendant à alléger la situation des débiteurs hypothécaires malheureux, avait été soumis au Parlement par le Gouvernement. Ce projet avait été préparé par une Commission comprenant, notamment, des Représentants des Banques, et préconisait, en bref, que les dettes fussent réduites suivant un certain barème, sans que les créanciers pussent avoir recours ultérieurement contre le débiteur. L'art. 9 du projet ajoutait : « Seront sujettes à réduction les créances garanties par une caution. Cette réduction ne fera pas toutefois obstacle au recours du créancier contre le garant. »

Cette clause qui, pour le moins qu'on en puisse dire, était étonnante d'injustice, souleva, lors des débats à la Chambre,

\*

\* \*

Tels sont les principaux facteurs qui ont contribué au développement météorique de la Banque Misr et en ont fait une des principales institutions financières du pays.

une demande d'explication de la part d'un député, demande à laquelle le Ministre des Finances répondit :

«... en principe, le garant profite de la réduction accordée au débiteur. Mais une objection ayant été soulevée par la Banque Misr, nous avons établi la disposition prévue à l'art. 9, car la plupart des opérations de cette Banque reposent sur des garanties. »

Sur quoi, l'art. 9 est voté à l'unanimité par la Chambre ! (Voir Annales de la Chambre des Députés, 25 décembre 1937).

Ceci se passe de commentaires, évidemment.

---

## CHAPITRE IV

### LES AUTRES BANQUES ÉGYPTIENNES

Les rapports des Conseils d'Administration des autres banques égyptiennes, quand toutefois on peut les obtenir, contiennent peu de renseignements susceptibles d'éclairer les bilans et de donner une idée exacte de l'activité générale de la banque. Si encore ces établissements voulaient bien venir en aide à ceux qui essayent de se documenter pour un travail quelconque, en leur fournissant des renseignements verbaux, l'examen de ces bilans aurait été facilité. Mais non ! Ces sociétés, qui pourtant sont constituées sous forme de sociétés anonymes, et qui, par conséquent, ont peu de choses à cacher au public, en général, s'obstinent à garder le secret le plus absolu sur des points quelquefois les plus insignifiants.

Tous ceux qui ont entrepris une étude sur le sujet que nous traitons aujourd'hui, ont rencontré le même accueil. C'est pourquoi, nous ne croyons pas devoir nous excuser pour les erreurs qui auront pu se glisser dans ce chapitre, et aussi, pour la manière plutôt sommaire avec laquelle nous avons été amenés, faute d'éléments, à traiter certains points des plus intéressants.

\*

\* \*

Dans les chapitres précédents, nous avons étudié deux

banques égyptiennes : la National Bank of Egypt et la Banque Misr. Nous en avons parlé assez longuement, non seulement parce que c'étaient les banques les plus importantes du pays, mais surtout parce que c'étaient, si l'on peut ainsi dire, les plus « égyptiennes » d'entre elles.

Dans ce chapitre, nous parlerons des autres banques égyptiennes, de celles qui, ainsi que nous l'avons mentionné à plus d'une reprise, ne sont égyptiennes qu'*en droit*, étant, *en fait*, des banques étrangères, soit parce que la majorité de leur capital est détenue par les étrangers, soit parce que ne constituant que des filiales, en apparence indépendantes, de puissants établissements étrangers.

En 1918, il n'y avait que deux banques de nationalité égyptienne. Quelques années après, il y en avait huit. Que s'était-il passé entre temps ? Ceci, que la tendance était à la conversion des agences des banques étrangères en filiales indépendantes et que les Etablissements étrangers, plutôt que d'ouvrir en Egypte de simples succursales, préféraient y créer des filiales juridiquement indépendantes. C'est ainsi qu'en 1922 la Banco di Roma transforme ses succursales égyptiennes en une société anonyme égyptienne sous la dénomination Banco di Roma per l'Egitto e il levante ; qu'en 1924, la Banca Commerciale Italiana de Milan, voulant étendre son champ d'action en Egypte, y ouvre directement une filiale, la Banca Commerciale Italiana per l'Egitto ; qu'en 1929, la Banque Belge pour l'Etranger devient, en Egypte, la Banque Belge et Internationale en Egypte ; que tout récemment encore, les agences de la Banque d'Athènes et de la Banque Nationale de Grèce devaient fusionner entre elles, sous la dénomination Banque Helléno-Egyptienne pour former une Société Anonyme Egyptienne, etc...

Les droits des succursales des banques étrangères en

Egypte, étant les mêmes que ceux des banques égyptiennes — ainsi que nous l'avons vu au début de cet ouvrage — on en vient à se demander quel intérêt présente la création de filiales de préférence à des succursales. Les banques étrangères espèrent-elles pouvoir obtenir ainsi une assimilation plus complète avec les banques égyptiennes et amener à elles un plus grand nombre de clients égyptiens ?

Il ne le semble pas, car même constituées en sociétés anonymes égyptiennes, ces banques sont couramment désignées par leur nationalité. Telle banque, dit le public est italienne ; telle autre est belge, etc... C'est dire que personne ne se leurre sur leur véritable nationalité.

La véritable raison est qu'en créant des filiales en Egypte, les banques étrangères ont pour but d'éviter certaines taxations de leur pays d'origine.

Peut-être aussi faut-il voir le désir de développer leur champ d'action en Egypte, en y créant des organes locaux ayant pouvoir de décider aux lieux et place du siège central.

★

★ ★

Nous allons maintenant passer en revue les principales banques égyptiennes, en les énumérant d'après leur date de naissance.

### *Section I. — BANCO ITALO-EGIZIANO*

Le Banco Italo-Egiziano n'existe sous sa dénomination actuelle que depuis 1924 ; mais son activité dans le pays remonte à une date beaucoup plus lointaine. C'est en 1880, en effet, que le Banco di Roma ouvrit sa pre-

mière Agence à Alexandrie. Dès les débuts, elle s'intéressa surtout au financement de la récolte cotonnière ; mais son activité ne devait pas être très grande puisque le 1<sup>er</sup> juillet 1922 — c'est-à-dire après 42 ans d'existence dans le pays —, les principaux chapitres de son bilan se présentaient ainsi :

*A l'actif :*

|                                   |       |         |
|-----------------------------------|-------|---------|
| Portefeuille effets . . . . .     | L. E. | 130.000 |
| Comptes-courants garantis . . . . | —     | 871.000 |
| Comptes-courants divers . . . . . | —     | 149.000 |
| Participation . . . . .           | —     | 87.000  |

*Au passif :*

|                            |       |           |
|----------------------------|-------|-----------|
| Comptes-courants . . . . . | L. E. | 1 072 000 |
| Dépôts fixes . . . . .     | —     | 89.000    |
| Caisse d'épargne . . . . . | —     | 306.000   |
| Total du bilan . . . . .   | —     | 2.900.000 |

C'est à cette date du 1<sup>er</sup> juillet 1922 que le Banco di Roma per l'Egitto e il levante, société anonyme égyptienne autorisée par décret du 25 avril 1922, prenait en charge les affaires des agences du Banco di Roma en Egypte, Syrie et Palestine. Le Banco di Roma espérait ainsi pouvoir donner un nouvel essor à ses affaires dans ces pays. Et effectivement cela se produisit puisque le 31 décembre 1922, c'est-à-dire cinq mois après la création de la nouvelle filiale, les chapitres ci-dessus accusaient une augmentation sensible et se présentaient avec les chiffres suivants :

*A l'actif :*

|                                   |       |           |
|-----------------------------------|-------|-----------|
| Portefeuille effets . . . . .     | L. E. | 138.000   |
| Comptes-courants garantis . . . . | —     | 1.060 000 |
| Comptes-courants divers . . . . . | —     | 191.000   |
| Participations . . . . .          | —     | 65.000    |

*Au passif :*

|                                 |                    |
|---------------------------------|--------------------|
| Comptes-courants . . . . .      | L. E. 1.202.000    |
| Dépôts fixes. . . . .           | — 96 000           |
| Caisse d'épargne. . . . .       | — 319 000          |
| <i>Total du bilan . . . . .</i> | <i>— 3.300.000</i> |

Le 19 juin 1924, nouveau changement. Un Décret du Gouvernement Egyptien paru à cette date autorisait le Banco di Roma per l'Egitto e il levante à substituer sa dénomination en celle de Banco Italo-Egiziano.

Pourquoi ce changement de nom ? Parce que le Banco di Roma n'était plus le seul intéressé dans la filiale égyptienne. En effet, sous la pression du Gouvernement Italien, semble-t-il, le Credito Italiano et la Banca Nazionale di Credito prenaient une bonne partie du capital de la société. Invitée à entrer dans la combinaison, la Banca Commerciale Italiana se recusa, à cause de certaines divergences de vues <sup>1</sup>.

Le *Capital* du Banco Italo-Egiziano était comme celui de son prédécesseur, de L. E. 1 million souscrit à raison de :

- 40 % pour le Credito Italiano ;
- 30 % pour le Banco di Roma ;
- et 30 % pour la Banca Nazionale di Credito.

La moitié seulement en a été versée à la souscription, et jusqu'aujourd'hui aucun appel de fonds n'a été fait. Pourtant, à certains moments, l'extension des affaires de la Banque justifiait amplement un pareil appel. C'est ainsi qu'en 1925, L. E. 1.500.000 étaient dûs aux maisons-mères, les dépôts ne suffisant pas aux besoins. En 1928 et 1929 également, plus de L. E. 1 million figurait au passif sous le chapitre « Banques et Correspondants ». Pourquoi alors le Banco Italo-Egiziano n'a-t-il pas eu recours à ses actionnaires ? Parce que ses actionnaires étant ses maisons-mères, celles-ci n'ont aucun intérêt

1. D'après Mr. Antonini. *Op. cit.*, p. 116.

à immobiliser d'une manière définitive des fonds importants ; elles préfèrent faire des avances à la filiale, remboursables à la morte-saison. Ainsi que nous l'avons déjà dit, le Capital n'a qu'une valeur indicative pour les filiales des banques étrangères en Egypte.

Les *réserves* du Banco Italo-Egiziano ont augmenté d'une manière très lente, puisque de L. E. 10.000 en 1924, elles n'ont passé qu'à L. E. 90.000 en 1936.

Quant aux *dépôts* auprès du Banco Italo-Egiziano, ils ont rarement dépassé L. E. 2 millions. Au 31 décembre 1933, ils étaient à leur maximum avec L. E. 2.503.000 ; mais dès l'année suivante ils retombaient à L. E. 2.389.000

Le conflit italo-abyssin, avec les « sanctions » qui en résultèrent eurent des effets désastreux sur la Banque. En effet, au 31 décembre 1935, les dépôts atteignaient à peine L. E. 1 million ; l'année suivante, il est vrai, ils remontaient à L. E. 1.436.000 ; mais même ce dernier chiffre est inférieur à celui de 1922, première année pour laquelle nous avons un bilan.

Les dépôts du Banco Italo-Egiziano étant donc plutôt modestes, surtout si l'on considère que cet Etablissement a presque un demi-siècle d'existence en Egypte, la Banque a recours, dans les moments de besoin, à ses maisons-mères ; nous avons vu plus haut que les sommes qu'elle empruntait ainsi étaient quelquefois fort importantes et équivalaient presque au chiffre des dépôts ; en 1925 par exemple, les dépôts s'élevaient à L. E. 1.914.000 et le chapitre « Banques et Correspondants » à L. E. 1.468.000. Après 1928, fut-ce à cause de l'accroissement des dépôts ou de la tendance de la Banque de vivre par elle-même, toujours est-il que le chapitre « Correspondants » au Passif baissait très sensiblement d'année en année, comme le montre le tableau suivant :

1928 : L. E. 1.268.000 ;  
1929 : L. E. 1.126.000 ;  
1930 : L. E. 443.000 ;  
1931 : L. E. 232.000 ;  
1932 : L. E. 185.000 ;  
1933 : L. E. 59.000 ;  
1934 : L. E. 28.000.

En 1934 donc, la Banque vivait sur ses propres ressources. Malheureusement, le Conflit Italo-Abyssin devait faire revenir la Banque à son ancienne pratique et en 1935 le poste « Correspondants » remonte à L. E. 275.000, pour marquer une légère baisse en 1936 (L. E. 224.000).

« D'après les dires de M. Antonini, la politique du Banco di Roma semble avoir été en Egypte, comme dans la péninsule, quelque peu imprudente » <sup>1</sup>. Comment et pourquoi ? M. Antonini ne nous le dit pas et il est très difficile, sinon impossible, de tirer une conclusion quelconque de l'examen des chiffres du bilan. En effet, en dehors du fait que les avances n'y sont pas classées par catégories, on se demande comment on fera la part des nombreux éléments qui entrent en ligne de compte quand on veut expliquer le mouvement des avances durant une certaine période : situation économique du pays, ressources de la banque, politique de cette banque, etc...

Les *avances garanties et non garanties* du Banco Italo-Egiziano totalisent, en période normale, de L. E. 1.500.000 à L. E. 2.000.000. Ils étaient à leur maximum en 1928 avec L. E. 2.717.000. Une partie importante des avances comprises, sous la rubrique « Comptes-courants garantis » est gagée par des cotons et graines de coton <sup>2</sup>. Les avances sur titres et sur effets doivent, elles aussi,

1. Malache. *Op. cit.*, p. 265.

2. Rapport pour 1925.

être assez importantes, car la Banque détient des effets et titres en garanties pour un chiffre relativement respectable.

|                     | 1932          | 1933      | 1934      | 1935    | 1936    |
|---------------------|---------------|-----------|-----------|---------|---------|
| Effets en garantie. | L. E. 293.000 | 298.000   | 288.000   | 156.000 | 199.000 |
| Titres en garantie. | — 843.000     | 1.346.000 | 1.328.000 | 378.000 | 266.000 |

Quant aux « Comptes courants divers » — peu importants en général, ils représentent des facilités accordées à l'« ancienne et dévouée clientèle »<sup>1</sup> de la Banque, autrement dit ce sont des avances ne portant aucune garantie personnelle ou réelle.

Le Banco Italo-Egiziano pratiquait, il y a quelques années, l'escompte des effets sur l'Égypte sur une échelle assez étendue, relativement à son chiffre d'affaires. Mais d'année en année, les chiffres des effets détenus par elle sont en baisse continuelle. L. E. 517.000 en 1925, L. E. 353.000 en 1929, L. E. 215.000 en 1931 et L. E. 93.000 en 1935. D'ailleurs l'escompte qu'elle pratique ne doit pas être le véritable escompte commercial, mais simplement des avances faites sous forme d'escompte d'effets de commerce. C'est du moins ce qui semble résulter du nombre minime des effets escomptés annuellement et de la valeur moyenne de chacun d'eux. Par exemple, le nombre total des effets escomptés en 1925 par la Banque ne s'élève qu'à 8138, pour un montant global de L. E. 1.781.968 soit une moyenne de L. E. 218 par effet, ce qui est énorme.

Enfin, le Banco Italo-Egiziano pratique, sur une large échelle, les *participations financières et industrielles* ; il vient, dans ce domaine, directement après la Banque Misr.

C'est ainsi que jusqu'en 1933 figurait à son bilan, au

1. Rapport pour 1925.

poste « Participations bancaires » L. E. 241.000 environ, représentant l'intérêt qu'il possédait dans la Cassa di Sconto e di Risparmio. Le Capital de cette dernière société étant de L. E. 347.000 on voit que l'Italo en détenait une très grande partie. Ce poste ne figure plus dans les derniers bilans, la Cassa di Sconto ayant été liquidée.

Sous la rubrique « Valeurs de propriété » figure le chiffre de l'intérêt pris par la Banque dans différentes affaires locales et étrangères <sup>1</sup>. Société des Grands Hôtels d'Egypte, Egyptian Hotels Ltd., Egyptian Bonded Warehouses Ltd, Taxi-Auto Fiat, Société des Huiles d'Egypte Egolin <sup>2</sup>. Tout récemment encore, en février 1938, la Banque souscrivait pour L. E. 16.000 sur L. E. 40.000 dans la « S. A. E. des Constructions « Egyco », société ayant pour objet l'entreprise et l'exécution en Egypte et à l'étranger de travaux publics et privés, maritimes et terrestres, tels que ponts, routes, barrages, etc.

Nous n'avons pas à revenir sur les dangers potentiels d'une pareille pratique, question que nous avons traitée tout au long quand nous avons parlé des participations en général.

\*

\* \*

L'année 1935, avec les fameuses « Sanctions » contre l'Italie, a porté un coup très sérieux au Banco Italo-Egiziano. Qu'on en juge ! De L. E. 2.096.000 en 1935, les avances de toutes sortes tombent à moins de L. E. 1 million en 1935. Les titres en dépôts à la Banque pour compte de clients passent de L. E. 1.291.000 en 1934 à

1. Rapport pour 1925.

2. Malache. *Op. cit.*, p. 169.

563.000 en 1935. Même les effets remis à l'encaissement sont retirés, et, en 1935, ils ne représentent plus que L. E. 141.000 seulement, alors que l'année précédente ils dépassaient L. E. 270.000. Et nous avons vu que les dépôts, eux aussi, avaient baissé de plus de moitié de 1934 à 1935.

Bien qu'une certaine partie de l'ancienne clientèle soit revenue à la Banque après la victoire italienne en Éthiopie, la Banque se ressent encore de la crise de confiance qu'a marqué pour elle l'année 1935.

## *Section II. — COMMERCIAL BANK OF EGYPT*

Créée par Décret de 1920, la Commercial Bank of Egypt prenait la suite d'un établissement fondé en 1905, le Crédit Franco Egyptien, établissement dans lequel de forts capitaux français étaient engagés.

Le *Capital* de la Commercial Bank, à l'origine, s'élevait à L. E. 300.000 ; mais les affaires, apparemment, ne prirent pas l'extension qu'on expectait, et dès 1923, le capital fut ramené à L. E. 150.000 par rachat de la moitié des actions. Une nouvelle réduction, par achat à un porteur de 10.000 actions, ramena, en 1933, le capital à L. E. 110.000, chiffre auquel il figure aujourd'hui dans les bilans.

D'après les variations du montant du capital de la Commercial Bank, on peut s'imaginer facilement que son activité n'a pas été très grande jusqu'aujourd'hui, et avait même tendance à décroître ces dernières années. C'est ainsi que l'Agence de Minieh, créée en 1925 fut fermée l'année suivante et que les succursales du Caire et de Paris qui existaient depuis la fondation de la Banque furent fermées en 1935-1936. Actuellement, la Banque ne possède plus ni succursales ni agences.

Ces suppressions d'Agences ont eu leur effet sur le montant des dépôts, déjà assez faibles. Les dépôts de la Banque qui variaient entre L. E. 300.000 et L. E. 400.000, ne sont, au 31 décembre 1937, qu'à L. E. 144.000 et au 14 mars 1938, date à laquelle la Banque passe à un groupe de capitalistes égyptiens, ils tombent à L. E. 87.000 ; c'est le chiffre de dépôts le plus bas de toutes les banques qui publient leurs bilans en Egypte.

Aussi comprend-on que la Commercial Bank ait dû recourir à ses Correspondants à l'Etranger pour compléter ses maigres ressources. Les avances qu'elles prenaient ainsi variaient, évidemment, proportionnellement à son chiffre d'affaires et en raison inverse de ses dépôts. C'est pourquoi, ces dernières années, l'activité de la banque baissant de plus en plus, le montant figurant sous la rubrique « Correspondants à l'Etranger » avait-il tendance à décroître, et, en 1936, — malgré que les dépôts étaient à leur niveau le plus bas depuis 1920 —, il était réduit à zéro. Ce qui révélait un état d'affaires peu satisfaisant.

La politique de la Commercial Bank, toujours prudente, semble avoir subi des variations profondes. En 1925, par exemple, la plus grosse partie des avances de la Banque était gagée par les marchandises, c'est-à-dire en pratique par du coton et des graines de coton.

Sur un total de L. E. 348.000 d'avances,

L. E. 248.000, c'est-à-dire 71 %, étaient garanties par marchandises ;

L. E. 47.000, c'est-à-dire 13 %, étaient garanties par titres ;

L. E. 35.000, c'est-à-dire 10 %, portaient des garanties diverses ;

L. E. 13.000, c'est-à-dire 4 %, étaient garanties par hypothèque ;

L. E. 5.000, c'est-à-dire 2 %, ne portaient aucune garantie.

D'autre part, la Banque possédait pour L. E. 46.000 de participations dans diverses affaires.

Au 31 décembre 1931, soit six ans après, la situation est toute différente. En effet, sur un montant total de L. E. 320.000 d'avances, c'est-à-dire sur un montant presque égal à celui de 1925 :

L. E. 35.000 étaient garanties par marchandises, soit 11 % ;

L. E. 116.000 étaient garanties par titres, soit 36 % ;

L. E. 149.000 portaient des garanties diverses, soit 46 % ;

L. E. 7.000 étaient garanties par hypothèque, soit 3 %.

L. E. 10.000 ne portaient aucune garantie, soit 4 %.

Les participations de la Banque, d'autre part, ne s'élevaient plus qu'à L. E. 19.000.

A quoi sont dûs ces changements, caractérisés essentiellement par une restriction formidable des avances sur coton de la Banque ? Probablement à des déboires que lui a occasionnés ce genre d'avances, car, en 1931, la Banque a dû prélever L. E. 37.000 sur les Réserves pour faire face à des pertes...

D'après le dernier bilan que nous possédons, celui arrêté au 14 mars 1938, l'activité de la Banque semble avoir atteint le niveau le plus bas depuis sa fondation : Le total du bilan n'est plus que de L. E. 241.000, l'es-compte presque inexistant (L. E. 438) et les avances de toutes sortes L. E. 55.000 n'absorbant même pas la totalité des dépôts, pourtant si négligeables (L. E. 87.000).

Empressons-nous d'ajouter que la Commercial Bank a toujours été dirigée d'une manière très prudente, trop prudente même, d'une prudence qui touche à la timidité. En dehors de la Réserve statutaire, elle a réussi à former un fonds de réserve extraordinaire, dans lequel

elle a largement puisé en 1931. D'autre part, elle a toujours conservé à sa situation une liquidité très grande, l'encaisse et le portefeuille titres dépassant souvent les 35 % des engagements à vue de la Banque <sup>1</sup>.

La Commercial Bank of Egypt est devenue, depuis avril 1938, une banque égyptienne *en fait* ; en effet, la majeure partie de ses actions étant passée dans les mains d'un groupe de capitalistes égyptiens, le Conseil d'Administration démissionna, laissant la place à un nouveau Conseil composé, presque entièrement, de membres égyptiens. A cette occasion, le nouveau président du Conseil d'Administration dit, dans un discours :

« Il y a deux points sur lesquels je voudrais faire une déclaration précise : je dirai d'abord que la Commercial Bank of Egypt sera dirigée d'après les méthodes bancaires orthodoxes sans aucun caractère politique <sup>2</sup>. En fait, une entreprise bancaire ne devient puissante que grâce à une gestion prudente et expérimentée et ce sera notre programme. En second lieu, nous voulons développer notre entreprise avec un esprit sincère de collaboration entre les Egyptiens et les communautés étrangères qui ont fait de l'Egypte leur patrie d'adoption ».

Ainsi donc, la Commercial Bank of Egypt dont l'activité avait considérablement baissé ces dernières années à tel point qu'elle semblait devoir entrer en liquidation <sup>3</sup>, est peut-être vouée à une nouvelle vie. Et il est à croire qu'avec sa nouvelle Direction, elle réussira à prendre sa place parmi les grandes banques égyptiennes.

1. Au 31 décembre 1936, l'encaisse était de L. E. 68.000, le portefeuille-titres de L. E. 54.000 et les dépôts de L. E. 220.000, c'est-à-dire que le rapport était à 60 % environ !

2. On retrouve ici cette question de politique qui semble avoir tant d'importance dans la vie sociale et économique en Egypte.

3. Au 14 mars 1938, les pertes dépassent L. E. 60.000, c'est-à-dire s'élèvent à plus de la moitié du Capital Social (L. E.

*Section III. — BANQUE DE COMMERCE N. TEPEGHIOSI ET C<sup>o</sup>*

A la différence des Banques que nous avons examiné jusqu'à maintenant, la Banque de Commerce N. Tepegghiosi et C<sup>o</sup> n'est pas constituée sous forme de société anonyme. C'est une société en commandite par actions.

Créée en 1920 au capital modeste de L. E. 20.000, elle a, par des augmentations successives, porté ce capital à L. E. 40.000, puis L. E. 60.000, puis L. E. 140.000 et enfin L. E. 160.000.

Cette augmentation si rapide du Capital est le meilleur indice de la vitalité de l'institution. Il suffit d'ailleurs, pour s'en rendre compte, d'examiner les principaux chefs d'activité de la Banque, à travers ses bilans successifs.

Les *dépôts* de toutes sortes (comptes-courants, dépôts fixes, caisse d'épargne) ont suivi une ligne ascendante presque ininterrompue, passant de L. E. 29.000 en 1920 à L. E. 243.000 en 1936, soit presque dix fois plus.

Malgré ces ressources, toujours plus importantes d'année en année, la Banque de Commerce, pour arriver à satisfaire toutes les demandes de crédit de la part de sa clientèle, doit, elle aussi, faire appel au crédit auprès des autres Banques locales ou étrangères. Aussi le chapitre « Banque et banquiers » suit-il, depuis quelques années, un mouvement ascendant : alors que de 1927 à 1931, le chiffre variait de L. E. 65 à L. E. 75.000, en 1932 il passe à L. E. 93.000, en 1933 à L. E. 123.000, en 1934 à 179.000, en 1935 à L. E. 153.000, et enfin, en 1936 à L. E. 166.000. Il est à craindre que si ce chef du passif continue à se développer, la Banque finira par perdre

110.000). Il semble donc que les Statuts de la Commercial Bank ne contiennent pas la clause habituelle d'après laquelle la Société est dissoute de plein droit en cas de pertes de la moitié du Capital Social.

une partie de son indépendance, par l'ingérence dans ses affaires des banquiers la finançant. Si les affaires de la Banque prennent une extension imprévue, il vaut mieux y faire face par une augmentation du capital que par un appel au crédit des autres Banques.

*L'escompte* occupe une place négligeable dans l'activité générale de la Banque de Commerce. Jusqu'en 1930 le portefeuille-effets s'élevait dans les environs de L. E. 30.000 ; mais en 1931 il tombe à L. E. 11.000 et en 1932 il n'est plus qu'à L. E. 9.000. Depuis 1933 les Bilans ne mentionnent plus l'escompte sous une rubrique séparée. Aussi nous est-il impossible de connaître son importance actuelle.

Le chef principal d'activité de la Banque de Commerce sont *les avances sur titres* ; celles-ci représentent plus de 70 % des opérations de toutes sortes de la Banque, y compris l'escompte et les participations financières ! Au 31 décembre 1936, elles s'élevaient à L. E. 289.000, les autres avances, l'escompte et les participations réunies ne totalisant que L. E. 105.000.

La Banque de Commerce ayant traversé plusieurs crises sans que son crédit fut ébranlé, il est à présumer que dans ces avances sur titres — dont nous avons vu les dangers — elle prend toutes les précautions nécessaires, notamment quant à la qualité des titres qui servent de gage et à la marge à conserver entre leur valeur boursière et la somme avancée.

Les « *comptes-courants débiteurs* », autrement dit les avances consenties sans garanties, viennent, en importance, immédiatement après les avances sur titres. Ils se chiffrent, au 31 décembre 1936, par L. E. 62.000, soit 15 % environ du total des opérations de la Banque. Là aussi, nous présumons que la Banque prend toutes les précautions nécessaires, et qu'elle ne fait de pareilles

avances qu'à des clients dont la solvabilité et l'intégrité sont notoires.

Quant aux *autres avances garanties*, elles totalisent avec l'escompte au 31 décembre 1936, L. E. 38.000<sup>1</sup>.

Enfin, depuis la fondation de la Banque, le chapitre « *Participations* » porte, au bilan, le chiffre inchangé de L. E. 5.000, montant de la commandite de la Banque de Commerce dans une agence importante de bourse, la Maison Athanassiadès et C°.

\*  
\* \*

La Banque de Commerce a toujours été dirigée avec sagesse et prudence. Au fur et à mesure que ses engagements à vue augmentaient, elle donnait à sa position toute la liquidité que commandaient les circonstances. Qu'il nous suffise de dire qu'au 31 Décembre 1936 ses disponibilités se composaient de :

L. E. 63.000 encaisse.

L. E. 115.000 portefeuille-titres<sup>2</sup>.

L. E. 178.000.

alors que ses engagements s'élevaient à L. E. 409.000.

1. Pour donner une idée de l'importance respective de chacun des éléments contenus sous cette rubrique, citons les chiffres du bilan de 1932, dernier bilan de la Banque de Commerce contenant les détails des avances :

|                                   |                     |
|-----------------------------------|---------------------|
| Avances sur marchandises. . . . . | L. E. 3.000         |
| — effets . . . . .                | — 2.000             |
| Escompte . . . . .                | — 9 000             |
| Total . . . . .                   | <u>L. E. 14.000</u> |

2. Il est intéressant de noter que le Bilan donne les détails de la composition du portefeuille et des cours auxquels les titres figurent au bilan. Relevons que la valeur boursière du Portefeuille est, en général, de 25 % plus élevée que la valeur portée au bilan.

dont L. E. 243.000 dépôts

et L. E. 166.000 banques et banquiers.

Le rapport des disponibilités aux engagements dépasse donc 40 %.

Cette situation saine que révélait, annuellement, les bilans, n'a pas peu contribué au succès de la banque. Et actuellement, la Banque de Commerce, N. Tepeghios et C<sup>o</sup>, est en passe de devenir la première banque hellénique du Caire, la Banque Nationale de Grèce <sup>1</sup> ayant liquidé ses affaires égyptiennes et la Banque d'Athènes perdant, lentement, une partie importante de sa clientèle.

#### *Section IV. — Banca Commerciale Italiana per l'Egitto.*

La Banca Commerciale Italiana per l'Egitto a été créée, ainsi qu'on l'a vu, à la suite de certaines divergences de vues, avec les deux autres grands établissements de crédit italiens, lors des pourparlers pour la transformation du Banco di Roma per l'Egitto e il levante. Le Décret Royal autorisant la fondation de la Banque sous forme de Société Anonyme Egyptienne parut le 1<sup>er</sup> mai 1924, mais la Société n'entra effectivement en fonctions que le 14 juillet 1924 à Alexandrie et le 21 du même mois au Caire.

Aussitôt fondée, la Banque fit preuve d'une grande vitalité ; quelques mois à peine après son inauguration, elle ouvrait des agences à Mehalla Kebir, Damanhour, Zagazig, Béni-Souef, Béni-Mazar, Minia et Mansoura principaux centres cotonniers d'Egypte ; et grâce à ces agences, elle réussit, pour son premier exercice, à réunir

1. Il nous revient que c'est la Banque de Commerce qui va prendre la suite des affaires de la Banque Nationale de Grèce à Alexandrie.

L. E. 850.000 de *dépôts*, chiffre vraiment brillant pour qui connaît l'Égypte.

Quelques années après, en 1929, ses dépôts atteignaient déjà L. Eg. 3 millions, dépassant de plus de L. Eg. 1 million les dépôts du Banco Italo-Egiziano qui, à cette date, avait près d'un demi-siècle d'existence en Égypte. C'est la meilleure preuve de la grande activité déployée par la Banca Commerciale.

Il est vrai que, dans les années suivantes, les dépôts baissèrent aux environs de L. Eg. 2 millions ; mais la cause en revient à la crise qui sévissait dans le monde en général, et avec une acuité toute particulière en Égypte. Nous verrons que, comme pour le Banco Italo-Egiziano, le conflit Italo-Ethiopien porta un coup très dur à la Banca Commerciale : de 1934 à 1935 les dépôts tombèrent de L. Eg. 2.095.000 à L. Eg. 1.007.000 pour remonter en 1936 à L. Eg. 1.546.000. Ce dernier chiffre a d'ailleurs été largement dépassé dans les premiers mois de 1937 et se rapprochait beaucoup de celui de 1934 <sup>1</sup>.

Le *capital* de la Banca Commerciale est presque égal à celui de sa concurrente de même nationalité puisqu'il atteint 1 million de livres égyptiennes <sup>2</sup>, et, comme pour l'Italo, la moitié seulement en a été versée par la principale actionnaire, la Banca Commerciale Italiana de Milan.

De même que pour le Banco Italo, ce capital ne semble pas suffire pour les affaires de la Banca Commerciale en Égypte, l'obligeant ainsi à avoir recours à sa maison-mère.

Voici, par exemple, pour les dernières années, le mon-

1. Rapport pour 1936.

2. Le capital du Banco Italo est de L. E. 975.000 (L. E. 1 million).

tant figurant au passif sous la rubrique « Correspondants » <sup>1</sup>.

|       | 1930    | 1931    | 1932    | 1933    | 1934    | 1935    | 1936    |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| L. E. | 154.000 | 104.000 | 249.000 | 273.000 | 384.000 | 393.000 | 275.000 |

|       | 1930   | 1931   | 1932    | 1933    | 1934    | 1935    | 1936    |
|-------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|
| L. E. | 73.000 | 85.000 | 164.000 | 259.000 | 329.000 | 238.000 | 474.000 |

La Banca Commerciale a, jusqu'en 1934, pratiqué l'escompte des effets sur l'Egypte sur une grande échelle. En 1929 son portefeuille s'élevait à L. Eg. 617.000 <sup>2</sup> et en 1930 à L. Eg. 627.000. Dans les années suivantes, il faiblit un peu mais se maintenait aux environs de L. Eg. 500.000, chiffre important surtout quand on le compare à celui de la National Bank of Egypt (L. Eg. 200.000 env.).

En 1935, le chiffre baissa à L. Eg. 223.000 : cette forte diminution pouvait facilement s'expliquer par le ralentissement formidable des affaires de la Banque par suite des sanctions contre l'Italie. Mais, à fin 1936, le portefeuille marque une nouvelle diminution de près de L. Eg. 50.000, alors que tous les autres chapitres du bilan sont en reprise. Aussi, en arrive-t-on à se demander si la Banque n'a pas changé de politique sur ce point et si elle ne préfère pas faire comme toutes les autres banques en Egypte, c'est-à-dire pratiquer le moins possible l'escompte local.

Quant aux autres opérations de la Banca Commerciale, les Rapports n'en donnent aucun commentaire.

Les « avances garanties » étaient à leur maximum en

1. A ces mêmes dates figuraient, à l'actif, toujours sous la rubrique « Correspondants » les chiffres suivants qu'il est intéressant de mettre en regard des chiffres ci-dessus :

2. Dans ce chiffre est compris le montant des effets sur l'Etranger (presque nul).

1929, avec un peu plus de L. Eg. 2 millions ; ils se stabilisèrent ensuite aux environs de L. Eg. 1.300.000, pour tomber en 1935 à L. Eg. 786.000.

Comme toutes les autres banques, la majeure partie de ces avances était gagée par du coton ; mais en 1935-1936, la banque ayant fermé toutes ses agences de l'intérieur, le travail sur coton subit un très fort ralentissement. Aussi, pour la saison cotonnière 1936-1937, les arrivages à Alexandrie de cotons et graines, au nom de la Banca Commerciale, furent-ils des plus modestes :

1.956 balles de coton et 3.077 ardebs de graine <sup>1</sup>.

C'est le chiffre le plus bas de toutes les banques en Egypte, et, en 1937-1938, il est encore plus faible : du 1<sup>er</sup> septembre 1937 au 10 février 1938, 865 balles de coton et 116 ardebs de graines seulement étaient arrivées à Alexandrie au nom de la Banque. Il apparaît donc que les avances gagées par le coton et graines ont actuellement une importance pratiquement nulle à la Banca Commerciale.

D'autre part, les *avances sur effets et sur titres*, ont, comme dans toutes les autres banques en Egypte, une place assez importante dans l'activité de la Banca Commerciale. Cela ressort du montant des effets et des titres déposés auprès de la Banque, en garantie d'avances.

A fin 1934, ce montant s'élevait à L. Eg. 870.000 dont

L. Eg. 244.000 d'effets en garantie

et L. Eg. 626.000 de titres en garantie.

En prenant les 70 % de ce montant — c'est-à-dire en laissant la marge habituelle de 30 % dans ces sortes

1. Il est intéressant de mettre en regard de ces chiffres ceux relatifs à l'autre Banque italienne, le Banco Italo, qui, à fin 1936 avait pour L. E. 1.047.000 d'avances garanties (contre L. E. 846.000 pour la Commerciale). Les arrivages à Alexandrie au nom de l'Italo, furent pour 1936-1937 : 58.332 balles de coton et 45.924 ardebs de graine !

d'avances — nous avons L. Eg. 609.000 d'avances sur titres et effets, soit 45 % environ du total des avances garanties de la Banque.

A fin 1936, nous avons L. Eg. 425.000 d'effets et titres en garantie ; ce qui donne, en procédant comme ci-dessus, L. Eg. 297.000 approximativement, d'avances, soit 35 % du total des comptes garantis.

Ainsi donc, à fin 1936, les avances gagées par coton, titres et effets, absorbent (en prenant les choses au mieux) moins de 50 % des avances garanties de la Banca Commerciale. Par quoi sont garanties les 50 % restants ? Le défaut absolu de toute indication ne nous permet, malheureusement, pas de répondre à cette question ; mais nous présumons que les cautions personnelles constituent la garantie de la majorité d'entre elles.

Les « *comptes-courants divers* », c'est-à-dire, ainsi que nous l'avons vu à plus d'une reprise, les comptes non garantis, atteignirent leur maximum en 1929 avec L. Eg. 826.000 ; ils baissèrent par la suite graduellement, pour arriver, à fin 1936, à L. Eg. 222.000.

Au début de son activité en Egypte, la Banca Commerciale sembla vouloir suivre la même voie que le Banco Italo, en pratiquant les *participations* financières et industrielles ; c'est ainsi qu'en 1929, la Banque avait pour L. Eg. 36.000 de participations diverses, chiffre qui, en 1930, passait à L. Eg. 46.000. Mais, malheureusement, cette rubrique disparut dans les bilans suivants.

Il est vrai que la Banque a des « valeurs de propriété », c'est-à-dire au fond, des participations indirectes ; mais leur valeur est pratiquement nulle.

Tels sont, en quelques mots, les principaux chefs d'activité de la Banca Commerciale. Celle-ci, comme sa

« compatriote », subît une rude épreuve en 1935 <sup>1</sup>, mais elle s'en releva, très vite, et, grâce à sa réorganisation récente, il est à croire qu'elle saura imprimer à son activité le mouvement toujours ascendant qui la caractérisait avant la dernière crise.

#### Section V. — LA BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE EN ÉGYPTÉ

Officiellement, la Banque Belge et Internationale en Egypte n'existe que depuis le 1<sup>er</sup> avril 1929 <sup>2</sup>. En réalité, elle ne faisait que continuer la Banque Belge pour l'Etranger qui, établie en Egypte depuis 1913, avait, elle-même, pris la suite de la Banque Sino-Belge.

A la création de la Banque Belge et Internationale prit part un groupement important de banquiers et de sociétés financières, tant européennes qu'américaines, justifiant ainsi l'appellation nouvelle de la Banque. Ce groupement comprenait notamment : la Banque Belge pour l'Etranger, la Banque Commerciale de Bâle, The Chase National Bank of the City of New-York, le Crédit Algérien, le puissant Groupe Empain, la Mutuelle Solvay, etc... Il est intéressant de relever ici la participation

1. Il suffit, pour s'en rendre compte, de mettre en regard les chiffres des principaux chapitres du bilan, pour 1934 et 1935 :

|                                       | 1934      | 1935      |
|---------------------------------------|-----------|-----------|
| Portefeuille effets : . . . . . L. E. | 413.000   | 223.000   |
| Comptes garantis . . . . .            | 1.306 000 | 786.000   |
| Comptes divers . . . . .              | 394 000   | 240 000   |
| Crédits confirmés . . . . .           | 260.000   | 15 000    |
| Déposants . . . . .                   | 2.095.000 | 1.007 000 |
| Total du bilan . . . . .              | 6.522.000 | 4.098 000 |

2. Le Décret Royal l'autorisant, porte la date du 30 janvier 1929.

américaine, car, aussi étrange que cela puisse paraître, la Banque Belge est, dans toute l'Egypte, le seul établissement de crédit comportant des intérêts américains <sup>1</sup>.

La Banque Belge fut fondée au capital de L. Eg. 1 million, dont la moitié seulement fut versée à la souscription. Le brillant bilan que fut celui de son premier exercice, arrêté au 30 juin 1930 <sup>2</sup>, faisait prévoir un appel de fonds aux actionnaires, tout proche ; mais la crise produisit un ralentissement marqué des affaires, et les ressources de la banque purent, jusqu'aujourd'hui, suffire à tous ses besoins.

Les nombreuses et puissantes sociétés belges qui existent en Egypte, constituent pour la Banque Belge une excellente clientèle surtout en ce qui concerne les dépôts. Ces sociétés sont en effet, pour la plupart, très riches, et font peu usage de crédit.

Aussi, le premier bilan de la Banque Belge, montrait-il comme *dépôts*, le chiffre important de L. Eg. 1.765.000 dont L. Eg. 1.057.000 à vue et L. Eg. 708.000 à terme ou préavis. Ce chiffre, par suite de la crise, a baissé jusqu'à L. Eg. 1.066.000 en 1932, pour remonter en 1933 à L. Eg. 1.402.000, et retomber à L. Eg. 1.299.000 en 1935. Depuis 1936, les dépôts de la Banque Belge se rapprochent sensiblement du chiffre de 1930, et au 30 juin 1937, ils sont à L. Eg. 1.579.000.

Bien que, grâce à ses relations au dehors, la Banque Belge jouisse de larges concours, notamment chez ses banques fondatrices, il semble qu'elle préfère vivre par ses propres ressources. En effet, au 30 juin 1937, le poste « Banquiers », au passif, ne représente que L. Eg. 10.000,

1. Il y a bien l'Américan Express C<sup>o</sup> qui fait quelques rares opérations de banque mais c'est une Agence de Tourisme et non une Banque.

2. Ce bilan couvrait donc 14 mois.

après avoir figuré, en 1930, pour L. Eg. 134.000. Tout au contraire, il semble que la Banque Belge place une partie importante de ses disponibilités auprès des banques étrangères : c'est ainsi que le poste « Banquiers à vue et à terme », à l'actif du bilan, a passé par les chiffres suivants de 1930 à 1937 :

|       | 1930    | 1931    | 1932    | 1933    | 1934    | 1935    | 1936    | 1937    |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| L. E. | 488.000 | 204.000 | 220.000 | 242.000 | 216.000 | 196.000 | 268.000 | 258.000 |

Si la Banque Belge a tant de disponibilités, c'est que, contrairement à la très grande majorité des banques en Egypte, elle ne participe pas au financement du coton <sup>1</sup>.

Ses avances de toutes sortes ont atteint leur maximum en 1930 avec L. Eg. 1.618.000, et leur minimum en 1932 avec L. Eg. 872.000. Depuis lors, ils suivent un mouvement ascendant, et, en 1937, touchent de près le chiffre de 1930 :

|       | 1933      | 1934      | 1935      | 1936      | 1937      |
|-------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| L. E. | 1.058.000 | 1.187.000 | 1.292.000 | 1.439.000 | 1.484.000 |

En quoi consistent ces avances, en quoi consistent leurs garanties, est un mystère qu'il ne faut pas essayer d'éclaircir. Les Rapports annuels du Conseil d'Administration gardent le secret le plus absolu sur ce sujet et on s'adresserait en vain, à la Banque, pour en obtenir quelques explications.

Le *portefeuille* de la Banque est relativement assez important puisqu'il se chiffre, en moyenne, par L. Eg. 200-300.000. Que les effets y contenus soient sur l'Egypte ou sur l'étranger, il nous est impossible de le dire pour les mêmes raisons que nous venons d'exposer.

1. C'est du moins la conclusion à laquelle nous arrivons du fait que la banque ne possède pas d'Agences à l'Intérieur et ne reçoit pas du coton en son nom à Alexandrie.

La Banque Belge possède des intérêts dans quelques affaires locales, intérêts modestes il est vrai, puisque leur valeur ne dépasse pas L. Eg. 10.000 au 30 juin 1937.

Enfin, la Banque Belge, grâce à ses nombreuses et étroites relations étrangères, pratique sur une échelle relativement assez large, le *crédit par acceptation*. De 1930 à 1937 les acceptations données soit par elle-même, soit par ses correspondants, ont passé par les chiffres suivants :

|       | 1930    | 1931    | 1932    | 1933    | 1934    | 1935    | 1936    | 1937    |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| L. E. | 455.000 | 529.000 | 281.000 | 241.000 | 339.000 | 270.000 | 327.000 | 279.000 |

Quant aux placements en *titres* de la Banque, ils ont considérablement varié d'année en année, et cela sans raison apparente. Le tableau suivant donne une idée nette du mouvement en zigzag du portefeuille titres de la Banque Belge.

|       | 1930   | 1931    | 1932 | 1933 | 1934 | 1935  | 1936   | 1937   |
|-------|--------|---------|------|------|------|-------|--------|--------|
| L. E. | 15.000 | 100.000 | 500  | 0    | 500  | 4.000 | 32.000 | 39.000 |

★

★ ★

L'étude de l'activité de la Banque Belge à travers ses bilans, est rendue difficile par deux ordres de fait.

D'abord par le défaut absolu de commentaires sur les divers chapitres du bilan, dans les Rapports annuels du Conseil d'Administration. Et ensuite par le fait, qu'alors que le premier bilan de la Banque, celui de 1930 était le reflet d'une situation économique prospère du pays, tous ceux qui l'ont suivi sont plus ou moins des bilans de crise, qui, donc, ne se comparent que défavorablement à ce premier bilan de 1930 : c'est ainsi par exemple, qu'au 30 juin 1937, ni les dépôts, ni les avances, ni les

effets escomptés, ne sont encore arrivés aux chiffres de 1930.

Si l'on tient compte de ces circonstances et du fait que la Banque ne prend pas part au financement de la récolte cotonnière, il faut convenir que la Banque Belge et Internationale en Egypte est une des banques de nationalité égyptienne qu'on peut considérer comme les plus commerciales.

#### *Section VI. — BANQUE MOSSERI S. A. E.*

La Banque Mosseri S. A. E. est de création toute récente, puisque le décret royal l'autorisant porte la date du 30 septembre 1935. Mais elle ne fait, en réalité, que prendre la suite d'une des plus vieilles maisons privées de banque, la maison Mosseri et C<sup>o</sup>, fondée en 1904 par M. Elie N. Mosseri en association avec ses frères et M. Elie Curiel. En outre, des relations étroites la lient à de nombreuses sociétés financières célèbres, telles que la Maison N. M. Rothschild et Sons, Erlangers Ltd, Lazars Brothers de Londres ; Société Générale et Banque Seligman de Paris<sup>1</sup>. La Banque Mosseri agit enfin comme correspondante de l'Ionian Bank Ltd de Londres.

La Banque Mosseri a été créée avec un capital de L. Eg. 100.000, ce qui, pour son chiffre d'affaires, semble amplement suffisant<sup>2</sup>.

Au 31 mars 1937, ses ressources se composaient de L. Eg. 273.000 de dépôts et de L. Eg. 96.000 mises à sa disposition par les banques locales et ou étrangères.

La Banque Mosseri fait toutes sortes d'opérations, mais son principal chef d'activité semble être les avances

1. D'après un article paru dans une revue sur l'Egypte, en 1936.

2. Une Assemblée Générale extraordinaire a été récemment convoquée pour voter l'augmentation du capital.

garanties qui, sur un total de L. Eg. 358.000 d'opérations de toutes sortes, absorbent, au 31 mars 1937, L. Eg. 236.000, soit 65 % environ. Bien qu'aucun détail ne soit donné sur ce chapitre, il est probable que les cautions personnelles constituent la garantie de la majorité des avances ; ceci ne serait d'ailleurs que naturel de la part d'une banque qui, quoique constituée sous forme de société anonyme, continue à garder son caractère de banque privée.

Au 31 mars 1937, les « comptes-courants » divers s'élèvent à L. Eg. 53.000 et les effets escomptés à L. Eg. 54.000.

Enfin, à la même date, la banque possédait une participation financière dans une affaire locale, pour L. Eg. 15.000.

Quant aux liquidités de la Banque, elles sont assez élevées, puisqu'au 31 mars 1937 elles se montaient à près de L. Eg. 63.000, dont :

L. Eg. 13.000 encaisse  
et L. Eg. 50.000 en titres.

\*  
\* \*

Banque de l'aristocratie tant juive que musulmane, la Banque Mosseri « jouit d'une position particulièrement enviable dans le monde financier égyptien » <sup>1</sup>.

#### *Section VII. — BANQUE SUARÈS (S. A. E.)*

Créée par Décret du 7 septembre 1936, la Banque Suarès ne faisait, elle aussi, que prendre la suite d'une maison de banque privée, Ed. Suarès Fils et C<sup>o</sup>.

1. E. Politi. *Annuaire des Sociétés Egyptiennes par action*, 1937.

D'après ses Statuts, la banque n'a pas pour objet exclusif les opérations de banque et de change en général ; elle peut, par exemple, prendre la représentation de compagnies d'assurances ou de navigation, etc..

N'ayant pu obtenir un bilan de cette nouvelle banque, nous ne pouvons connaître dans quel sens principal est dirigé son activité.

Contentons-nous de dire que constituée avec un capital de L. Eg. 20.000 divisé en 4.000 actions de L. Eg. 5, la Banque Suarès a, par une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire de ses actionnaires du 25 février 1937 porté son capital à L. Eg. 40.000.

*Section VIII. — SOCIÉTÉ EGYPTIENNE FINANCIÈRE  
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE. — SEFINA S. A. E.*

C'est la dernière née des Banques égyptiennes constituées sous forme de société anonyme, le décret l'autorisant ne remontant qu'au 19 février 1938.

En dehors de toutes les opérations de banque et de change, la Sefina peut, d'après l'article 2 de ses Statuts :

1° Faire le commerce d'importation et d'exportation en général, pour son propre compte ou pour compte de tiers ;

2° Concourir avec des tiers à la création de toutes entreprises industrielles, financières ou commerciales.

Le capital de début était de L. Eg. 10.000 ; mais, avant même que la Société ne fut entrée effectivement en exercice, il était porté à L. Eg. 100.000.

---

## CHAPITRE V

### LES BANQUES ÉTRANGÈRES ÉTABLIES EN ÉGYPTÉ

Dans tous les pays du monde, à côté des banques nationales, on trouve des succursales des banques étrangères. Personne ne s'en plaint, en général, du moins. Pourquoi donc, en Egypte, s'en prend-t-on tellement à ces banques étrangères et leur attribue-t-on tous les malheurs qui s'abattent sur le pays ? Pour cette raison très simple, qu'alors que dans presque tous les pays du monde, ce sont les banques nationales qui sont les plus nombreuses et les plus importantes, en Egypte, la situation est renversée : la majorité des banques établies dans le pays, même quand elles sont égyptiennes *en droit*, sont *en fait* étrangères. Et de ce chef, le crédit ne peut être contrôlé par l'Institut Central, c'est-à-dire la National Bank of Egypt. Et il arrive également que lors même que l'économie nationale est des plus saines, on ressent, par suite de ce défaut d'organisation du crédit, une crise qui sévit en Italie, en France ou en Angleterre.

Il ne faut cependant rien exagérer, car cette multitude même de nationalités est le meilleur remède à toutes les politiques de crédit contradictoires. Car, qu'arrive-t-il ? Telle banque, pour des raisons spéciales à son pays d'origine, est-elle obligée de restreindre son activité et de demander le remboursement des avances venues à échéance ? Et bien, il est presque sûr qu'il se trouvera une autre banque qui ne sera que toute heureuse de lui prendre sa clientèle.

En outre, cette multitude de banque étrangères a pro-

fité au pays, d'abord par les immenses capitaux qu'elles ont mis à sa disposition, et ensuite le faible loyer de l'argent qu'elles ont fait prévaloir.

Et ainsi, s'il est vrai que la National Bank of Egypt ne peut, à l'instar de la Banque d'Angleterre ou de France, fixer le taux de l'escompte, il n'en est pas moins vrai que le défaut d'entente entre les banques en Egypte, résultant justement de leurs nationalités différentes, a provoqué une concurrence forcenée, et, comme résultat, un taux d'intérêt se rapprochant beaucoup de celui pratiqué en Europe.



Nous avons, au début du chapitre précédent, indiqué les difficultés rencontrées pour l'étude des banques égyptiennes. Ces difficultés ne sont rien quand on les compare à celles qui se dressent quand on veut étudier l'activité des banques étrangères en Egypte. Car ici alors, on en est réduit, ainsi que nous l'avons dit au début de cet ouvrage, à des appréciations exclusivement qualitatives.

En effet, il n'y a ni bilans (les bilans publiés englobant l'activité de la Banque dans tous les pays où elle est établie) ; ni rapports du Conseil d'Administration (ces rapports ne faisant, le plus souvent, aucune allusion à l'Egypte) ; ni enfin, des renseignements oraux de la part des dirigeants, ceux-ci étant tenus au secret le plus absolu. Aussi, sommes-nous dans le regret de ne pouvoir, comme dans le chapitre précédent, commenter, plus ou moins, l'activité en Egypte de ces banques étrangères.

Comme pour les banques égyptiennes, nous passerons en revue les banques étrangères d'après la date de leur naissance en Egypte.

*Section I. — LA BARCLAYS BANK (D. C. & O.)*

La Barclays Bank (D. C. & O.) est actuellement, la doyenne des banques travaillant en Egypte, tant égyptiennes qu'étrangères. En effet, elle a pris, en 1925, la suite des affaires de l'Anglo-Egyptian Bank, banque qui avait été fondée en 1864 sous le nom d'Anglo-Egyptian Banking Co.

A ses débuts, et malgré sa dénomination anglaise, l'Anglo-Egyptian Banking Co était une banque plus française qu'anglaise. Fondée au capital de L. Eg. 1.600.000, capital très important pour l'époque, elle se confina surtout, au commencement, à négocier les emprunts publics, soit pour son propre compte, soit pour le compte de syndicats financiers internationaux. C'est ainsi qu'en 1866, elle avança au Khédive Ismail L. S. 3.000.000 contre L. S. 3.387.000 de titres 7 %, le taux d'émission étant à 92 %<sup>1</sup>.

En 1876, ainsi qu'on l'a vu, la Banque fut en passe de devenir la Banque Nationale d'Egypte, et ses actionnaires, convoqués en assemblée générale, avaient autorisé le fusionnement avec le nouvel établissement projeté. Mais le projet ne fut pas réalisé et on n'en entendit plus parler.

L'année 1887 voit des transformations radicales dans l'administration de l'Anglo-Egyptian Banking Co. L'élément français qui, jusque-là, avait prédominé, est exclu, par la réduction du *capital* de la Banque à L. S. 800.000 dont L. S. 400.000 seulement versées. D'autre part, la Banque change sa dénomination en celle de l'Anglo-Egyptian Bank.

Après avoir été, une fois de plus, réduit à L. S. 400.000, le capital de l'Anglo est, par la suite, augmenté d'abord

1. M. Haekal. *La dette publique égyptienne*, p. 45.

à L. S. 700.000 en 1905, puis à L. S. 1.800.000 (dont L. S. 600.00 versées) en 1919. C'est que les affaires de la Banque prenaient un développement considérable, non seulement en Egypte, mais aussi dans les pays dans lesquels elle possédait des succursales : Malte, Gibraltar, Palestine, Soudan, etc...

C'est en 1925, à la suite du fusionnement de l'Anglo-Egyptian Bank, de la Colonial Bank et de la National Bank que la Barclays Bank (D. C. et O.) est venue, en Egypte, remplacer l'Anglo-Egyptian Bank.

La Barclays Bank (D. C. et O.), une des filiales de la Barclays Bank, le puissant établissement anglais, a un capital autorisé de L. S. 10.000.000, L. S. 6. 975.000 sont souscrits, mais L. S. 4.975.000 seulement, versés.

En Egypte, la Barclays Bank occupe, sans conteste, une place prépondérante. Son activité s'étend sur tout le pays grâce aux nombreuses agences qu'elle y possède<sup>1</sup>.

La Barclays Bank prend une part considérable dans le financement de la récolte cotonnière et il est probable que ses *avances sur marchandises* dépassent toutes celles des autres banques en Egypte, y compris la National Bank. C'est du moins ce qui semble résulter du chiffre des arrivages de coton et graines en son nom, à Alexandrie. Ainsi, par exemple, du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 27 août 1937, ces arrivages se sont montés à 144.128 balles de coton et 292.065 ardebs de graines, alors que la National Bank, entre les mêmes dates, ne recevait que 94.179 balles de coton et 147.688 ardebs de graines. De même, pour la saison 1937-1938, la Barclays continue à

1. Sur ce point la Barclays, avec ses 28 agences, sous-agences et bureaux, vient immédiatement après la National Bank, qui, on le sait, en possède 37.

garder le premier rang pour les arrivages de l'intérieur <sup>1</sup>.

L'escompte local et étranger doit également constituer une part importante de l'activité de la Barclays Bank en Egypte ; mais l'absence d'éléments nous empêche de donner des précisions sur ce point.

Quant aux *avances garanties ou non garanties*, elles doivent, elles aussi, être certainement très importantes : l'existence d'agences dans les principaux centres commerciaux en est la meilleure preuve.

La Barclays Bank est chargée, en Egypte, de la Trésorerie de l'Armée Britannique. Elle possède, en outre, la clientèle des nombreuses et puissantes sociétés anglaises travaillant dans le pays. De ce chef, les *dépôts* doivent y atteindre un chiffre considérable. On peut facilement s'en rendre compte en examinant les chiffres des dépôts de l'Anglo-Egyptian Bank, dans ses dernières années. En 1919, l'Anglo avait pour L. S. 17.113.000 de dépôts, soit presque autant que la National Bank. En 1920, il n'y en avait plus que L. S. 12.000.000 environ, et en 1923 L. S. 10.640.000. Ces dépôts, il est vrai, ne provenaient pas exclusivement de l'Egypte, la Banque étendant son activité sur d'autres pays ; mais la plus grande partie en provenait certainement. Aussi, si l'on tient compte du développement pris par l'Anglo par suite de son absorption, et de la généralisation de la pratique du compte en banque, on est obligé de convenir que les dépôts dans les agences égyptiennes de la Barclays Bank doivent être très sensiblement plus élevés qu'en 1923.

\* \* \*

1. Du 1<sup>er</sup> septembre 1937 au 10 février 1938 ces arrivages en son nom à Alexandrie furent de 108.872 balles de coton et 274.285 ardebs de graines, dépassant ainsi, de loin, la National Bank et la Banque Misr. Rappelons cependant que nous ne considérons les chiffres des arrivages, que comme un indice plus ou moins probant, et non comme un indice indiscutable.

Si la Barclays Bank a réussi à donner une telle extension à ses affaires en Egypte, c'est parce qu'elle a doté ses branches égyptiennes d'une organisation semi-autonome. Nous avons vu, en effet, qu'un Conseil d'Administration local, comprenant notamment deux membres égyptiens, avait été institué à Alexandrie, pour la direction et le contrôle de toutes les branches égyptiennes. Cette mesure, très heureuse, devrait être imitée par les autres banques étrangères, ayant des intérêts importants en Egypte.

## *Section II. — LA BANQUE OTTOMANE*

La Banque Impériale Ottomane, créée à Constantinople en 1863, avec sièges à Paris et à Londres, s'installa en Egypte dès 1867, c'est-à-dire presque immédiatement après l'Anglo.

Les liens, très étroits, qui liaient à cette époque l'Egypte à la Turquie, formaient pour elle un terrain très favorable pour l'expansion de ses affaires. Et effectivement, elle parvint à occuper une place prépondérante parmi les établissements de crédit installés dans le pays.

Mais son activité subit une certaine contraction par suite de la disparition de l'allégeance, toute théorique il est vrai, de l'Egypte envers la Turquie.

La Banque Impériale Ottomane, devenue depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1925, Banque Ottomane, finance la récolte cotonnière dans une mesure restreinte, ainsi qu'il ressort du chiffre des arrivages de coton à Alexandrie, en son nom <sup>1</sup>. Mais l'escompte et les avances sur titres semblent

1. Pour la saison 1936-1937 : 3.802 balles de coton et 6.650 ardebs de graines. Pour le début de la saison 1937-1938, les chiffres sont en progrès marqué : 5.801 balles de coton et 7.482 ardebs de graines.

occuper une place importante dans l'ensemble de son activité.

La solide position de la Banque Ottomane lui a permis en 1914, non seulement de ne pas exciper du moratorium, mais encore d'ouvrir ses guichets pendant les journées des 5 et 8 août 1914, déclarées fériées par la loi, pour effectuer des versements ne dépassant pas L. S. 50 pour chaque client.

La réorganisation récente dont furent l'objet les succursales d'Egypte de la Banque Ottomane <sup>1</sup>, augure d'un prochain développement de ses affaires sur le marché local.

### *Section III. — LE CRÉDIT LYONNAIS*

Le Crédit Lyonnais installa sa première agence égyptienne en 1874, à Alexandrie. En 1875, il ouvrait une nouvelle agence au Caire et en 1876 une troisième à Port-Saïd. Depuis lors, s'étant abstenu de prendre part au financement de la récolte cotonnière, cette Banque n'a pas senti la nécessité de créer de nouvelles agences en Egypte.

Le Crédit Lyonnais qui, on le sait, est un des plus puissants établissements de crédit français, a participé en 1880 à la création du Crédit Foncier Egyptien. C'est, à notre connaissance, la seule fois qu'il s'est intéressé dans une affaire financière égyptienne.

De l'aveu de tout le monde, le Crédit Lyonnais est un des établissements qui, en Egypte, possède des dépôts pour un chiffre très important ; jouissant de la confiance de la population égyptienne riche, il a su conserver cette clientèle, malgré la concurrence acharnée

1. E. Politi, 1937. *Op. cit.*

résultant de la création de nombreuses banques nouvelles.

Malgré ces ressources considérables, provenant d'Égypte, il ne semble pas que le Crédit Lyonnais déploie une activité telle qu'il arrive à en employer la majeure partie localement. Ne pratiquant ni l'escompte, ni les avances sur marchandises, il est vident que son champ d'action en est considérablement restreint. C'est d'ailleurs peut-être pour ces raisons qu'il jouit de la confiance de la clientèle égyptienne, car il représente ainsi la « banque de dépôts » par excellence.

#### *Section IV. — LA BANQUE D'ATHÈNES*

Créée en 1893 d'après la législation hellénique, la Banque d'Athènes était rattachée à l'Égypte par des liens très étroits. En effet, une bonne partie de son capital avait été souscrit en Égypte, sinon par des Égyptiens, et actuellement encore, on estime à plus de la moitié du nombre total de ses actions, le chiffre détenu dans le pays.

La Banque d'Athènes est la première banque hellénique qui ait ouvert des succursales en Égypte. Quand on pense que la Communauté Hellénique est la première en importance en Égypte et que la plupart des négociants en coton sont Hellènes, on pourrait croire que la Banque d'Athènes est arrivée à occuper une place de premier plan en Égypte. Mais non, est-ce mal dirigée ou est-ce que les Grecs d'Égypte aient craint de voir leurs fortunes révélées au fisc hellénique<sup>1</sup> ? Toujours est-il que

1. L'existence, jusqu'à tout récemment encore, du régime des Capitulations permettait aux Consulats étrangers de prendre contre leurs nationaux des décisions immédiatement exécutoires. Si donc, la Grèce décidait d'imposer ses nationaux établis à l'Etranger, — comme cela a été, en fait, son intention il y a quelque temps, — cette loi aurait pu être exécutée en Égypte.

les affaires de la Banque d'Athènes en Egypte n'ont pas été souvent brillantes. C'est ainsi que les pertes subies par elle en Egypte amenèrent la Banque d'Athènes à réduire, en 1912, son capital d'un quart. Tout récemment encore, à la suite de la décision du Gouvernement hellénique de ne plus permettre le paiement en Egypte des coupons de la Banque d'Athènes, le Ministre de Grèce en Egypte expliquait que cette décision était due au fait que la Banque d'Athènes ne faisait que des pertes en Egypte.

Aussi, dans le but de réduire les frais généraux, et surtout la concurrence qu'elles se faisaient, la Banque Nationale de Grèce et la Banque d'Athènes avaient-elles entamé des négociations afin de convertir leurs agences égyptiennes en une filiale des deux établissements qui aurait pris le nom de Banque Helléno-Egyptienne. Cette solution, qui aurait évidemment été très heureuse, n'est plus possible du fait que la Banque Nationale de Grèce a supprimé ses succursales en Egypte. A moins, bien entendu, que la Banque Nationale de Grèce ne participe au capital de la nouvelle banque.

La Banque d'Athènes, probablement à la suite des pertes qu'elle a subies dans les affaires sur coton, ne prend plus part au financement de la récolte nationale et a supprimé ses bureaux cotonniers de l'intérieur, ne laissant que ses succursales du Caire, d'Alexandrie et de Port-Saïd.

#### *Section V. — LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE* **DE PARIS**

Le Comptoir National d'Escompte de Paris est le premier des grands établissements de crédit français qui

ait essayé d'étendre son champ d'action en Egypte. En effet, dès 1869, alors qu'il était encore sous l'allégeance du Gouvernement français, le Comptoir installe une succursale à Alexandrie. Nous savons comment la situation se présentait à cette époque pour une banque de dépôts ; aussi n'est-il pas étonnant que, dès 1873, le Comptoir ait préféré attendre des circonstances plus favorables pour s'installer définitivement dans le pays, et il supprima la succursale d'Alexandrie. L'expérience ne sembla pas décourager le Crédit Lyonnais qui, comme on l'a vu, ouvrit ses agences égyptiennes dès 1875.

Complètement réorganisé en 1887 grâce au concours de la Banque de France et des autres banques françaises, le Comptoir n'a songé à se réinstaller en Egypte qu'en 1905. Le moment était mal choisi, car peu de temps après éclatait la terrible crise de 1907, qui devait se traduire par un ralentissement considérable de l'activité des banques en Egypte, ralentissement voulu d'ailleurs par ces dernières.

Aussi étrange que cela puisse paraître, le Comptoir d'Escompte ne pratique pas l'escompte en Egypte. Par contre, il fait beaucoup d'opérations sur le change, et, contrairement au Crédit Lyonnais, a, ces dernières années, étendu ses affaires aux avances sur coton<sup>1</sup>.

A Alexandrie, le Comptoir est chargé de la Chambre de Compensation (Clearing House) établie par la Bourse de Marchandises pour le règlement des liquidations. Si la rémunération qu'il perçoit de ce chef est faible, il en tire, par contre, l'avantage d'avoir commé clients la

1. Arrivages à Alexandrie en son nom pour 1936-1937 : 23.524 balles de coton et 8.988 ardebs de graines, contre 144.128 balles de coton et 292.065 ardebs de graines pour la Barclays à la même époque. C'est dire que, dans ce domaine, le Comptoir est encore très prudent. Il faut d'ailleurs tenir compte également du fait qu'il ne possède pas d'agences à l'Intérieur.

presque totalité des agences de bourse et de leurs membres adhérents <sup>1</sup>.

Par sa gestion prudente, mais non timide, le Comptoir occupe aujourd'hui, en Egypte, une place importante parmi les grands établissements de crédit.

### Section VI. — DRESNER BANK

En 1904, la Banque Nationale de Grèce et la National Bank für Deutschland créèrent, en association, la Banque d'Orient, ayant siège à Athènes. Cette banque qui devait servir à étendre, en Orient, l'influence de la Grèce et de l'Allemagne, prouva rapidement n'être qu'une banque uniquement hellénique. C'est pourquoi, dès 1905, la National Bank für Deutschland s'en retira pour créer, en collaboration avec un groupe de banquiers allemands, la Deutsche Orient Bank A. G.

La Deutsche Orientbank eut des débuts difficiles en Egypte ; et au moment où elle commençait à fortifier ses positions dans le pays, la Grande Guerre éclate. Elle suspend ses paiements, faute de disponibilités, et bientôt est mise sous séquestre et liquidée.

En 1926, elle reparait en Egypte, et, plutôt que de recommencer depuis le début, elle préfère prendre la suite d'une banque privée, la Banque Hassan Saïd Pacha, en plaçant, comme administrateur-délégué, Hassan Saïd Pasha, à la tête des succursales égyptiennes. Le but était facile à comprendre : attirer, grâce à cet administrateur égyptien, la clientèle égyptienne. Mais celle-ci se fit désirer ; elle n'oubliait pas les lourdes pertes que venait de lui faire supporter le mark, et reportait sa défiance

1. Jules Klat. *Les opérations de Bourse en Egypte*, Alexandrie, 1931.

contre une banque ayant son siège à Berlin et son capital en marks.

Malgré ces circonstances défavorables, la Deutsche Orientbank, par une activité soutenue, réussit à acquérir une place presque égale à celle qu'elle occupait en 1914, quand, subitement, à la suite de la fermeture des guichets de la Darmstaedner und National Bank de Berlin, un run eut lieu en juillet 1931 sur les caisses de la Deutsche Orientbank en Egypte, obligeant celle-ci à suspendre ses paiements.

C'est à la suite de ce dépôt des livres de la Deutsche Orientbank, que la Dresdner Bank, principale actionnaire de la Deutsche, vint se substituer à cette dernière dans l'automne 1931. Les déposants furent intégralement remboursés, mais il est à croire que la rude épreuve qu'ils venaient de subir, ne les invitait pas particulièrement à replacer leurs dépôts auprès de la même banque.

Aussi est-il plus que probable qu'actuellement la Dresdner Bank est obligée de compter sur l'aide étrangère, beaucoup plus que n'importe quelle autre banque en Egypte.

#### Section VII. — IONIAN BANK LIMITED

La Ionian Bank Ltd, une des plus vieilles banques anglaises puisque sa constitution remonte à 1839, s'est installée en Egypte en pleine crise, en 1907. S'occupant, presque principalement du financement du coton<sup>1</sup>, la Ionian Bank n'a pas jugé utile d'ouvrir une agence au Caire. Par contre, elle a créé dans les principaux centres

1. Pour les arrivages à Alexandrie, la Ionian Bank vient au quatrième rang (après la Barclays, la National et la Misr) pour la saison 1936-1937.

cotonniers de l'intérieur, des agences, sous-agences ou bureaux.

Depuis quelques années elle a, paraît-il, donné une forte impulsion à ses affaires en Egypte, et les avances sur titres occupent actuellement une large place dans son activité <sup>1</sup>.

En dehors de toutes les banques ci-dessus, Alexandrie possède d'autres établissements étrangers tels que :

1° La Yokohama Specie Bank Ltd.

2° La Commercial Bank of Near East Ltd.

3° Turkye e Bankasi.

dont le champ d'action est trop restreint pour que nous consacrons un paragraphe séparé pour chacune d'elles. Qu'il nous suffise de dire qu'alors que toutes les autres banques étendent leur activité à toute l'Egypte, les banques ci-dessus ne possèdent de succursales qu'à Alexandrie.

1. Politi, 1931 et 1937. *Op. cit.*

---

## CHAPITRE VI

### LES CHAMBRES DE COMPENSATION

« Grâce aux efforts de la Banque Nationale d'Egypte, des Chambres de Compensation (Clearing Houses) ont été constituées au Caire, en novembre 1928 et à Alexandrie, quelques mois après, en mai 1929, ce qui a permis, dans une large mesure, d'établir des relations plus étroites entre les banques <sup>1</sup>. »

Avant la création de ces Chambres, chaque banque était obligée de présenter à toutes les autres banques de la ville, chaque jour une ou plusieurs fois, les chèques tirés sur elle et qui lui avaient été remis à l'encaissement par ses clients. Le montant de ces chèques était, soit crédité, soit le plus souvent encaissé. On voit à combien de perte de temps cela donnait lieu et combien le volume de la circulation était grossi inutilement. Aussi, la compensation, en substituant au paiement effectif le virement sur une seule Banque, la National Bank of Egypt, a-t-elle rendu un grand service à l'économie nationale.

Au début, le Clearing du Caire comptait douze membres et celui d'Alexandrie dix-sept. Actuellement, les chiffres respectifs sont onze et quinze. Il est intéressant de donner les noms des membres, car ces noms représentent les seuls établissements considérés véritablement comme banques en Egypte.

1.H. S. Job. *Le Crédit en Egypte*. « Revue Economique Internationale », Bruxelles, 1930.

## CAIRE

Banque d'Athènes.  
 Banca Commerciale Italiana.  
 Banque Belge et Internationale.  
 Banco Italo-Egiziano.  
 Banque Misr.  
 Banque Ottomane.  
 Barclays Bank (D. C. et O.).  
 Comptoir National d'Es-compte de Paris.  
 Crédit Lyonnais.  
 Dresdner Bank.  
 National Bank of Egypt <sup>1</sup>.

## ALEXANDRIE

Banques d'Athènes.  
 Banque Belge et Internationale.  
 Banca Commerciale Italiana.  
 Banco Italo-Egiziano.  
 Banque Misr.  
 Banque Ottomane.  
 Barclays Bank (D. C. et O.).  
 Comptoir Nationale d'Es-compte de Paris.  
 Crédit Lyonnais.  
 Dresdner Bank.  
 National Bank of Egypt.  
 Commercial Bank of Egypt.  
 Commercial Bank of Near East.  
 Ionian Bank Ltd.  
 Yokohama Specie Bank Ltd.

Les Agences de Mousky des Banques Misr, Barclays, Nationale et Ottomane sont seules représentées à la Chambre de Compensations du Caire.

1. On remarquera l'absence, dans cette liste, de la Banque de Commerce N. Tepeghiosi et Co et de la Banque Mosseri, pourtant de beaucoup plus importantes que certains autres établissements, comme la Commercial Bank of Egypt, par exemple. Il est à croire qu'un jour prochain elles seront admises à siéger, au même titre que les autres Banques, à la Chambre de Compensation.

## ORGANISATION

Les Chambres de Compensation ont leurs sièges dans les locaux de la National Bank of Egypt, au Caire et à Alexandrie.

Elles sont dirigées par un Comité, présidé par le Gouverneur de la National Bank (ou, en son absence, par le Sous-Gouverneur), et composé d'un représentant de chacune des Banques adhérentes, ces représentants étant choisis parmi les dirigeants de ces Banques.

Le Comité, qui se réunit soit sur la convocation du Président, soit même d'office sur demande présentée par quatre membres, a pour attributions :

1° De statuer sur l'admission de nouveaux membres.

Dans ce cas, les deux tiers des membres présents doivent se déclarer favorables pour que l'admission du nouveau membre soit prononcée.

2° De modifier le règlement dans la mesure qu'il jugera utile et dans ce cas, la majorité relative est suffisante, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage.

Il est curieux de remarquer que le cas d'exclusion d'un membre de la Chambre de Compensation n'est pas prévu. Qu'est-ce à dire ? Qu'un membre ne peut quitter que de son propre gré ? Et si ce membre est en faillite ou a simplement déposé ses livres ? Nous ne pouvons, faute d'éléments, répondre à ces questions<sup>1</sup>.

La Chambre de Compensation, ne faisant aucune opération personnelle, et par suite aucun bénéfice, se borne à répartir les frais généraux entre ses adhérents. A cet

1. Il aurait été intéressant de connaître le sort réservé à la Deutsche-Orientbank en 1931, après le dépôt de ses livres. Avait-elle été exclue de la Chambre de Compensation ?

effet, un état des frais <sup>1</sup> établi au 31 décembre de chaque année, par la National Bank, et la répartition est faite par parts égales entre tous les Membres.

#### FONCTIONNEMENT

En hiver, il y a deux compensations par jour, sauf le samedi où il n'y en a qu'une. En été, au contraire, il n'y a qu'une compensation par jour, quel que soit ce jour.

C'est un délégué de la National Bank qui préside aux opérations quotidiennes et veille à la discipline et au bon ordre dans la Chambre.

Les opérations se font de la manière suivante :

A l'heure fixée, chaque délégué se présente à la Chambre de Compensation, où une place spéciale lui est réservée, porteur de liasses de chèques. Les chèques sont, préalablement, groupés d'après le nom de la Banque tirée, et inscrits sur des bordereaux. A la Chambre, il est procédé entre les membres, à des échanges de bordereaux, de telle sorte qu'en fin de séance, chaque délégué s'en va porteur de liasses de chèques tirés sur la Banque qu'il représente.

La National Bank ayant dans ses livres un compte-courant au nom de chaque Membre et un compte au nom de la Chambre de compensation, la compensation se règle par virements entre les comptes-courants des membres et le compte de la Chambre.

Si, pour une raison quelconque, un chèque entré par compensation n'est pas honoré, il doit être retourné, accompagné d'une note indiquant le motif du retour, au

1. Les frais du local et de lumière n'y sont pas compris. La National Bank les prend à sa charge.

plus tard une heure après la clôture de la dernière compensation de la journée. Faute de quoi il ne peut plus faire l'objet d'une contestation quelconque de la part du tiré.

Le règlement des effets retournés se fait par virements entre les comptes des Membres chez la National Bank.

Remarquons que rien n'empêche un Membre de présenter directement aux caisses d'un autre Membre, les effets dont il serait porteur. Ce cas est, au contraire, expressément prévu au Règlement.

STATISTIQUES. — Les Chambres de Compensation tant du Caire que d'Alexandrie, publient des Statistiques, très intéressantes pour celui qui veut suivre les mouvements de l'économie égyptienne. Nous reproduisons ici les chiffres depuis la création des deux Chambres.

Il est intéressant de noter que le nombre de chèques compensés augmente alors que le montant moyen par chèque diminue.

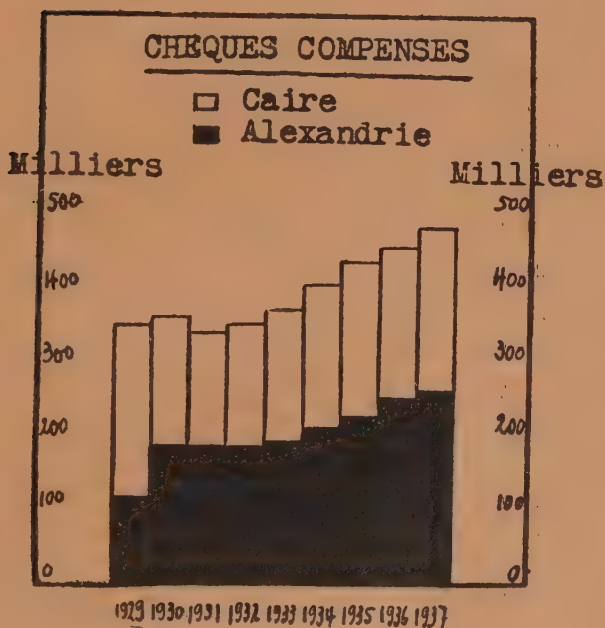
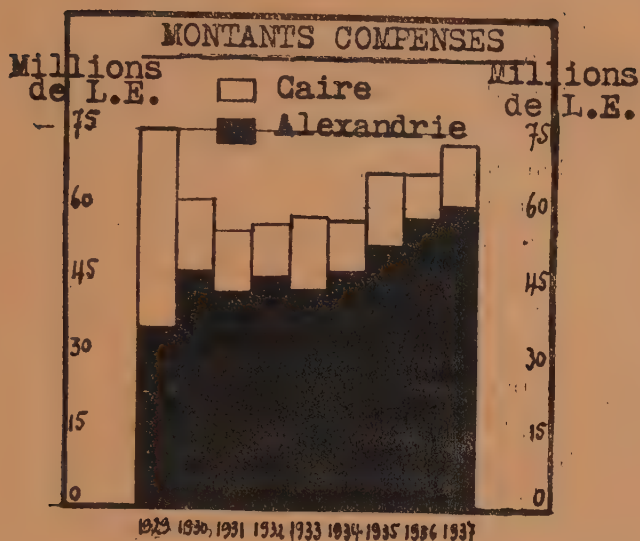
S'il y a quelque chose à souhaiter, c'est que le chèque devienne un instrument tellement sûr, que les Clearing du Caire et d'Alexandrie puissent, un jour, être amenés à compenser les chèques sur les villes de provinces.

#### CHAMBRES DE COMPENSATION (Banques) <sup>1</sup>.

| Année | MONTANT (L. E. 1000) |          |         | NOMBRE (MILLIERS) |          |       | MOYENNE<br>DES MONTANTS (L. E.) |          |       |
|-------|----------------------|----------|---------|-------------------|----------|-------|---------------------------------|----------|-------|
|       | Alexandrie           | Le Caire | Total   | Alexandrie        | Le Caire | Total | Alexandrie                      | Le Caire | Total |
| 1929  | 36.583 *             | 75,369   | 111,952 | 112 *             | 343      | 455   | 327 *                           | 220      | 246   |
| 1930  | 47.756               | 61,818   | 109,574 | 187               | 353      | 540   | 255                             | 175      | 203   |
| 1931  | 43 477               | 54 275   | 97,752  | 187               | 338      | 525   | 233                             | 161      | 186   |
| 1932  | 46,993               | 55,387   | 102,380 | 186               | 345      | 531   | 253                             | 161      | 193   |
| 1933  | 44,792               | 57,544   | 102,346 | 189               | 362      | 551   | 237                             | 159      | 186   |
| 1934  | 48,137               | 57,067   | 105,204 | 206               | 394      | 600   | 234                             | 145      | 175   |
| 1935  | 53 855               | 66,045   | 119,900 | 223               | 424      | 647   | 242                             | 156      | 185   |
| 1936  | 57,524               | 66,016   | 123,540 | 247               | 445      | 693   | 233                             | 148      | 178   |
| 1937  | 60,482               | 72,351   | 132,833 | 256               | 470      | 726   | 237                             | 154      | 183   |

\* Du 23 mai au 31 décembre 1929.

1. National Bank of Egypt. Rapport pour 1937.



## APPENDICE

### LES BANQUES EGYPTIENNES A L'ETRANGER

Il peut sembler étrange, après avoir décrit la dépendance si étroite dans laquelle se trouvaient les Banques égyptiennes par rapport aux Banques étrangères, que les Banques égyptiennes aient établi des succursales ou des filiales à l'étranger. Et pourtant là est le fait.

Il existe des banques égyptiennes à Londres, à Paris, au Soudan et en Syrie. Nous allons les passer brièvement en revue.

*A Londres.* — C'est la National Bank of Egypt qui, seule de toutes les banques égyptiennes possède une agence à Londres <sup>1</sup>. Et elle la possède depuis 1900.

Cette agence — vu les relations très étroites tant économiques que politiques qui existent entre l'Egypte et l'Angleterre — a une importance capitale. C'est par son entremise que le Département d'Emission de la National Bank effectue les transferts télégraphiques de Livres Sterling pour compte des autres banques en Egypte et que les achats et ventes des titres servant de couverture à l'émission, sont exécutés.

1. La Banque Misr songe depuis longtemps à étendre son champ d'action à l'Angleterre. C'est ainsi que le Rapport pour 1927 disait : « Nous sentons que le jour où il nous sera possible de créer à Liverpool une Branche appuyée par une Agence à Londres, nous aurons réalisé un grand pas, car il sera alors facile à la Banque Misr, établissement purement égyptien, de s'employer comme le meilleur intermédiaire entre le producteur et le consommateur du coton, dans l'intérêt de l'un et de l'autre ».

C'est elle qui se charge de faire les placements à courte échéance de la Banque, qui accepte pour compte des importateurs égyptiens les effets tirés sur eux, etc... etc...

En un mot, c'est par son entremise que sont réglées une grande partie des nombreuses transactions résultant du commerce extérieur de l'Égypte, non seulement avec l'Angleterre, mais aussi avec la plupart des pays du monde.

Rappelons que l'Agence de Londres de la National Bank of Egypt est administrée par un Comité composé de membres du Conseil d'Administration ayant leur résidence à Londres, et que ce Comité a certains pouvoirs définis par l'article 31 *bis* des Statuts.

*A Paris.* — La Commercial Bank of Egypt, dans laquelle des capitaux français importants étaient engagés, avait ouvert, en même temps que son siège d'Alexandrie, une Succursale à Paris. Il ne semble pas que les affaires de cette succursale furent brillantes, par suite des nombreuses dévaluations du franc qui se succédèrent ; aussi, tout récemment, fut-elle fermée, pour cause d'économie.

En 1926, la Banque Misr, en association avec un groupe de capitalistes égyptiens et français, fonda une filiale à Paris, sous la dénomination de « Banque Misr (France), Société anonyme pour la finance, le commerce et l'industrie. »

Le Capital de la nouvelle Banque était de 5 millions de francs, sur lesquels trois millions et demi souscrits par la Banque Misr, 1 million 400.000 par des Égyptiens et 100.000 francs seulement par un Français, M. P.-C. Jannet, ancien administrateur du Crédit Foncier Égyptien. Actuellement, le Capital se trouve réduit à 2.500.000 francs, par suite de circonstances que nous n'avons pu retracer.

Le Gouvernement Égyptien, pour encourager la Ban-

que Misr (France) l'a chargée de tous les paiements à effectuer en France aux Consulats et Légation d'Égypte et aux étudiants de la Mission Scolaire Égyptienne, inscrits dans les diverses facultés françaises.

A son service d'opérations courantes de Banque, la Banque Misr (France) a annexé un Bureau de voyages et de tourisme, destiné à développer les relations touristiques entre l'Égypte, la France et les autres pays européens <sup>1</sup>.

Enfin, elle est l'Agent à Paris des nombreuses Sociétés Misr <sup>1</sup>.

*En Syrie et au Liban.* — C'est encore à la Banque Misr qu'est due l'existence d'une Banque égyptienne en Syrie et au Liban : la Banque Misr-Syrie-Liban.

Constituée par décret du Gouvernement de la République Libanaise du 4 juin 1929, au Capital de L. L. S. 1 million, dont la moitié versée, la Banque Misr-Syrie-Liban commença officiellement ses opérations en avril 1930, simultanément à Beyrouth, siège de la Société, et à Tripoli <sup>2</sup>. Elle eut, dès ses débuts, à faire face à trois facteurs défavorables <sup>1</sup>, savoir :

1° Les nombreuses faillites qui se succédaient à Beyrouth, créant une atmosphère de méfiance et de discredit.

2° La crise mondiale, qui se faisait sentir d'une manière particulière au Liban et en Syrie.

3° La baisse du loyer de l'argent à un taux inconnu jusqu'alors dans ces pays.

Malgré cela, le succès de la Banque fut brillant et dès octobre de la même année, une Agence à Damas

1. Livret édité par la Banque Misr à l'occasion de l'Exposition de Paris de 1937.

2. Rapport pour 1930.

était installée, suivie quelques années après par une autre Agence à Homs.

Les *dépôts* pour le premier exercice clôturé au 31 décembre 1930 atteignirent le chiffre important de L. L. S. <sup>1</sup> 1.139.000. Les années suivantes, au lieu d'augmenter, ils baissaient, et au 31 décembre 1935, ils n'étaient plus qu'à L. L. S. 800.000. Au 31 décembre 1936, ils remontaient à L. L. S. 1.061.000.

Quant aux *avances garanties* et à l'*escompte*, ils ont eux aussi subi une contraction après le premier exercice. Ils sont, au 31 décembre 1936, presque au même chiffre qu'au 31 décembre 1930 <sup>2</sup>.

« Bien qu'elle n'ait encore que peu d'années d'existence derrière elle, la Banque Misr-Syrie-Liban a grandement contribué à resserrer et à multiplier les biens commerciaux entre l'Egypte, la Syrie et le Liban » <sup>3</sup>.

*Au Soudan* <sup>4</sup>. — La National Bank of Egypt est en même temps la Banque du Gouvernement Soudanais et du Gouvernement Egyptien. Ses billets ont cours légal au Soudan, comme en Egypte.

Aussi possédait-elle au Soudan des Agences dès les premiers jours de sa fondation. Elle y a introduit les facilités de Banque, inconnues jusqu'alors et aida dans une très grande mesure au développement économique du pays.

Nous avons vu qu'elle avança, à plusieurs reprises,

1. La Livre Libano-Syrienne équivaut à 20 francs français.

2. En 1930, L. 424.000 escompte et L. 678.000 avances. En 1936, L. 398.000 et 648.000 respectivement.

3. Livret édité par la Banque à l'occasion de l'Exposition de Paris de 1937.

4. C'est pour la clarté et la simplification de cet exposé que nous considérons les Banques situées au Soudan comme étant à l'Etranger. Le Statut légal du Soudan n'ayant pas encore été réglé définitivement, ce n'est pas à nous à décider si ce pays fait partie de l'Egypte ou non.

de fortes sommes au Gouvernement du Soudan, au taux extrêmement bas de la Banque d'Angleterre.

Actuellement, la National Bank of Egypt possède au Soudan une succursale à Khartoum et des Agences à El Obeid, Omdurman, Port-Sudan, Tokar et Wad Medani, resserrant ainsi les liens si étroits qui existent entre l'Égypte et le Soudan.

---

## CONCLUSION

La critique est aisée, dit-on, et rarement dicton ne s'est révélé être aussi exact que dans le domaine qui a fait l'objet de notre étude.

Les Banques en Egypte ont été critiquées de tous côtés, violemment, et souvent injustement. Que ne leur a-t-on pas reproché ? Chaque fois qu'une faillite se produit ou qu'un malheur quelconque s'abat sur telle ou telle branche de l'activité nationale : c'est la faute aux Banques ! Le pays est-il en crise ? C'est toujours la faute aux Banques !

Il n'y a aucun doute que les Banques en Egypte se sont montrées, quelquefois dures, ou mêmes rigoureuses, envers leurs débiteurs. Mais il ne faut pas oublier les difficultés anormales qu'elles rencontrent en Egypte, dans l'exercice de leurs fonctions : absence de renseignements sérieux pouvant servir de base aux ouvertures de crédits ; absence de notion de l'échéance chez les débiteurs ; absence d'occasions de placements à court terme ; faible liquidité des opérations qui se présentent à elles, etc... Malgré toutes ces circonstances défavorables, elles ont montré une résistance étonnante. Elles ont traversé des crises nombreuses sans que leur crédit s'en ressente d'une manière quelconque. L'Egypte n'a ainsi heureusement pas connu ces faillites retentissantes qui ont fait tant de ravages en Europe et en Amérique. Les quelques déconfitures qu'on a enregistrées chez nous étaient toutes dûes à des circonstances particulières, et, dans tous les cas, les déposants furent

intégralement remboursés<sup>1</sup>. Ce qui est digne d'être remarqué.

On oublie très facilement, par contre, les services nombreux que les Banques ont rendu à l'Égypte, et qu'elles continuent d'ailleurs à lui rendre. Grâce à leur grand nombre et aux fortes quantités de capitaux disponibles qu'elles possèdent<sup>2</sup>, les Égyptiens peuvent, actuellement, se procurer l'argent à un taux ne dépassant pas (ou, en tous cas, ne dépassant que de peu) celui pratiqué en Europe.

C'est grâce à elles que le Commerce et l'Industrie ont pris un tel essort depuis un quart de siècle. Sans les capitaux énormes qu'elles ont mis à la disposition des commerçants et industriels, il est plus que probable que l'Égypte n'aurait pu arriver au stade avancé qu'elle occupe actuellement.

C'est encore aux crédits très larges qu'elles ont consenti aux nombreuses Sociétés foncières, qu'est dûe l'amélioration des terrains et l'agrandissement de la superficie cultivable du pays.

C'est, enfin, par leur entremise que la récolte cotonnière est financée chaque année. Et nous savons combien cette question du financement de la récolte est vitale pour l'économie égyptienne.

La seule chose qu'on puisse regretter c'est que, jusqu'aujourd'hui, les circonstances que nous avons relatées tout au long plus haut, n'ont pas permis l'institution d'une véritable Banque Centrale, d'une Banque qui pût effectivement contrôler le crédit. Mais là, il faut laisser au temps le soin d'aplanir les obstacles.

1. Cassa di Sconto (1907), Bank of Egypt (1911), Deutsche-Orientbank (1931).

2. On sait que ceci est dû, en grande partie, à la facilité accordée par la National Bank aux autres Banques, d'effectuer, *au pair*, pour leur compte, des transferts télégraphiques de Londres au Caire, ou vice-versa.

## MEMENTO

L. Eg. : Livre égyptienne. La livre égyptienne se divise en 100 piastres au tarif, ou 1000 millièmes. Elle vaut £ 1.0.6 environ.

£ : Livre sterling. La livre sterling vaut L. E. 0,975 (c'est-à-dire P. T. 97 1/2.)

Feddan : Mesure de surface équivalent à 4201 m<sup>2</sup> environ.

Cantar : Mesure de poids équivalent à 45 kilogs environ.

Ardeb : Mesure de poids. Le poids d'un ardeb varie de 120 à 300 kgs environ, suivant qu'il s'agit d'un ardeb d'orge, de blé, de riz, etc.

Une balle de coton pressée contient 7 3/4 cantars environ.

VU :

VU :

*Le Doyen,* *Le Président de la thèse,*

EDGARD ALLIX.

RENÉ MAUNIER

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

G. ROUSSY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AFTALION (Albert). — *Cours de Statistique* recueilli et rédigé par Jean Lhomme et Jean Préou, 3<sup>e</sup> éd., Paris. Presses Universitaires de France.
- ARMINJON (P.). — *La situation économique et financière de l'Egypte*, Paris, 1911.
- BLANCHARD (G.). — *Cours d'Economie Politique*, t. II, Paris, 1930.
- CROUCHLEY (A. E.). — *The investment of Foreign Capital in Egyptian Companies et Public Debt*, Le Caire, 1936.
- GIDE (Charles). — *Cours d'Economie Politique*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, Sirey, 1931.
- GRANDIN (A.). — *Bibliographie générale des sciences politiques, économiques et sociales, de 1800 à 1926*.
- MAUNIER (René). — *Bibliographie économique, juridique et sociale de l'Egypte moderne, 1798-1916*, Le Caire, 1918.
- PAPAZIAN (E.). — *L'Egypte économique et financière*, Le Caire, 1926.
- TRUCHY (Henry). — *Précis d'Economie Politique*, 4<sup>e</sup> éd., Sirey, Paris, 1934 (2 vol.).
- Histoire Financière de l'Egypte depuis Said-Pacha*, par J. C., Paris, 1878.

### OUVRAGES SPÉCIAUX.

- ABDEL Fattah El Sayed Bey et Marc DESSERAUX. — *Traité théorique et pratique des effets de commerce en Droit Egyptien*, Dijon, 1928.
- ADLER (Jacques). — *Des modifications susceptibles d'être apportées à la législation actuelle du Chèque*.
- ANCONA (Isaac). — *Le régime monétaire égyptien*. Thèse, Paris, 1931.
- ANTONINI (E.). — *Le crédit et la Banque en Egypte*, Thèse, Lausanne, 1927.
- CATTAOUI (Joseph Pacha). — *Egypte. Aperçu historique, géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale*, publié par la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, Le Caire, 1926.

- COURCELLE-SENEUIL. — *Les opérations de Banque*. Paris, 1922.
- D'ORLÉANS (Charles). — *Les Banques de dépôts en Angleterre, avant, pendant et après la Guerre*. Thèse Paris, 1927.
- MALACHE (Kamel Amine). — *Etude économique et critique des instruments de circulation et des instruments de crédit en Egypte*, Paris, 1930.
- MISRAHI (J.). — *La Banque Nationale d'Egypte et son rôle pendant la Guerre*. Thèse, Paris, 1919.
- MITCHELL (L. M.). — *Le chèque dans les pays Anglo-Saxons*. Thèse. Paris, 1927.
- NOUROULLAH (Orhan Adil). — *L'organisation scientifique du travail dans les Banques*. Thèse. Paris, 1931.
- PALAGI (Dario). — *Le Code de Commerce Mixte commenté*. Alexandrie, 1929.
- PARKER (Frank). — *Banking institutions and methods*. Seaton (E. U. A.), 1928.
- PARKER WILLIS (H.). et BECKHAST (B. H.). — *Foreign Banking System*.
- REBOTIER (Maurice). — *Les participations bancaires à l'Industrie*. Thèse. Paris. 1935.
- RIFAAT (Mohamed Ali). — *The monetary System of Egypt*, Londres, 1935.
- SAID (B. Hinadeh). — *Monetary et Banking System in Syria*, Beyrout, 1935.
- SULTAN (Fouad). — *La monnaie Egyptienne*, Paris, 1914.
- THERY (E.). — *L'Egypte nouvelle au point de vue économique et financier*, Paris, l'Economiste Européen, 1907.
- F. FRANÇOIS-MARSAL. — *Encyclopédie de Banque et de Bourse*. Paris (4 vol.).
- TRUPTIL (R. J.). — *Le système Bancaire Anglais*, Thèse Paris, 1933.
- MOHAMED (Hussein Haekal). — *La dette publique Egyptienne*, Paris, 1912.

## ARTICLES DE JOURNAUX ET PERIODIQUES.

- BLANCHARD (Georges). — *Du retour de l'Egypte à l'Etalon d'or*, dans l'« Egypte Contemporaine » n° 122, mai 1930.
- BOURKSER (David). — *L'Egypte et une Banque Centrale de Récompte*, dans l'« Egypte Contemporaine », t. XVI, p. 456 à 467.
- BOURKSER (David). — *Le crédit municipal en Egypte*, dans l'« Egypte Contemporaine », t. XVIII, p. 167 à 177.
- COOK (Sir Edward). *Banques et finances égyptiennes*, dans le « Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion », n° 106, juin 1937.
- CRAWFORD (J. A.). — *Interview au Journal du Caire*, 23 septembre 1931.

- HALLETT (Ernest). — *Currency et Credit in Egypt.*, dans l'« Egypte Contemporaine », n° 161, février 1936.
- HARARI (R. A.). — *Banking et Financial Houses in Egypt.*, dans l'« Egypte Contemporaine », n° 161, février 1936.
- JOB (H. S.). — *Le crédit en Egypte*, dans l'« Egypte Contemporaine », n° 118, janvier 1930.
- LEVI (Dr. I.). — *La distribution du crédit en Egypte*, dans l'« Egypte Contemporaine », n° 37, 1918.
- POLIER (Léon). — *Organisation du crédit en Egypte par les warrants commerciaux et agricoles*, dans l'« Egypte Contemporaine », 1911, n° 2.
- Banking in Egypt., dans « The Economist », 14 octobre 1933.

#### JOURNAUX, PÉRIODIQUES, RAPPORTS, BILANS, etc...

- L'Egypte Contemporaine*, Revue de la Société Royale d'Economie Politique, de Statistique et de législation, Le Caire, de 1910 à 1937.
- Revue d'Economie Politique.*  
Banca Commerciale Italiana, Rapports et Bilans, 1924-1936.  
Banco Italo Egiziano, 1924-1936.  
Banque Belge et Internationale en Egypte, Rapports et Bilans, 1929-1937.  
Banque Misr, Rapports et Bilans, 1920-1937.
- Annuaire des Sociétés Egyptiennes par Actions*, édité par Elie I. Politi, de 1930 à 1937 (7 vol.).
- Recueil des Statuts des Sociétés Egyptiennes par Actions*, édité par Elie I. Politi, Alexandrie 1933.
- Statistiques des Sociétés Anonymes travaillant en Egypte.*  
*Annuaire Statistique de l'Egypte*, annuel.
- Recueil des lois, décret et rescrits royaux* (1930-1934) 3 vol.
- Reports by His Majesty's Agent and Consul General on the Finances. Administration and Condition of Egypt and the Sudan*, Annuel de 1905 à 1922.
- Monthly Journal of the British Chamber of Commerce of Egypt.*  
*Revue d'Egypte Economique et Financière.*
-

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                        |   |
|------------------------|---|
| INTRODUCTION . . . . . | 1 |
|------------------------|---|

### PREMIÈRE PARTIE

#### CRÉATION ET ORGANISATION DES BANQUES EN ÉGYPTÉ

|                                                                                                    |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Création d'une Banque en Égypte. .                                             | 7  |
| <i>Section I.</i> Définition du banquier . . . . .                                                 | 7  |
| <i>Section II.</i> Conditions nécessaires pour l'établissement<br>d'une banque en Égypte . . . . . | 8  |
| CHAPITRE II. — Administration et organisation intérieure<br>des Banques en Égypte . . . . .        | 14 |
| <i>Section I.</i> Administration. . . . .                                                          | 14 |
| <i>Section II.</i> Organisation. . . . .                                                           | 18 |
| <i>Section III.</i> Le personnel . . . . .                                                         | 22 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### RESSOURCES ET OPÉRATIONS DES BANQUES EN ÉGYPTÉ

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Les ressources . . . . .                 | 33 |
| <i>Section I.</i> Les dépôts. . . . .                        | 33 |
| <i>Section II.</i> Capital et réserves. . . . .              | 42 |
| <i>Section III.</i> Tirages sur l'étranger . . . . .         | 42 |
| <i>Section IV.</i> Avances sur titres. . . . .               | 43 |
| CHAPITRE II. — Les opérations . . . . .                      | 46 |
| <i>Section I.</i> L'escompte. . . . .                        | 50 |
| <i>Section II.</i> Les avances contre nantissements. . . . . | 60 |
| A. Avances sur marchandises . . . . .                        | 60 |
| B. Avances sur titres. . . . .                               | 66 |
| C. Avances sur effets. . . . .                               | 68 |

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Section III.</i> Les autres avances garanties ou non garanties. . . . .  | 70 |
| A. Avances garanties par caution. . . . .                                   | 71 |
| B. Avances contre cessions . . . . .                                        | 72 |
| C. Avances garanties par hypothèque. . . . .                                | 72 |
| D. Avances en blanc . . . . .                                               | 73 |
| <i>Section IV.</i> Les placements. . . . .                                  | 74 |
| <i>Section V.</i> Les participations financières ou industrielles. . . . .  | 77 |
| <i>Section VI.</i> Les opérations qui se résolvent en commissions . . . . . | 81 |
| A. Titres . . . . .                                                         | 81 |
| B. Recouvrements. . . . .                                                   | 83 |
| C. Acceptations . . . . .                                                   | 84 |
| D. Lettres de cautionnement. . . . .                                        | 85 |
| E. Change . . . . .                                                         | 86 |

### TROISIÈME PARTIE

#### LES BANQUES EN ÉGYPTÉ

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Historique. . . . .                                                                     | 89  |
| CHAPITRE II. — La National Bank of Egypt . . . . .                                                          | 100 |
| <i>Section I.</i> Département de banque . . . . .                                                           | 105 |
| A. Postes de l'actif. . . . .                                                                               | 110 |
| B. Postes du passif. . . . .                                                                                | 118 |
| <i>Section II.</i> Département de l'émission . . . . .                                                      | 124 |
| A. Mécanisme de l'émission . . . . .                                                                        | 125 |
| B. Appréciation du régime . . . . .                                                                         | 132 |
| C. National Bank et Banque Centrale. . . . .                                                                | 137 |
| <i>Section III.</i> Conclusion. . . . .                                                                     | 141 |
| CHAPITRE III. — La banque Misr . . . . .                                                                    | 145 |
| CHAPITRE IV. — Les autres banques égyptiennes . . . . .                                                     | 171 |
| <i>Section I.</i> Banco Italo-Egiziano . . . . .                                                            | 173 |
| <i>Section II.</i> Commercial Bank of Egypt. . . . .                                                        | 180 |
| <i>Section III.</i> Banque de commerce, N. Tépeghiosi et C <sup>o</sup> . . . . .                           | 184 |
| <i>Section IV.</i> Banca Commerciale Italiana per l'Egitto . . . . .                                        | 187 |
| <i>Section V.</i> Banque belge et Internationale en Égypte. . . . .                                         | 192 |
| <i>Section VI.</i> Banque Mosseri, S. A. E. . . . .                                                         | 196 |
| <i>Section VII.</i> Banque Suares, S. A. E. . . . .                                                         | 197 |
| <i>Section VIII.</i> Société Égyptienne Financière pour le Commerce et l'Industrie. Sefina S. A. E. . . . . | 198 |

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE V. — Les banques étrangères établies en Égypte .            | 199 |
| <i>Section I.</i> La Barclays Bank (D. C. et O.). . . . .            | 201 |
| <i>Section II.</i> La Banque Ottomane . . . . .                      | 204 |
| <i>Section III.</i> Le Crédit Lyonnais . . . . .                     | 205 |
| <i>Section IV.</i> La Banque d'Athènes . . . . .                     | 206 |
| <i>Section V.</i> Le Comptoir National d'Escompte de Paris . . . . . | 207 |
| <i>Section VI.</i> La Dresdner Bank. . . . .                         | 209 |
| <i>Section VII.</i> La Ionian Bank Ltd. . . . .                      | 210 |
| <i>Section VIII.</i> Les autres banques . . . . .                    | 211 |
| CHAPITRE VI. — Les chambres de compensation . . . . .                | 212 |
| APPENDICE. — Les banques égyptiennes à l'étranger . . . .            | 218 |
| CONCLUSION. . . . .                                                  | 223 |





IMPRIMERIE  
HÉRISSEY  
: ÉVREUX :